



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO



2020 RAPPORT ANNUEL





La Banque de la CEDEAO
The ECOWAS Bank
O Banco da CEDEAO



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

2020 RAPPORT ANNUEL





HOTEL 2 FÉVRIER,
Lomé, Togo

Table des Matières

00	Tableaux et Graphiques	iv
	Sigles et Abréviations	v
	Taux de change	vi
	Message du Président du Conseil des Gouverneurs	01
	Gouverneurs de la BIDC	02
	Message du Président de la BIDC et Président du Conseil D'administration	03
01	CHAPITRE I: GOUVERNANCE DE LA BANQUE	05
	1.1 Conseil des Gouverneurs	06
	1.2 Conseil d'administration	06
	1.3 Equipe de direction	08
02	CHAPITRE II: ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	11
	2.1 Évolution Récente at Perspectives Mondiales	12
	2.2 Croissance De La Production Mondiale	12
	2.3 Cours Des Matieres Premieres	13
	2.4 La Finance Sur le Plan Mondial	13
	2.5 Évolution Recente Et Perspectives Economiques Dans La Region de la CEDEAO	14
03	CHAPITRE III: CONTRÔLE ET EFFICACITÉ ORGANISATIONNELLE	17
	3.1 Activités de contrôle	18
	3.2 Gestion des ressources humaines	21
	3.3 Processus opérationnels et réformes entrepreneuriales	22
	3.4 Activités de mobilisation de ressources, de coopération et de partenariat	24
	3.5 État d'exécution du budget	25
04	CHAPITRE IV: ACTIVITES OPERATIONNELLES	27
	4.1 Aperçu du portefeuille de la Banque en fin décembre 2020	28
	4.2 Présentation de certains projets marquants financés au cours de la période sous revue	38
05	CHAPITRE V: PERFORMANCE FINANCIÈRE	39
	Rapport du Conseil D'administration	40
	Rapport de L'auditeur Independant	44
	5.1 Chiffres Clés	49
	5.2 État Du Résultat Et Autres Éléments Du Résultat Global	50
	5.3 État De La Situation Financiere	51
	5.4 État De Variation Des Capitaux Propres	52
	5.5 Etat Des Flux De Tresorerie	53
	5.6 Notes Aux États Financiers	54
	ANNEXES	105
	1 : Organigramme de la BIDC	106
	2 : Liste des projets évalués au titre de l'année 2020	107
	3 : Liste des projets supervisés pour le compte de l'année 2020	109
	4 : Liste des projets approuvés au titre de l'année 2020	110
	5 : Liste des projets signés au titre de l'année 2020	111

Tableaux et Graphiques

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Liste des membres du Conseil des Gouverneurs au 31 décembre 2020	06
Tableau 2: Composition du Conseil d'administration au 31 décembre 2020	07
Tableau 3: Composition du Conseil d'administration de la Banque au 31 décembre 2020	08
Tableau 4: Environnement économique dans la CEDEAO en 2020	16
Tableau 5: Evolution de l'effectif du personnel de la Banque (2019 - 2020)	22
Tableau 6: Répartition par genre du personnel au 31 décembre 2020	22
Tableau 7: État des ressources en capital au 31 décembre 2020	24
Tableau 8: État d'exécution du budget au 31 décembre 2020 (en milliers d'UC)	26
Tableau 9: Principaux indicateurs de performance du portefeuille au 31 Décembre 2020	28
Tableau 10: Projets évalués au titre de 2019-2020	29
Tableau 11: Répartition des engagements cumulés par source de financement, secteur d'opération, et mode d'intervention au 31 décembre 2020	33
Tableau 12: Décaissements nets cumulés au 31 décembre 2020	36
Tableau 13: Décaissements au titre de l'année 2020	37

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Cours des matières premières, 2019-2020	13
Graphique 2: Cours du pétrole brut, 2019-2020 (US\$ par baril)	13
Graphique 3: Impact de la COVID-19 sur le PIB réel en 2020	14
Graphique 4: Impact de la COVID-19 sur le solde budgétaire en 2020	14
Graphique 5: Impact de la COVID-19 sur la dette publique en 2020	15
Graphique 6: Impact de la COVID-19 sur le solde du compte courant	15
Graphique 7: Evolution des projets évalués sur la période 2019-2020 (en million UC)	29
Graphique 8: Approbations cumulées au 31 décembre 2020	30
Graphique 9: Nouvelles approbations au 31 décembre 2020 (en million UC)	30
Graphique 10: Nouvelles approbations par pays au 31 décembre 2020	32
Graphique 11: Répartition des engagements nets cumulés par pays au 31 décembre 2020	34
Graphique 12: Répartition des engagements nets cumulés par nombre de projets et par montant au 31 décembre 2020 (millions UC)	35
Graphique 13: Répartition des nouveaux engagements par secteur au 31 décembre 2020	35
Graphique 14: Décaissement au titre de 2019-2020 (million UC)	37



Sigles et Abréviations

AFD	Agence Française de Développement
ASS	Afrique subsaharienne
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BIDC	Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DOSP1	Département Operations Secteur Public
ECA	Agences de crédit à l'exportation
FMI	Fonds Monétaire International
OeEB	Banque autrichienne de développement
PEM	Perspectives Economiques Mondiales
PIB	Produit Intérieur Brut
SFI	Société Financière Internationale
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UE	Union Européenne
UC	Unité de Compte
USA	Etats Unis d'Amérique
VPFCS	Vice-Président Finance et Services Institutionnels
VPO	Vice-Président Operations

HOTEL CAPE SIERRA HILTON
en construction, Freetown, Sierra Leone

Taux de Change

(Moyenne Décembre 2020)

1 Unité de Compte (UC)	=	1	DTS du FMI
1 UC	=	1,440270	Dollar US
1 UC	=	1,073230	Livre Sterling
1 UC	=	1,851610	Dollar Canadien
1 UC	=	1,183850	Euro
1 UC	=	776,554694	francs CFA
1 UC	=	546,582459	NGR-Naira
1 UC	=	8,258797	Ghana Cedis
1 UC	=	130,543137	CPV-Escudo
1 UC	=	72,453758	GAMB-Dalasi
1 UC	=	14 377,058590	Francs Guinéen
1 UC	=	14 594,774410	Leone-SLL
1 UC	=	236,230499	Dollar Libérien



Message du Président du Conseil des Gouverneurs

L'année 2020 a été un défi pour les gouvernements, les entreprises et les populations. Il s'agit d'une année au cours de laquelle l'activité économique s'est pratiquement effondrée dans le monde entier, la première de ce type dans ma génération. Les recettes publiques ont chuté, tandis que les dépenses ont explosé, poussant de nombreux pays au bord du gouffre du surendettement, dans leur quête effrénée pour pallier les effets néfastes de la pandémie du COVID-19 sur leurs populations.

La demande globale a chuté au niveau mondial, tout comme les exportations et les prix des matières premières, un signe inquiétant pour la plupart de nos États membres qui dépendent des exportations de ces matières. Comme résultat, les États membres ont été confrontés à un double déficit aggravé : le déficit budgétaire et le déficit du compte courant.

La pandémie a également mis en évidence les insuffisances de nos structures sanitaires, d'éducation et sociale. Même si elle n'a pas atteint les limites que l'on craignait, cette crise sanitaire a mis en évidence les lacunes de notre préparation à faire face à une pandémie ; ainsi, de nombreux États membres peinent à se procurer le matériel requis pour les soins nécessaires et les équipements de protection pour le personnel de santé et les autres agents travaillant en ligne de front.

Cependant, en notre qualité d'institution de financement du développement, ces réalités déplorables constituent également pour nous l'occasion de remplir notre mission fondamentale. En effet, la Banque est de plus en plus appelée à se pencher sur la question de la fourniture de produits qui contribueront à limiter l'impact négatif de la pandémie. Il s'agira notamment de produits liés à la numérisation, à la santé et à la protection sociale. Le Conseil des gouverneurs œuvrera de concert avec la haute direction dans cette optique, comme cela a été le cas par le passé.

Le Conseil des gouverneurs s'est réuni deux fois en 2020 - le 13 janvier 2020 (à Lomé) et le 9 avril 2020 (virtuellement) - pour examiner diverses questions pertinentes. Il convient de noter que lors de la première réunion, M. George Agyekum Nana



M. Sani Yaya

Président du Conseil des Gouverneurs

DONKOR, PhD, DBA, a été nommé Président de la Banque pour un mandat de quatre (4) ans. Au cours de la deuxième réunion, le rapport d'activité et les états financiers de la Banque pour l'année 2019 ont été adoptés. Le Conseil a également discuté de la situation de la souscription au capital de la Banque, exhortant les États membres à solder les arriérés.

Au sortir de l'une des années les plus difficiles de notre histoire, le Conseil des gouverneurs veillera à ce que la Banque apporte une valeur ajoutée aux États membres en incitant la haute direction à canaliser les ressources vers les secteurs porteurs de leurs économies, afin de stimuler un redressement rapide de leur situation socio-économique après la pandémie.

M. Sani Yaya

Ministre de l'Economie et des Finances, République Togolaise
Président du Conseil des Gouverneurs

Gouverneurs de la BIDC



M. Sani Yaya (Président)

Ministre de l'économie et des finances
(Togo)



M. Romuald Wadagni

Ministre de l'économie et des finances
(Bénin)



M. Lassane Kabore

Ministre de l'économie, des finances et du développement
(Burkina Faso)



M. Olavo Avelino Garcia Correia

Vice-Premier Ministre, ministre des Finances
(Cap-Vert)



Mme. Nialé Kaba

Ministre du plan et du développement
(Côte d'Ivoire)



M. Mambury Njie

Ministre des finances et des affaires économiques
(La Gambie)



M. Ken Ofori-Atta

Ministre des finances
(Ghana)



M. Mamadi Camara

Ministre de l'économie et des finances
(Guinée)



M. Victor L. P. Fernandes Mandiga

Ministre de l'économie, de la planification et de l'intégration régionale
(Guinée-Bissau)



M. Samuel Tweah

Ministre des finances et de la planification du développement
(Libéria)



M. Alousseni Sanou

Ministre de l'économie et des finances
(Mali)



M. Mamadou Diop

Ministre des finances
(Niger)



Mme. Zainab Shamsuna Ahmed

Ministre fédéral des finances
(Nigéria)



M. Amadou Hott

Ministre de l'économie, de la planification et de la coopération
(Sénégal)



M. Jacob Jusu Saffa

Ministre des finances et du développement économique
(Sierra Leone)

Message du Président de la BIDC et Président du Conseil d'Administration

La CEDEAO a terminé l'année 2019 sur une note relativement positive, enregistrant une croissance de 3,6% en fin de période. Dans la foulée, un fort niveau d'optimisme a été observé concernant l'activité économique en 2020, le FMI prévoyant une croissance globale de 3,8% dans l'édition d'octobre 2019 des Perspectives économiques mondiales.

Cependant, les conditions n'ont pas été des plus favorables, car la pandémie de la COVID-19 a dévasté les économies mondiales, entraînant des confinements à l'échelle internationale, la fermeture des frontières et des restrictions généralisées de l'activité économique, dans le but de contenir la propagation du virus. Ainsi, les perspectives de croissance de l'activité économique ont dû être révisées à la baisse, la plupart des pays du monde ayant basculé dans la récession. Au terme de l'année 2020, l'économie mondiale a reculé de 3,3%, tandis que l'activité économique de la CEDEAO s'est contractée de 0,7%.

Cette situation a eu un impact négatif sur les opérations de la Banque, qui a reçu un certain nombre de demandes de rééchelonnement du remboursement des prêts, étant donné que les activités des clients avaient été affectées par la pandémie, alors que la Banque restait à jour dans ses obligations de service de prêts. En effet, les produits d'intérêts ont diminué, passant de 29,40 millions d'UC (42,34 millions de dollars US) en 2019 à 24,10 millions d'UC (34,71 millions de dollars US) en 2020, tandis que les charges d'intérêts sont passées à 14,10 millions d'UC (20,31 millions de dollars US), contre 13,53 millions d'UC (19,49 millions de dollars US) en 2019.

En outre, le nombre de projets ayant fait l'objet de décaissements a baissé de 50 en 2019 à 37 en 2020. Cependant, les décaissements nets cumulés sont passés de 742,30 millions d'UC (1 069,11 millions de dollars US) à 748,50 millions d'UC (1 078,03 millions de dollars US), en raison de la contraction de l'activité économique.



George Agyekum Donkor, PhD, DBA

En dépit des répercussions de la pandémie, la Banque a œuvré à l'amélioration de ses opérations en révolutionnant son infrastructure informatique au cours de la période considérée, facilitant ainsi une transition harmonieuse des réunions physiques vers des réunions essentiellement virtuelles. La Banque a également renforcé la mobilité interne du personnel, tout en recrutant un nombre important de professionnels techniquement qualifiés pour l'aider à mener à bien son ambitieuse stratégie à court et à moyen terme.

Au cours de cette période, le Conseil d'Administration a travaillé de manière assidue pour guider la Haute Direction en ces temps difficiles. Il a ainsi tenu cinq (5) sessions ordinaires et deux (2) consultations à domicile, approuvé diverses lignes de crédit et projets.

Les approbations cumulées ont augmenté de 278,5 millions d'UC (401,2 millions de dollars US) et les engagements nets de 58,0 millions d'UC (83,5 millions de dollars US), tandis que la durée moyenne du portefeuille est passée de 8 à 12 ans. En dépit de la contraction du résultat d'exploitation, qui est passé de 20,31 millions d'UC (29,25 millions de dollars US) en 2019 à 16,17 millions d'UC (23,29 millions de dollars

Message du Président de la BIDC et Président du Conseil d'Administration

US), la Banque a réalisé un bénéfice de 2,69 millions d'UC (3,87 millions de dollars US) en 2020, contre 4,03 millions d'UC (5,80 millions de dollars US) en 2019.

Forts de l'expérience que nous avons vécue au cours de la période jugée la plus difficile dominée par la pandémie de la COVID-19, nous estimons qu'il est maintenant nécessaire de concevoir, en collaboration avec les États membres, une voie pérenne vers la relance. C'est la raison pour laquelle le nouveau Plan stratégique de la Banque pour les cinq prochaines années (à partir de 2021) est articulé autour du thème «*Vers une CEDEAO redynamisée, habilitée et résiliente*» et se fonde sur les piliers suivants :

- i. Le repositionnement de la Banque pour qu'elle puisse réaliser sa proposition de valeur ; et
- ii. La promotion d'une croissance et d'un développement résilients, inclusifs et durables.

La Banque travaillera avec les États membres pour promouvoir un programme de relance économique, étant donné que la pandémie a décimé les bénéfices économiques réalisés après des années d'améliorations progressives et constantes dans l'ensemble du spectre socio-économique.

Nous nous emploierons à financer des opérations des secteurs public et privé pour le plus grand bénéfice des États membres, en mettant l'accent sur le financement des infrastructures, de l'industrie et de l'agriculture, tout en prenant en compte la dimension du changement climatique.

La Banque compte également intensifier son travail de recherche en publiant la première édition des Perspectives Économiques de l'Afrique de l'Ouest, un portail unique des indicateurs macroéconomiques des États membres, avec une perspective sur leurs performances économiques.

Avec l'appui des États membres, nous nous attacherons à consolider nos réalisations, relativement modestes, en surmontant les défis auxquels nous avons été confrontés et ceux induits par la pandémie de la COVID-19. Nous nous engageons résolument en faveur du bien-être collectif de la Communauté en aidant les États membres à renouer avec une croissance inclusive et à poursuivre la lutte contre la pauvreté.

George Agyekum DONKOR, PhD, DBA

Président de la BIDC et Président du Conseil d'Administration

Chapitre I

Gouvernance de la Banque

01



Gouvernance de la Banque

Aux termes des Statuts de la Banque, l'instance de décision de la Banque est composée du Conseil des Gouverneurs, du Conseil d'administration et de la Haute direction.

1.1 Conseil des Gouverneurs

Les textes portant création de la Banque érigent le Conseil des Gouverneurs comme l'organe suprême de décision. Le Conseil des Gouverneurs est composé de gouverneurs individuellement nommés par chaque État membre, qui sont généralement les ministres de l'économie et des finances ou de l'intégration régionale des États membres (Tableau 1). Le Conseil se réunit au moins une fois par an en assemblée ordinaire pour examiner les opérations de la Banque et donner les orientations stratégiques nécessaires pour la réalisation des objectifs de la Banque.

Tableau 1: Liste des membres du Conseil des Gouverneurs au 31 décembre 2020

Pays membres	Gouverneurs de la BIDC
Togo	M. Sani Yaya (Chairman)
Bénin	M. Romuald Wadagni
Burkina Faso	M. Lassané Kaboré
Cap-Vert	M. Olavo Avelino Garcia Correia
Côte d'Ivoire	Mme. Nialé Kaba
La Gambie	M. Mambury Njie
Ghana	M. Ken Ofori-Atta
Guinée	M. Mamadi Camara
Guinée-Bissau	M. Victor Luis P. Fernandes Mandiga
Liberia	M. Samuel Tweah
Mali	M. Alousséni Sanou
Niger	M. Mamadou Diop
Nigéria	Mme. Zainab Shamsuna Ahmed
Sénégal	M. Amadou Hott
Sierra Leone	M. Jacob Jusu Saffa

1.1.1 Changements survenus au sein du Conseil des Gouverneurs

Les changements suivants ont eu lieu en 2020 :

- M. Lassané Kaboré a remplacé Mme. Alizatou Rosine Sori Coulibaly en qualité de ministre de l'Economie, des Finances et du Développement au Burkina Faso ;
- M. Victor Luis Pinto Fernandes Mandiga a remplacé M. Aristides Gomes en qualité de ministre de l'Économie, du Plan et de l'Intégration régionale en Guinée-Bissau ;
- M. Mamadou Diop a remplacé M. Hassoumi Massaoudou en qualité de ministre des Finances au Niger.

1.2 Conseil d'administration

Le Conseil d'administration, avec à sa tête le Président de la Banque, supervise les activités de la Banque et en détermine les orientations stratégiques. Les administrateurs sont investis des pouvoirs délégués par le Conseil des gouverneurs et ont la charge de la conduite des opérations générales de la Banque. Il dispose de tous les pouvoirs dévolus à la Banque, à l'exception de ceux expressément dévolus au Conseil des gouverneurs.

Au 31 décembre 2020, le Conseil d'administration de la Banque est composé de neuf (9) Administrateurs Non Exécutifs, comme indiqué dans le Tableau 2.

Gouvernance de la Banque

Tableau 2: Composition du Conseil d'administration au 31 décembre 2020

Pays membres	Conseil d'administration	Administrateurs suppléants
BIDC	Dr. George A. N. DONKOR (Président de la BIDC)	
Commission de la CEDEAO	Président de la Commission de la CEDEAO (Observateur)	
Nigéria	Mme. Aïsha Shehu Omar	M. Timothy Komolafe
Côte d'Ivoire	Mme. Anicou-Annie Lecadou Kacou	Mme. Aïssata Camara Sobia
Ghana	M. Samuel Danquah Arkhurst	Dr. Mawuli Gaddah
Groupe I Cap-Vert, Guinée, Guinée- Bissau, Sénégal	M. Luis Barros (Cap-Vert) M. Mamour Ousmane Bâ (Sénégal)	M. Mussa Sambi (Guinée-Bissau) Mme. Bountouraby Yattara (Guinée)
Groupe II Burkina Faso, Libéria, Mali, Niger	Dr. Seglaro Abel Somé (Burkina Faso) M. Souahibou Diaby (Mali)	M. Maman Laouli Abdou Rafa (Niger) M. Augustus J. Flomo (Liberia)
Groupe III Bénin, Gambie, Togo, Sierra Leone	Mr. Abdou Rafiou Bello (Bénin) M. Séna Kwadzo Ayenu (Togo)	M. Lamin Camara (The Gambia) M. Sam Morris Aruna (Sierra Leone)

1.2.1 Changements survenus au sein du Conseil d'administration

Au cours de l'année sous revue, les changements suivants ont eu lieu :

- Mme Aïsha Shehu Omar en lieu et place de M. Aliou Ahmed comme Administratrice titulaire pour le Nigeria ; et
- M. Mawuli Gaddah, Ph.D en lieu et place de M. Joseph Kwadwo Asenso, Ph.D comme Administrateur suppléant pour le Ghana.

1.2.2 Mandat et membres des comités du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration dispose de trois (3) organes pour l'assister dans l'exercice de ses fonctions. Il s'agit du :

- Comité d'audit ;
- Comité des risques et du crédit ; et
- Comité des rémunérations et des ressources humaines.

- Comité d'audit

Le comité d'audit a pour mission de superviser les procédures comptables et les contrôles internes de la Banque. A cet effet, il contrôle et veille au respect des dispositions juridiques, examine les rapports

d'audit et formule les recommandations appropriées à l'attention du Conseil d'administration.

- Comité des risques et du crédit

Le comité des risques et du crédit supervise la gestion du portefeuille de crédit de la Banque conçu par la Haute direction, de même que les mesures prises par celle-ci pour contrer les tendances relatives au risque de crédit, à la concentration du crédit et à la qualité des actifs. Par ailleurs, il veille à l'adéquation entre les infrastructures, les ressources et les systèmes afin de maintenir une discipline appropriée en matière de gestion des risques.

- Comité des rémunérations et des ressources humaines

Le Comité de rémunérations et des ressources humaines examine les politiques en matière de rémunérations, de recrutement, de rétention du personnel et de cessation d'emploi, et en recommande les modifications, aux fins d'améliorer l'atmosphère régnant dans l'environnement professionnel. Il est également chargé d'étudier les procédures applicables aux membres de la Haute direction et aux cadres en ce qui concerne les politiques d'indemnisation, les régimes de retraite et les pratiques en matière de ressources humaines.

Le tableau 3 indique la composition des comités permanents du Conseil d'administration.

Gouvernance de la Banque

Tableau 3 : Composition du Conseil d'administration de la Banque au 31 décembre 2020

Administrateurs	Conseil d'administration	Comité d'audit	Comité des risques et du crédit	Comité de rémunérations et des ressources humaines
Mme. Aïsha Shehu Omar	X	X		
M. Samuel Danquah Arkhurst	X			X
Mme. Anicou-Annie Lecadou Kacou	X		X	
M. Luis M. S. M. Barros	X	X		
M. Mamour Ousmane Bâ	X	X		
Dr. Seglaro Abel Somé	X		X	
M. Souahibou Diaby	X		X	
M. Abdou Rafiou Bello	X			X
M. Séna Kwadzo Ayenu	X			X

1.3 Equipe de direction

La Banque exerce ses activités sous les auspices et l'égide de l'équipe de direction composée d'un Président, de deux Vice-présidents et des directeurs des départements.

Le Président de la BIDC est responsable de la gestion quotidienne de la Banque. Il est assisté de deux (2) Vice-présidents : l'un chargé des finances et des services institutionnels et l'autre chargé des opérations.

Au cours de l'année 2020, de nombreux changements se sont produits au sein de l'équipe de la Haute direction de la Banque. Le Président sortant, M. Bashir Mamman Ifo, a été remplacé par Dr. George Nana Agyekum Donkor, précédemment Vice-président des Finances et des Services Institutionnels de la Banque. De même, le Vice-président des Opérations, M. Abdoulaye Fall ayant démissionné, il a été convenu de le remplacer par un candidat de la République de Gambie. Par ailleurs, le poste de Vice-président des Finances et des Services Institutionnels a été attribué à un candidat de la République du Sénégal en la personne du Dr. Mabouba Diagne qui a pris fonction le 15 juillet 2020.

Par ailleurs, de nouveaux directeurs ont été nommés, respectivement au département des opérations du secteur public (DOSP1) et au département de la gestion des risques en janvier et février 2020. Il s'agit de M. Hugues Goa, ingénieur agroéconomiste de nationalité ivoirienne, précédemment Chef de la Division de l'agriculture et du développement rural et Coordinateur du DOSP1, et de M. Anthony Ehimare, de nationalité nigériane, qui cumule plus de vingt (20) ans d'expérience dans la gestion des risques au sein d'institutions financières internationales réputées en Afrique et à l'étranger, telles que HSBC, Ecobank ETI et Ecobank Nigeria.

Equipe de Direction



George Agyekum Nana DONKOR, PhD

Président de la BIDC et Président de son Conseil d'Administration

Dr DONKOR est doté de plus de 27 ans d'expérience à des postes de Haute Direction dans les Finances, le Marketing, le Droit et la Conformité. Auparavant, il a occupé le poste de Vice-président des Finances et des Services Institutionnels de la BIDC pendant 7 ans. Il est titulaire de deux maîtrises et de deux doctorats dans les disciplines du Droit, du Marketing et du Business Administration. Il est avocat de profession.



Mabouba DIAGNE, PhD

Vice-Président, Finances et Services Institutionnels

Dr DIAGNE comptabilise à son actif plus de 20 ans d'expérience dans le domaine des Institutions Financières de Développement. Avant d'intégrer la BIDC, il était le Directeur Régional de la Banque de Développement du Commerce (Trade Development Bank – TDB). Dr Mabouba était auparavant Directeur Supérieur Régional en banque d'affaires et d'investissement en Allemagne avec la Dresdner Bank, à Londres avec le Credit Suisse et en Afrique australe avec la Barclays Bank. Il est titulaire d'un doctorat en Gestion des Risques Financiers et Optimisation de Portefeuille, ainsi que des 4 masters en Mathématiques Financières, Mathématiques Appliquées et Informatique.



Moctar COULIBALY

Secrétaire Général

M. COULIBALY a plus de 31 ans d'expérience professionnelle dans les affaires juridiques. Depuis son intégration à la BIDC en 1999, il a occupé plusieurs fonctions au sein de la Banque. Avant d'intégrer la BIDC, il a travaillé dans des cabinets-conseils au Mali, en l'occurrence le cabinet d'avocats Hassane Barry, le cabinet fiscal Sory Makanguilé et la Bank of Africa-Mali. Il est titulaire du diplôme d'études supérieures en Finances Bancaires.



MacDonald GOANUE

Directeur, Recherche et Planification Stratégique

M. GOANUE a plus de 20 ans d'expérience professionnelle en analyse macroéconomique, planification stratégique et de développement. Il a exercé à la Banque Mondiale, la Banque Centrale du Liberia, le Ministère des Finances du Libéria et l'Université du Libéria. Il est titulaire d'un Master des Sciences en Economie de l'Université de l'Illinois, Urbana Champaign.



Manzamesso TCHALLA-PALI

Directeur, Opérations du Secteur Privé

Avec à son actif plus de 24 années d'expérience, M. TCHALLA-PALI a travaillé pour le Groupe Industrie-Commerce-Agrochimie (ICA) avant d'intégrer la BIDC où il a occupé plusieurs postes depuis son entrée en 2001.

Equipe de Direction



Dr. Olagunju M.O. ASHIMOLOWO

Directeur, Audit Interne et Evaluation des Opérations

Cadre international bancaire et financier et expert-comptable avec plus de 30 ans d'expérience dans la Gestion Financière, le Contrôle Interne, l'Audit et la Conformité, la Gestion des Risques et la Gestion Fiscale. Dr. ASHIMOLOWO est titulaire d'un MBA Finances de l'Université de Lagos, d'un deuxième Master en recherche appliquée sur les affaires (MABR) et d'un Doctorat en Administration des Affaires (DBA), avec un intérêt pour la recherche en adoption de la technologie de la SBS Swiss Business School, Zurich, Suisse.



Sydney VANDERPUYE

Directeur, Finances et Comptabilité

Titulaire d'un MBA Finances, Membre de l'Association des Comptables Agréés (ACCA) et Membre de l'Institut des Comptables Agréés du Ghana, Mr. VANDERPUYE a occupé des postes de responsabilité chez Ernst & Young (Ghana) et Société Générale. Il est fort d'une expérience professionnelle de 19 années dans la Gestion Comptable.



Francis G. EZIN

Directeur, Administration et Services Généraux

Doté d'une solide expérience professionnelle dans le Management, M. EZIN a exercé pendant 18 ans des fonctions de niveau très élevé au sein du groupe Ecobank avant d'intégrer la BIDC. Il est titulaire de 3 masters en Finances, en Droit des Affaires et également en Gestion des Ressources Humaines.



Mamadou Saidou CAMARA

Directeur, Juridique

Avec plus de 19 ans d'expérience professionnelle dans le Management, M. CAMARA a exercé au sein du Groupe Ecobank avant d'intégrer la BIDC. Il est bilingue et détient un DEA en Droit des Affaires et un Master en Sciences de Gestion Bancaire.



Hugues GOA

Directeur, Opérations du Secteur Public

M. GOA a une double formation d'ingénieur et de finances et une expérience de plus de 20 ans dans tous les secteurs du développement, notamment dans l'élaboration de politiques et de stratégies sectorielles, la préparation, la structuration et l'ingénierie financière de projets, ainsi que la supervision de leur exécution. Il est titulaire d'un Diplôme d'Ingénieur Agroéconomiste de l'Institut National Polytechnique Houphouët-Boigny et d'un MBA en Finance.



Anthony EHIMARE

Directeur du Département de la Gestion des Risques

Cadre Supérieur dans le domaine bancaire et financier international, M. EHIMARE a occupé le Poste de Vice-Président de la Gestion des Risques à HSBC New York (États-Unis), a auparavant travaillé avec le Citigroup New York et le groupe Ecobank. Il est titulaire d'un Master en Administration des Affaires de l'Université de Buffalo.

Chapitre II

Environnement Économique

02

Environnement Économique

2.1 Évolution Récente et Perspectives Mondiales

L'année 2020 restera gravée dans l'histoire comme celle qui a été associée à l'incertitude économique et aux difficultés sociales généralisées, induites par la pandémie de la COVID-19. Les mesures de fermeture des frontières, de confinement et de restrictions sociales qui ont été prises pour contrer cette pandémie ont quasiment paralysé l'activité économique à l'échelle mondiale, entraînant la plus importante perturbation économique depuis la Grande Dépression.

Au 31 décembre 2020, la pandémie avait causé 1,83 million de décès dans le monde et une contraction de 3,5% de l'activité économique mondiale. Le virus continue de sévir malgré le déploiement des vaccins, principalement dans les pays développés, alors que les pays en développement peinent à rattraper le retard accusé dans la lutte contre cette pandémie.

Néanmoins, il existe des signes encourageants d'une reprise prochaine, étant donné la régression du taux d'infection au fur et à mesure que les vaccins sont administrés. En outre, la Chine et quelques autres pays ont échappé à la tendance de la récession généralisée en affichant des taux de croissance positifs en 2020. Des signes prometteurs indiquent qu'en 2021, les grandes économies qui ont subi une récession connaîtront une reprise en forme de V au fur et à mesure que la pandémie s'atténuera. Le Fonds monétaire international (FMI) estime déjà la croissance mondiale à 5,5% et 4,2% respectivement en 2021 et 2022.

Toutefois, cette reprise dépendra de l'évolution des nouvelles variantes du virus, de l'efficacité des vaccins, de la rapidité avec laquelle les vaccins seront distribués dans le monde entier (y compris dans les pays à faible revenu) et de la volonté des populations à accepter de se faire vacciner.

2.2 Croissance De La Production Mondiale

La croissance du PIB mondial devrait se contracter de 3,5% en 2020, en raison de la pandémie de COVID-19. Il s'agit de la plus faible croissance de l'activité économique mondiale depuis plus de cinq décennies.

La contraction de l'activité économique est survenue malgré le soutien massif apporté aux entreprises et les dépenses sociales des gouvernements, pour limiter

l'impact négatif de la pandémie sur les entreprises et les ménages. Au mieux, ces interventions, estimées à environ 11,5 mille milliards de dollars US dans le monde (en septembre 2020), étaient destinées à éviter une performance économique catastrophique.

2.2.1 États Unis d'Amérique

Il est provisoirement estimé que l'activité économique aux États-Unis devrait chuter de 4,3% en 2020 (PEM, Octobre 2020), représentant la pire performance depuis des décennies. La crise financière des subprimes, qui a entraîné les pires performances économiques de l'histoire récente des États-Unis, n'avait induit qu'une contraction de 0,1 pourcent et 2,5% du PIB respectivement en 2008 et 2009.

La crise raciale qui a éclaté dans le pays en mai 2020, suite à l'assassinat de M. George Floyd Jr, a exacerbé la crise économique, malgré le plan de relance mis en place pour assister les entreprises et les personnes vulnérables.

Le FMI prévoit une croissance économique de 3,1 et 2,9%, respectivement, en 2021 et 2022. Comme indiqué plus haut, ces performances dépendront en grande partie du succès de l'efficacité du vaccin contre la COVID-19 et de l'efficacité des interventions fiscales et monétaires du gouvernement.

2.2.2 Union Européenne

L'économie de l'Union européenne (UE) a également été durement touchée par les conséquences dévastatrices de la pandémie de COVID-19, ce qui a entraîné une contraction anticipée de 7,6% de l'activité économique (PEM, Octobre 2020). Cette contraction de l'activité économique européenne est aussi considérée comme la plus sévère de l'histoire récente.

Les perspectives économiques de l'UE sont optimistes et prévoient un PIB réel de 5% en 2021 et de 3,3% en 2022. Toutefois, la réalisation de ces perspectives dépendra de l'évolution des nouvelles variantes du coronavirus.

2.2.3 Afrique subsaharienne

Les pays d'Afrique subsaharienne (ASS) ont en 2020 organisé un total de trente-cinq (35) élections (municipales, législatives, sénatoriales et présidentielles), dont dix (10) élections présidentielles en pleine pandémie de COVID-19. Au-delà des restrictions socio-économiques occasionnées par la pandémie de COVID-19, certaines économies ont été en proie aux violences pré et post électorales. Ces

Environnement Économique

événements n'ont pas été de nature à favoriser la croissance du PIB.

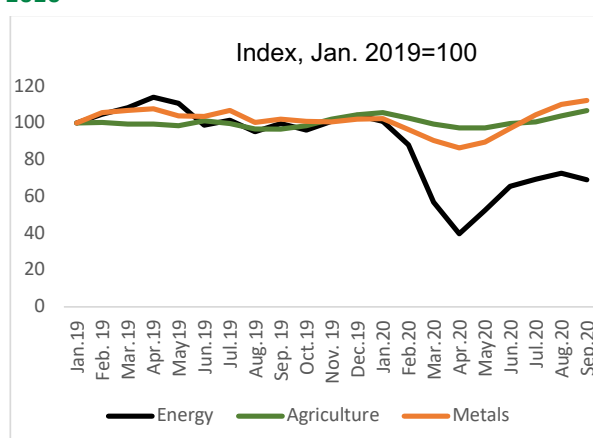
Le FMI prévoit que l'activité économique en ASS diminuera de 3% en 2020, principalement en raison de l'impact négatif de la pandémie COVID-19 (PEM, octobre 2020). En revanche, les prévisions du Fonds sont plutôt optimistes pour l'année 2021, qui devrait connaître une croissance de 3,1%.

2.3 Cours Des Matieres Premieres

Les cours des matières premières ont généralement suivi une tendance à deux phases en 2020. La première phase s'est traduite par un déclin progressif du cours des matières premières entre janvier et avril 2020. Elle a été suivie d'une hausse après avril. La phase baissière correspond au déclin de l'activité économique lié aux mesures initiales de confinement relatives à la pandémie de COVID-19. La reprise résulte d'un relatif regain de l'activité économique lorsque les mesures de confinement ont été progressivement levées.

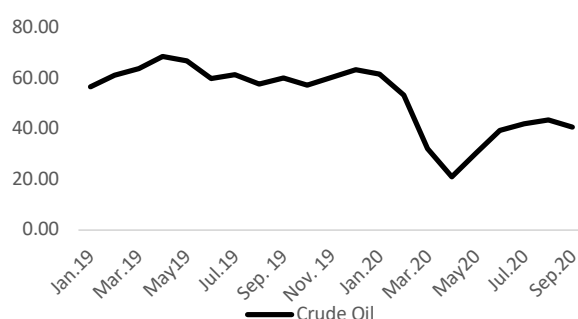
La pandémie a détérioré les cours des produits énergétiques plus que ceux des produits agricoles et des métaux (graphique 1). L'effondrement des cours des matières premières énergétiques ont été principalement entraînés par la baisse du cours du pétrole brut (graphique 2).

Graphique 1: Cours des matières premières, 2019-2020



Source : Auteurs, à partir de données de la Banque mondiale

Graphique 2: Cours du pétrole brut, 2019-2020 (US\$ par baril)



Source : Auteurs, à partir de données de la Banque mondiale



2.4 La Finance Sur Le Plan Mondial

Plusieurs pays (principalement les pays en développement) ont continué à faire face à des coûts de financement extérieurs supérieurs à leurs niveaux d'avant la pandémie. En Chine, les conditions financières sont restées globalement stables, grâce aux mesures prises par les autorités.

Selon le rapport du FMI sur la stabilité financière mondiale d'octobre 2020, une analyse des chiffres du marché boursier américain a révélé que la forte détérioration des perspectives de bénéfices des entreprises avait été plus que compensée par la baisse des taux d'intérêt sans risque et des primes de risque des actions. Cela s'explique par les réductions des taux directeurs des banques centrales et d'autres mesures visant à rassurer les investisseurs, malgré l'incertitude croissante concernant l'activité économique.

Environnement Économique

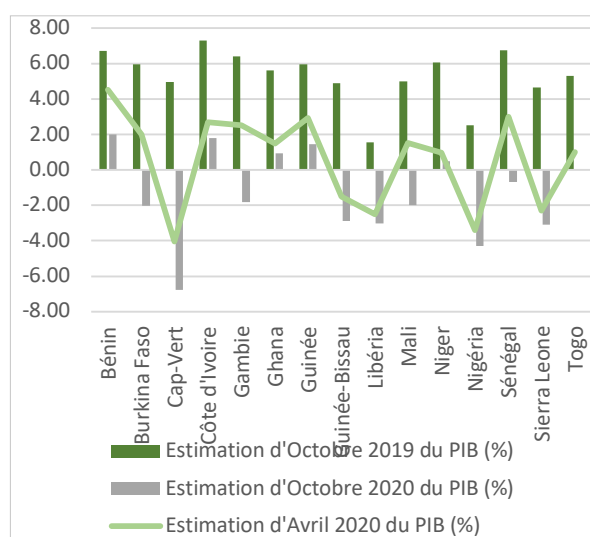
2.5 Évolution Recente Et Perspectives Economiques Dans La Region De La CEDEAO

La CEDEAO fait face à une crise sanitaire et économique sans précédent, qui, en l'espace de quelques mois seulement, a mis en péril des années de progrès durement acquis en matière de développement et bouleversé l'existence et les moyens de subsistance de millions de personnes.

1.5.1 Secteur réel

L'activité économique de plusieurs Etats membres de la CEDEAO s'est contractée en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19 (Graphique 3). Neuf (9) des quinze pays de la CEDEAO devraient enregistrer un taux de croissance du PIB réel négatif au cours de l'année 2020. Les perspectives d'Octobre 2020 du FMI montrent qu'il s'agit du Cap Vert (-6,8%), du Nigéria (-4,3%), de la Sierra Leone (-3,1%), du Libéria (-3%), de la Guinée-Bissau (-3%), du Burkina Faso (-2%), du Mali (-2%), de la Gambie (-1,8%), et du Sénégal (-0,7%). Les perspectives économiques projettent un rebondissement de l'activité économique à partir de 2021 où les pays comme le Niger, la Guinée et la Côte d'Ivoire vont enregistrer un PIB réel d'au moins 6%.

Graphique 3: Impact de la COVID-19 sur le PIB réel en 2020



Source: base de données des Perspectives de l'économie mondiale

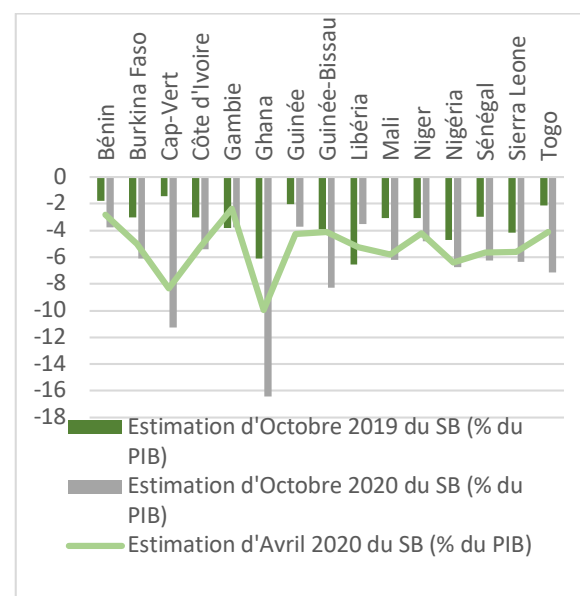
1.5.2 La gestion budgétaire

Avant la pandémie de la COVID-19, seul le Togo avait pu réaliser en 2019 un solde budgétaire excédentaire (2,3% du PIB) dans la sous-région. La politique budgétaire expansionniste que les Etats membres de

la CEDEAO étaient contraints d'appliquer pour juguler les conséquences économiques de la pandémie a davantage détérioré le niveau du déficit budgétaire dans chaque pays de la sous-région (Graphique 4). Les Etats membres de la CEDEAO n'ont, ainsi, pas pu en 2020 respecter le critère de convergence de la Communauté qui fixe le solde budgétaire supérieur ou égale à -3% du PIB.

Dans ce contexte, le Libéria se positionne comme le pays ayant pu enregistrer le déficit budgétaire le plus modéré (3,5% du PIB) en 2020. Le Ghana en ce qui le concerne se positionne comme le pays ayant enregistré le déficit budgétaire le plus élevé (16,4% du PIB) de la sous-région. Les perspectives montrent que le solde budgétaire va demeurer déficitaire dans tous les pays de la CEDEAO dans les cinq prochaines années avec une diminution progressive du niveau du déficit d'un pays à un autre.

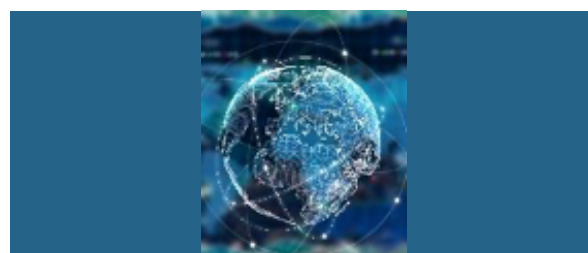
Graphique 4: Impact de la COVID-19 sur le solde budgétaire en 2020



Note

SB : Solde Budgétaire

Source : Auteurs, à partir des données des PEM (octobre 2019, avril 2020, octobre 2020)

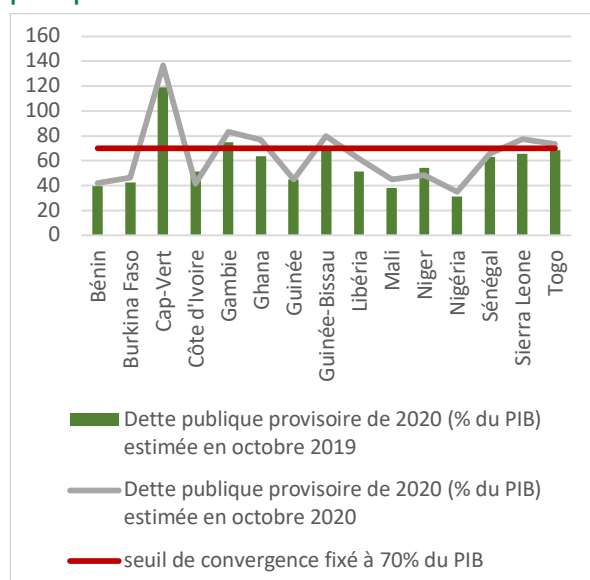


Environnement Économique

2.5.3 Dette publique

La pandémie de COVID-19 a induit une augmentation du niveau de la dette publique en pourcentage du PIB en 2020 dans presque tous les États membres de la CEDEAO (graphique 5). L'augmentation des niveaux d'endettement a contraint le Ghana, la Guinée-Bissau, la Sierra Leone et le Togo à ne pas respecter le critère de convergence relatif à la dette publique, qui est de 70% du PIB. Le Cap-Vert et la Gambie, qui ont manqué l'objectif en 2019, n'ont pas pu l'atteindre en 2020. Les perspectives montrent que les niveaux d'endettement poursuivront leur tendance à la hausse à court terme.

Graphique 5: Impact de la COVID-19 sur la dette publique en 2020



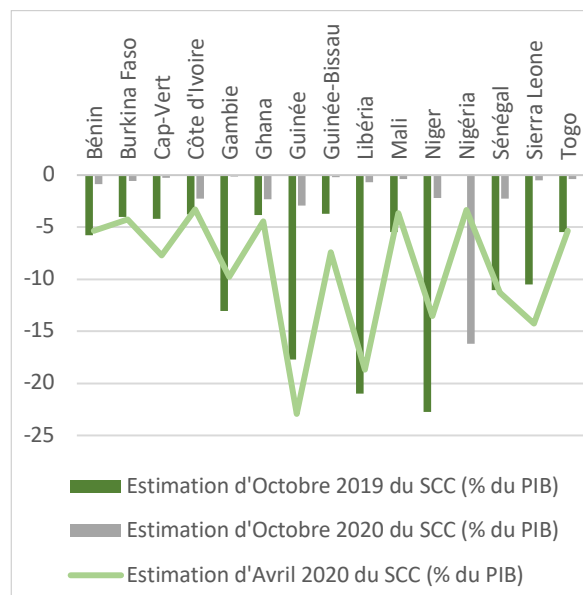
Source : Auteurs, à partir des données des PEM d'octobre 2019 et d'octobre 2020

2.5.4 Secteur externe

Dans tous les États membres de la CEDEAO, à l'exception du Nigeria, les déficits des comptes, selon les projections, vont se contracter en 2020 (graphique 6). Cela s'explique par la réduction des flux financiers et le ralentissement du commerce international, en raison des restrictions liées au COVID-19.



Graphique 6: Impact de la COVID-19 sur le solde du compte courant en 2020



Note

SCC : Solde du Compte Courant

Source : auteurs à partir des données des PEM (Octobre 2019, Avril 2020 and Octobre 2020)

2.5.5 Environnement économique

Les réformes mises en œuvre par les États membres de la CEDEAO pour améliorer le climat des affaires ont permis à sept d'entre eux (Togo, Côte d'Ivoire, Sénégal, Nigeria, Niger, Bénin et Guinée-Bissau) d'améliorer leur classement en matière de facilité à faire des affaires en 2020 par rapport au classement de 2019 (Tableau 4). Six pays (Ghana, Cap-Vert, Mali, Gambie, Guinée et Liberia) de la sous-région ont régressé dans ce classement et deux pays (Burkina Faso et Sierra Leone) sont restés statiques. En 2020, le Nigeria et le Togo étaient les États membres de la CEDEAO qui avaient fait le plus de réformes pour améliorer l'environnement économique. Ces deux pays ont réalisé à eux seuls 11 réformes. Les réformes relatives à la création d'entreprises et au transfert de propriétés sont les réformes qui ont été mises en œuvre par les États membres de la CEDEAO en 2020. Tous les pays qui ont régressé dans le classement de la facilité de faire des affaires (à l'exception du Cap Vert et de la Gambie) ont rendu le système de paiement des taxes et impôts plus coûteux soit en introduisant de nouvelles impositions, soit en ajustant à la hausse les impôts et taxes existants.

Environnement Économique

Tableau 4: Environnement économique dans la CEDEAO en 2020

Economie	Rang de la facilité à faire des affaires (DB20)	Rang de la facilité à faire des affaires (DB19)	Évolution du classement de la facilité à faire des affaires	RÉFORMES AVANT FACILITE LES AFFAIRES EN 2020									
				Création d'entreprise	Obtention d'un permis de construire	Raccordement à l'électricité	Transfert de propriété	Obtention de prêt	Protection des investisseurs minoritaires	Paiement des taxes et impôts	Commerce transfrontalier	Exécution des contrats	Règlement des insolvabilités
Togo	97	137	↑	✓	✓	✓	✓	✓					
Côte d'Ivoire	110	122	↑							✓		✓	
Ghana	118	114	↓			✓				✗			
Sénégal	123	141	↑					✓		✓			
Nigeria	131	146	↑	✓	✓	✓	✓				✓	✓	
Niger	132	143	↑					✓					
Cabo Verde	137	131	↓	✓	✓	✓	✓						
Mali	148	145	↓							✗			
Benin	149	153	↑				✓						
Burkina Faso	151	151	■										
Gambie	155	149	↓	✓						✓			
Guinée	156	152	↓	✓			✓			✗			
Sierra Leone	163	163	■								✓		
Guinée-Bissau	174	175	↑										
Liberia	175	174	↓							✗	✗	✗	

Note

↑ Progression d'un pays dans le classement de la facilité à faire des affaires en 2020

↓ Régression d'un pays dans le classement de la facilité à faire des affaires en 2020.

✓ Réforme Doing Business ayant facilité les affaires.

✗ Changement rendant plus difficile la conduite des affaires.

■ Lorsqu'en 2020, un pays ne bouge pas dans le classement de la facilité à faire des affaires

Source : Auteurs à partir des données de Doing Business

The background of the page is a composite image. On the right side, there is a close-up of a magnifying glass with a silver rim and a black handle, focusing on a light blue surface. On the left side, there is a dark red rectangular overlay. Within this overlay, the chapter title and number are displayed. The overall background also shows faint, abstract geometric shapes and a bar chart in shades of red and orange.

Chapitre III

Contrôle et Efficacité Organisationnelle

03

Contrôle et Efficacité Organisationnelle

3.1 Activités de contrôle

Les activités de contrôle menées par le Conseil des gouverneurs et le Conseil d'administration de la Banque sont abordées dans les paragraphes ci-dessous.

3.1.1 Conseil des Gouverneurs

Au cours de la période sous revue, le Conseil des Gouverneurs de la Banque a tenu deux (02) réunions notamment, sa 9^{ème} session extraordinaire et sa 18^{ème} assemblée générale ordinaire respectivement le 13 janvier 2020 en présentiel à Lomé en République Togolaise et le 9 avril 2020 par visioconférence.

i. Neuvième session extraordinaire du 13 janvier 2020

Lors de la 9^{ème} session extraordinaire du Conseil des Gouverneurs plusieurs décisions ont été prises. Il s'agit principalement de :

- la nomination de M. George Agyekum Nana Donkor, Ph.D, DBA, en qualité de nouveau président de la Banque pour un mandat de quatre (4) ans ;
- l'adoption de plusieurs documents dont le procès-verbal de la 8^{ème} assemblée générale extraordinaire du Conseil des Gouverneurs tenue le 25 novembre 2019 à Lomé en République Togolaise ; et
- l'examen des questions découlant de la 8^{ème} assemblée générale extraordinaire du Conseil des Gouverneurs ainsi que le mémorandum d'information sur le recouvrement du capital et des prêts au 31 Décembre 2019.

ii. Dix-huitième assemblée générale du 9 avril 2020

La 18^{ème} session ordinaire du Conseil des Gouverneurs s'est tenue par visioconférence, le 9 avril 2020. Les travaux de cette session ont porté sur les points suivants :

- la cérémonie de prestation de serment du nouveau président de la BIDC, M. George Agyekum Nana Donkor, Ph.D, DBA ;
- l'adoption du procès-verbal de la 9^{ème} assemblée générale extraordinaire du Conseil des Gouverneurs, tenue à Lomé, en République Togolaise, le 13 janvier 2020 ;
- l'examen des questions issues de la 9^{ème} assemblée générale extraordinaire du

Conseil des Gouverneurs et des tâches assignées ;

- l'adoption du rapport d'activité 2019 et l'approbation des états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2019 ;
- le renouvellement du mandat des commissaires aux comptes ;
- formalisation de la nomination de Mme Aisha Shehu Omar (Nigeria) et de M. Mawuli Gaddah , PhD (Ghana), en remplacement de Messieurs Aliou Ahmed et Joseph Kwadwo Asenso, respectivement pour la durée restante de leurs mandats respectifs ; et
- élection d'un nouveau président du Conseil des gouverneurs en la personne de M. Yaya Sani, Gouverneur de la BIDC pour le Togo.

Le Conseil des Gouverneurs a par ailleurs, examiné la situation du capital et des recouvrements des créances au 29 février 2020 ; le Compte rendu de la consultation à domicile conduite du 22 au 28 février 2020 sur la candidature du Dr. Mabouba Diagne au poste de Vice-président chargé des finances et services institutionnels de la BIDC et les conclusions des délibérations des 66^{ème} et 67^{ème} réunions du Conseil d'administration, tenues respectivement le 20 décembre 2019 et le 7 avril 2020.

3.1.2 Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de la Banque a tenu cinq sessions ordinaires (67^{ème}, 68^{ème}, 69^{ème}, 70^{ème} et 71^{ème}) respectivement les 7 avril, 02 juillet, 30 septembre, 16 octobre et 17 décembre toutes par visioconférence ainsi que deux consultations à domicile notamment du 04 au 10 juin et du 1^{er} au 3 décembre 2020.

A l'issue de ces réunions, les principales conclusions des délibérations sont les suivantes :

i. 67^{ème} session: 07 avril 2020

- adoption du compte rendu de la 66^{ème} session du Conseil d'administration conduite le 20 décembre 2019 à Abuja en République Fédérale du Nigeria ;
- adoption du rapport d'activité 2019 et d'arrêter des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2019 ;
- autorisation d'octroi d'une ligne de crédit de 30 millions d'euros à NSIA Bank CI en République de Côte d'Ivoire ;

Contrôle et Efficacité Organisationnelle

- prorogation de la participation de la BIDC au capital de FIDELIS Finance ;
- autorisation du financement partiel pour un montant de 25 millions USD du projet de construction de onze (11) ponts métalliques en République de Côte d'Ivoire ;
- autorisation du financement partiel à hauteur de 14,6 millions USD du projet d'aménagement hydroagricole du plan d'action pour la réinstallation de la deuxième vague du programme Kandjadji, de régénération des écosystèmes et de mise en valeur de la vallée du Niger (P-KRESSMIN) en République du Niger ; et
- adoption des divers rapports des différents comités permanents du Conseil d'administration dont entre autre celui de la révision de l'organigramme de la Banque.
- examen de l'amendement de la résolution du 10 décembre 2015 relative à la ligne de crédit à contracter auprès d'EximBank India pour le financement de la modernisation du système d'information de la BIDC ;
- adoption du budget 2020 révisé de la BIDC en raison de la pandémie de Covid-19 ;
- examen de la restructuration du prêt accordé à la société KOIRA Hotel Investment SA pour le financement partiel du projet de construction et d'exploitation d'un complexe hôtelier 5 étoiles sous le label « Radisson Blu » à Abidjan, en République de Côte d'Ivoire ;
- approbation du financement partiel d'un montant de 32 millions de dollars EU pour le projet de construction d'une université des sciences et des technologies à Koidu, dans le district de Kono, en République de Sierra Leone ;

Le Conseil d'administration a par ailleurs, examiné la situation du capital et des recouvrements des créances au 31 mars 2020.

ii. 10^{ème} consultation à domicile du 04 au 10 juin 2020

- approbation du financement partiel à hauteur de 15 millions d'euros de la construction du réseau de drainage des centrales thermiques CIPREL 5 et AZITO 4, en faveur de CI-ENERGIES, en République de Côte d'Ivoire ; et
- approbation d'une ligne de crédit de 50 millions d'euros à OraGroup SA, en République Togolaise ;

iii. 68^{ème} session du 02 juillet 2020

- adoption du compte rendu de la 67^{ème} session du Conseil d'administration conduite le 07 avril 2020 par visioconférence ;
- approbation d'une facilité de prêt à terme de 50 millions d'euros pour dix (10) ans accordée à la BIDC par l'Agence française de développement (AFD) ;
- approbation d'une assistance technique de 400 000 euros accordée à la BIDC par l'Agence française de développement (AFD) ;

Le Conseil d'administration a par ailleurs, examiné la situation du capital et des recouvrements des créances au 31 mai 2020 ainsi que le compte rendu de la 10^{ème} consultation à domicile du Conseil d'administration conduite du 04 au 10 juin 2020.

iv. 69^{ème} session du 30 septembre 2020

- adoption du compte rendu de la 68^{ème} session du Conseil d'administration conduite le 02 juillet 2020 par visioconférence ;
- autorisation de contracter auprès de la Société Générale une ligne de crédit de 100 millions de dollars EU pour le financement de prêt à moyen terme et un crédit acheteur de 50 millions de dollars EU couvert par Euler Hermes ;

Contrôle et Efficacité Organisationnelle

- autorisation pour l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant maximal de 90 milliards de francs CFA en tranches couvertes et 150 milliards de francs CFA en tranches non-couvertes sur le marché financier de l'UEMOA ;
- adoption de l'octroi d'une ligne de crédit de 50 millions de dollars EU à Consolidated Bank Ltd. Ghana, pour le financement d'un programme de routes au Ghana ;
- autorisation de la restructuration du prêt accordé à la Société Alpha Télécommunication Mali S.A. (ATEL Mali SA) pour le financement partiel du projet d'acquisition et d'exploitation de la troisième licence globale de télécommunications, en République du Mali ;
- approbation du financement partiel à hauteur de 13,01 millions d'euros du projet de deux (2) avions King Air 350 ER Equipes pour le projet de surveillance maritime et territoriale à distance en République de Côte d'Ivoire ;
- adoption du rapport du Comité d'audit ;
- adoption du cadre d'appétence au risque de la BIDC ;
- adoption du cadre de gestion du risque d'entreprise de la BIDC ; et
- adoption du rapport du comité des risques et du crédit de la BIDC.

Le Conseil d'administration a par ailleurs, examiné le rapport sur l'évolution des activités de la Banque au 30 juin 2020 ainsi que la situation du capital et des recouvrements des créances au 30 juin 2020.

v. 70^{ème} session du 16 octobre 2020

- adoption du compte rendu de la 69^{ème} session du Conseil d'administration conduite le 30 septembre 2020 par visioconférence ;
- autorisation de contracter auprès de EximBank de Russie une ligne de crédit de 120 millions de dollars EU dont 50% à moyen terme et le reste à court terme ;
- autorisation de contracter une facilité de prêt à terme de 20 millions d'euros pour une durée de sept (07) ans auprès de la

Banque autrichienne de développement (OeEB) ;

- autorisation de contracter auprès de AKA European Export and Trade Bank (CommerzBank) un crédit acheteur de 45 millions d'euros garanti par Euler Hermes ;
- autorisation de contracter auprès du Groupe de la Bank of Africa / BMCE Bank et de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) une facilité de prêt d'un montant de 150 millions de dollars EU sur douze (12) mois ; et
- autorisation de contracter auprès de Cargill Financial Services International un prêt à court terme de 22 millions de dollars EU.

Le Conseil d'administration a par ailleurs, pris acte du compte rendu signé de sa 68^{ème} réunion, tenue le 02 juillet 2020.

vi. 11^{ème} consultation à domicile du 1^{er} au 3 décembre 2020

- approbation du financement partiel à hauteur de 20 millions de dollars EU du projet de facilitation de prêt syndiqué de 750 millions de dollars EU en faveur de Bank of Industry Limited (BOI), en République Fédérale du Nigeria.

vii. 71^{ème} session du 17 décembre 2020

- adoption du compte rendu de la 70^{ème} session du Conseil d'administration conduite le 16 octobre 2020 par visioconférence ;
- examen du projet de plan stratégique 2021-2025 de la Banque et recommandation pour son adoption par le Conseil des gouverneurs ;
- examen et adoption du budget de la Banque pour le compte de l'exercice 2021 ;
- autorisation de contracter auprès de CommerzBank un crédit acheteur de 14,57 millions d'euros garanti par Euler Hermes ;
- autorisation de contracter auprès du Crédit Agricole (CA) un crédit acheteur d'un montant de 45 millions d'euros garanti par BPI France Assurance Export ;

Contrôle et Efficacité Organisationnelle

- autorisation de contracter auprès de Nomura un crédit acheteur d'un montant de 51,8 millions d'euros garanti par Africa Trade Insurance (ATI) ;
- autorisation de contracter auprès de ODDO BHF Aktiengesellschaft un crédit acheteur d'un montant de 40 millions de dollars EU garanti par une agence de crédit à l'exportation ;
- autorisation de contracter auprès de ODDO BHF Aktiengesellschaft un crédit acheteur de 17,3 millions d'euros garanti par Euler Hermes ;
- approbation du financement partiel à hauteur de 10,174 milliards de FCFA du projet de construction de résidences universitaires modernes AMSA REALITY à Dakar et à Diamniakro, en République du Sénégal ;
- approbation du financement partiel à hauteur de 62,5 milliards de FCFA du projet de renforcement et d'aménagement de la route Kanawolo-Korhogo par MK construction, en République de Côte d'Ivoire ;
- approbation à hauteur de 10 millions d'euros du projet d'octroi d'une ligne de crédit à Vista Bank, en République de Guinée ;
- approbation du financement partiel à hauteur de 8,5 milliards de FCFA du projet de construction du pont de liaison entre le terminus du Train express régional (TER) et l'Aéroport international Blaise Diagne (AIBD), en République du Sénégal ;
- approbation du financement partiel à hauteur de 6,472 milliards de FCFA du projet de réhabilitation des aménagements hydroélectriques de Sélingué et Sotuba, en République du Mali ;
- approbation du financement partiel à hauteur de 36,5 millions USD du projet d'électrification rurale de sept (7) chefs-lieux de districts, en République de Sierra Leone ;
- adoption du rapport du Comité d'audit ;
- adoption du manuel de gestion de la trésorerie de la BIDC ;

- adoption de la politique de gestion des risques opérationnels de la BIDC ;
- adoption des limites d'approbation de crédits de la BIDC ; et
- adoption du rapport annuel sur la gestion des ressources humaines à la BIDC.

Le Conseil d'administration a par ailleurs, pris acte du rapport sur l'évolution des activités de la Banque au 30 septembre 2020, de la situation du capital et des recouvrements des créances au 31 octobre 2020 ainsi que du compte rendu de la 11^{ème} consultation à domicile du conseil d'administration conduite du 1^{er} au 3 décembre 2020.

3.2 Gestion des ressources humaines

Sur la période considérée, la Banque a recruté vingt-trois (23) professionnels (soit 79,31% des nouvelles recrues) dont un (1) directeur, trois (3) chefs de division, un (1) chef de cabinet du Président, deux (2) conseillers du Président, deux (2) cadres, ainsi que quatorze (14) jeunes diplômés. Ceci porte la part des professionnels à 45,27% à fin décembre 2020, contre 34,56% à fin décembre 2019. La Banque a également connu, dans la même période, les mouvements de vingt (20) autres agents toutes catégories confondues pour diverses raisons telles que promotion, départ à la retraite, démission ou fin de contrat.

Au 31 décembre 2020, la Banque compte un effectif total de 148 agents (dont 30,41% de femmes) contre 136 au 31 décembre 2019, soit une augmentation de 8,82%.

Les tableaux 5 et 6 ci-dessous résument la situation des ressources humaines de la Banque au 31 décembre 2020.

Contrôle et Efficacité Organisationnelle

Tableau 5 : Evolution de l'effectif du personnel de la Banque (2019 - 2020)

Catégorie	Evolution de l'effectif : 2019 - 2020			
	2019	Recrutements / Promotions	Départs	2020
Président	1	1	1	1
Vice-Président	2	1	2	1
Personnel dirigeant	3	2	3	2
Personnel professionnel	47	23	3	67
Personnel d'appui	81	6	8	79
Permanent total	128	29	11	146
Personnel sous outsourcing	0	0	0	0
Personnel contractuel	5	1	6	0
Total contractuel	5	1	6	0
Total	136	32	20	148

Tableau 6 : Répartition par genre du personnel au 31 décembre 2020

	Hommes	Femmes	TOTAL	Part (%)
Dirigeants	2	0	2	1,35
Directeurs (D)	9	0	9	6,08
Professionnels (P)	44	14	58	39,19
Personnel d'appui (G/M)	48	31	79	53,38
Personnel contractuel	0	0	0	0,00
Total	103	45	148	100,00
Part (%)	69,59%	30,41%	100,00%	

Malgré la périlleuse situation de la pandémie de covid-19, la Division des ressources humaines a essayé de procéder à la mise en œuvre de son plan de formation et de renforcement des capacités au titre de l'année 2020. Ainsi, elle a œuvré pour s'assurer entre autres que le personnel est pleinement qualifié pour faire face aux enjeux de la lutte contre la corruption dans les organisations internationales et à la maîtrise des outils de Microsoft 365. Par ailleurs, le personnel professionnel a bénéficié au cours de la période sous revue des formations organisées en ligne sur les thèmes tels que "Export Credit Agencies (ECA) Financing" ; "Cross Currency Swaps" et "Introduction to Euler Hermes-ECA Finance".

Dans le souci d'offrir également au personnel de la Banque un environnement de travail décent, adéquat et sécurisé et en vue de préserver la fonctionnalité de ses locaux et installations, la Banque a engagé un ensemble d'entrepreneurs professionnels et prestataires de services qui ont exécuté une série de travaux de maintenance planifiés ou ponctuels, à titre préventif et régulier.

3.3 Processus opérationnels et réformes entrepreneuriales

La Banque a continué à mettre en œuvre une série de réformes clés visant à la positionner comme la principale institution de financement du développement dans la région de la CEDEAO. Certaines de ces réformes ont porté sur l'informatique, l'audit et la gestion des risques, la continuité des activités ainsi que la gestion financière.

3.3.1 Gestion des technologies de l'information

La Banque a œuvré à la modernisation de son infrastructure informatique en concevant et en déployant un certain nombre de progiciels nécessaires pour améliorer son efficacité et son efficience opérationnelles. Parmi les principales actions menées, on peut citer notamment :

- l'examen et la validation des livrables du projet de plan de continuité du plan directeur du système d'information 2020-2022 de la BIDC et la mise en place de son comité de pilotage par la Haute direction ;

Contrôle et Efficacité Organisationnelle

- le développement et le lancement du portail SharePoint de la Banque ;
- l'installation de l'outil ZOOM pour la gestion des visioconférence suite à l'acquisition de sa licence pour une période renouvelable d'un (1) an ;
- l'acquisition et le déploiement de quarante (40) nouveaux ordinateurs portables très performants ;
- l'acquisition et la configuration de quatre (4) nouveaux serveurs d'entreprise ;
- la migration des logiciels et progiciels ainsi que des données des anciens serveurs vers les nouveaux ;
- la mise en place du système de téléphonie VoIP CISCO ;
- la mise à niveau des jetons du réseau SWIFT ;
- la mise à jour quotidienne du site web de la Banque ;
- la poursuite des travaux d'extension du réseau Wi-Fi au sein de la Banque ;
- l'installation du logiciel antivirus Symantec ; et
- la formation du personnel sur les plateformes Microsoft Office 365 (OneDrive et Microsoft Teams).
- des certificats et diplômes du personnel de la Banque ;
- du processus de sélection et d'exécution de contrats de prestation de service cas de la société UNI PALOU Sarl ; et
- en République de Côte d'Ivoire, des projets de réhabilitation et de bitumage de la route Tiébissou-Didiévié et de zone franche de Biotechnologie, de la technologie de l'information et de la communication, à Grand Bassam.

La Banque a également mené des actions en étroite collaboration avec EximBank Inde pour l'octroi d'un prêt relatif au financement du projet d'acquisition et d'implémentation du logiciel de gestion des opérations de banque. A date, toutes les conditions liées aux recommandations de EximBank Inde ont été remplies par la Banque.

3.3.2 Audit et gestion des risques

Sous la houlette du comité d'audit et du comité des risques et du crédit qui sont des comités permanents du Conseil d'administration, la Banque a entrepris plusieurs activités dans le cadre du renforcement de sa gouvernance et de son contrôle.

Le Département de l'audit interne et de l'évaluation des opérations a entrepris plusieurs exercices majeurs dont notamment l'audit :

- sur la sécurité des personnes et des biens au siège de la Banque ;
- de la cause des impayés relatifs aux prêts des secteurs public et privé ;

Le département a également élaboré un rapport d'enquête sur la fraude présumée dans le financement du projet Planet Solar Energy en Sierra Leone et a veillé à la mise en œuvre des recommandations du comité d'audit.

Tous ces rapports ont été approuvés par le Comité d'Audit du Conseil d'administration et adoptés par les Conseils d'administration des 7 avril, 2 juillet, 30 septembre et 17 décembre 2020.

La Banque a également mis en œuvre le plan d'action de la politique de lutte contre la fraude et la corruption (PLFC) et le code d'éthique par la création d'un comité d'éthique. En outre, dans le cadre de la conduite du projet des 9 piliers de l'Union Européenne, le Département de l'audit interne et de l'évaluation des opérations a été désigné pour diriger le processus de certification de la Banque qui permettra à celle-ci de gérer certains fonds de l'Union européenne.

Au niveau de la gestion des risques, les principales activités ont porté sur le suivi des portefeuilles, l'évaluation des risques des projets des secteurs public et privé. De plus, le département a effectué deux (2) missions de supervision de projets notamment, de l'hôtel Cape Sierra Hilton en Sierra Leone ; et SWAP Technologies et Télécommunications en République fédérale du Nigeria. Le DGR a, par ailleurs, pris des mesures à l'encontre de promoteurs défaillants, notamment SWAP Technologies en République fédérale du Nigeria et Engineers and Planners au Ghana.

En marge de ces actions et conformément aux recommandations issues de la retraite stratégique tenue à Cotonou en mars 2020, la Banque a également œuvré pour le renforcement de Sa politique de liquidité et du plan de contingence des liquidités, des cadres d'appétence et de gestion du risque d'entreprise de la BIDC, du manuel de gestion de la trésorerie de la BIDC, de la politique de gestion des

Contrôle et Efficacité Organisationnelle

risques opérationnels de la BIDC ainsi que des limites d'approbation de crédits de la Banque

3.4 Activités de mobilisation de ressources, de coopération et de partenariat

3.4.1 Mobilisation de ressources

Les efforts de mobilisation des ressources de la Banque ont été sérieusement entravés par les impacts de la pandémie de Covid-19. Cependant, la Banque a pu mobiliser une ligne de crédit de 50 millions d'euros auprès de l'Agence française de développement (AFD) et reçu un paiement en capital de 1 733 161 UC reçu de trois pays membres.

La Banque a également enregistré des progrès significatifs pour accéder à de nouvelles sources de financement telles que la ECA dont certains projets devront être matérialisés en 2021.

3.4.1.1 Ressources en capital

Les ressources en capital mobilisées auprès des pays membres se sont évaluées à 1,73 million d'UC au cours de la période sous revue, reflétant un paiement reçu de la Gambie, du Libéria et de la République de Sierra Leone dans le cadre de l'apurement de leurs arriérés. Au 31 décembre 2020, le capital appelé de la Banque s'élevait à 392,74 millions d'UC, dont 301,07 millions d'UC avaient été libérés, le solde des arriérés de capital s'élevant à 91,63 millions d'UC. À ce jour, seuls sept (7) États membres ont entièrement libéré leur capital appelé. Il s'agit du Bénin, du Burkina Faso, du Ghana, de la Guinée, du Mali, du Niger et du Togo., comme indiqué dans le Tableau 7.

Tableau 7 : État des ressources en capital au 31 décembre 2020

Pays membre	Situation au 31/12/2019			Libéré au cours de 2020	Solde restant dû au 31/12/2020	
	Capital Appelé (UC)	Capital Libéré (UC)	Arriérés (UC)		Montant (UC)	Part (%)
Benin	11 228 211	11 228 211	0	0	0	0,0
Burkina Faso	9 734 383	9 734 383	0	0	0	0,0
Cap-Vert	3 734 570	2 279 650	1 454 920	0	1 454 920	1,6
Cote d'Ivoire	57 971 063	43 237 276	14 733 787	0	14 733 787	16,1
La Gambie	9 734 383	3 533 046	6 201 337	26 862	6 174 475	6,7
Ghana	61 706 160	61 706 160	0	0	0	0,0
Guinée	10842504	10 842 504	0	0	0	0,0
Guinée Bissau	5 614 106	796 788	4 817 318	0	4 817 318	5,3
Liberia	25 058 371	8 190 938	16 867 433	988 887	15 878 546	17,3
Mali	7 107 934	7 107 934	0	0	0	0,0
Niger	7 854 848	7 854 848	0	0	0	0,0
Nigeria	122 689 907	101 450 688	21 239 219	0	21 239 219	23,2
Sénégal	29 539 328	12 625 430	16 913 898	0	16 913 898	18,5
Sierra Leone	16 456 610	5 324 714	11 131 896	717 412	10 414 484	11,4
Togo	13 468 953	13 468 953	0	0	0	0,0
Total	392 741 331	299 381 523	93 359 808	1 733 161	91 626 647	100

3.4.1.2 Ressources commerciales

En matière de ressources commerciales, la Banque a signé avec l'Agence française de développement (AFD) le 28 juillet 2020, une convention pour l'octroi d'une ligne de crédit de 50 millions d'euros allouée au financement des PME/PMI en faveur de ORAGROUP SA en République Togolaise. Cet accord prévoit également une subvention d'assistance technique toujours de la

part de l'Agence française de développement (AFD) sous réserve de certaines conditions.

En outre, la Banque continue de mener des discussions avec la Banque de développement de Chine, la Banque de développement d'Autriche (OeEB), la Commerzbank, la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA), le groupe financier franco-allemand ODDO BHF, le Credit

Contrôle et Efficacité Organisationnelle

Suisse Group, le KBC Germany - Corporate Banking & Insurance, le Cargill, l'Aka Bank, l'Eximbank turque et bien d'autres partenaires en vue d'obtenir des lignes de crédit destinées en majorité pour son guichet du secteur privé. A date, près de 20 accords de principes sur les conditions des potentiels emprunts ont été obtenus des banques européennes/partenaires pour les opérations soutenues par la ECA. Le montant total de ses transactions est estimé à 408,57 millions d'euros soit 483,8 millions de dollars EU.

Par ailleurs, des actions en cours sont menées pour négocier une nouvelle ligne de crédit du gouvernement indien, par l'intermédiaire de l'Eximbank of India.

3.4.1.3 Ressources spéciales

Les ressources spéciales concernent principalement la mobilisation des ressources internes au niveau communautaire, c'est-à-dire une partie du Prélèvement Communautaire. En effet, la Commission de la CEDEAO a été instruite en 2013 par le Conseil des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la sous-région d'affecter 30% des ressources du Prélèvement Communautaire à la BIDC afin de lui permettre de financer davantage de projets dans les pays membres.

En outre, un protocole d'accord a été signé avec la Commission de la CEDEAO, selon lequel la BIDC devait recevoir des fonds de la Commission de la CEDEAO pour subventionner les bonifications d'intérêts annuelles aux pays membres. A date, la Banque n'a reçu qu'un seul paiement (à savoir celui de 3 millions de dollars US au titre de 2014). Les paiements pour le compte des années 2015, 2016, 2017, 2018, et 2019 ne sont pas encore effectués. Au titre de l'année 2020 aucun paiement n'a non plus été reçu.

3.4.2 Partenariat et coopération

La Banque est constamment à la recherche d'opportunités de partenariats fructueux pour soutenir son mandat de développement. Au cours de l'année 2020, une délégation de la Banque a participé à une conférence de haut niveau sur le forum du marché des capitaux, organisée par la SFI/CREPMF à Abidjan, en Côte d'Ivoire. En marge de ces réunions, le nouveau président de la BIDC dès sa prise de fonction a rencontré le vice-président de la SFI Afrique afin d'identifier les domaines de partenariat et de collaboration. Certaines de ces discussions ont été centrées sur la souscription à la participation non régionale de la Banque, le don de capacité, la ligne de crédit pour son guichet secteur privé, entre autres. De même, une délégation de haut niveau de la Banque prévoyait également de participer en mars 2020 à la

conférence mondiale des investisseurs à Dubaï. Celle-ci a été malheureusement annulée en raison du fléau sanitaire créé par la pandémie de Covid-19.

3.5 Etat d'exécution du budget

L'exécution du budget a été relativement satisfaisante avec les recettes provenant des prêts qui ont été réalisées à 74,2%, malgré la crise sanitaire de covid19. Dans l'ensemble, le budget de fonctionnement au 31 décembre 2020 a dégagé un excédent de 5,1 millions d'UC, soit 151,6% de l'objectif réel après correctif pour l'année 2020. Notamment, les revenus sur prêts et investissements, qui représentent 86,2% des recettes de l'année 2020, ont affiché un taux d'exécution de 77,0%. En ce qui concerne les dépenses de fonctionnement, 79,2% de l'objectif pour 2020 a été atteint, principalement grâce à la bonne maîtrise des dépenses communes (73,6%), des dépenses de personnel (76,5%) et des charges financières (85,8%). Les dépenses d'investissement ont enregistré quant à elles un taux d'exécution de 16,6%, ce qui correspond à 983 568 UC contre une prévision de 5 942 000 UC comme indiqué dans le Tableau 8.

En termes de contribution sectorielle, les secteurs privé et public représentent respectivement 56,6% et 43,4% des recettes totales enregistrées.

Contrôle et Efficacité Organisationnelle

Tableau 8 : État d'exécution du budget au 31 décembre 2020 (en milliers d'UC)

Rubrique	Prévisions 2020 (a)	Prév. (Covid19) 2020 (b)	Réalisation 2020 (c)	Taux de réal. c/a (%)	Taux de réal. c/b (%)	Part (%)
Revenu	42,030	35,372	30,443	72,4	86,1	100,0
Revenus sur prêts	39,455	31,847	23,615	59,9	74,2	77,6
Produits des placements/	1,290	2,240	2,631	204,0	117,5	8,6
Dividende	310	310	151	48,8	48,8	0,5
Autres revenus	975	975	4,046	414,9	414,9	13,3
Dépenses d'exploitation	32,535	32,004	25,338	77,9	79,2	100,0
Réunions Statutaires	933	407	286	30,6	70,2	1,1
Dépenses du personnel	10,093	10,254	7,848	77,8	76,5	31,0
Missions officielles et opérationnelles	2,415	1,552	725	30,0	46,7	2,9
Dépenses communes	2,485	3,565	2,623	105,6	73,6	10,4
Charges financières	16,529	16,145	13,856	83,8	85,8	54,7
Imprévus	81	81	0	0,0	0,0	0,0
Excédent	9,495	3,368	5,106	53,8	151,6	
Dépenses d'Investissement	5,942	5,942	984	16,6	16,6	

Chapitre IV

Activites Operationnelles

04

Une Centrale Thermique De
120MW A Maria Gléta , Bénin

Activites Operationnelles

Tout comme la plupart des institutions, la performance de la Banque a été affectée par la pandémie de la COVID-19. Au 31 décembre 2020, les approbations et les nouveaux engagements avaient augmenté respectivement de 7,6% et de 5,3% de même les décaissements avaient accru d'environ 13%, par rapport à leurs niveaux de fin 2019.

4.1 Aperçu du portefeuille de la Banque en fin décembre 2020

Au 31 décembre 2020, les nouveaux engagements s'élevaient à 147,1 millions d'UC (211,9 millions de dollars US) pour 13 projets, soit une augmentation de 5,3%, par rapport à ceux de 2019. Parmi ces nouveaux engagements, huit (8) provenaient du secteur privé, pour un montant total de 77,6 millions d'UC (111,7 millions de dollars US) et cinq (5) du secteur public, pour une valeur totale de 69,6 millions d'UC (100,2 millions de dollars US). Cela a porté les engagements

nets cumulés du portefeuille de la Banque à 1 153,08 millions d'UC (1 660,74 millions de dollars US), répartis sur 136 projets, soit une augmentation de 5,3% par rapport au volume des engagements enregistrés à la fin de 2019 (tableau 9). Ce résultat a été obtenu malgré la réduction du volume des opérations de la Banque en raison de l'achèvement de 7 projets et de l'annulation de 3 opérations dans le secteur privé pour un montant total de 94,41 millions d'UC (135,98 millions de dollars US), par rapport aux 13 nouveaux projets qui ont été ajoutés au portefeuille.

Tableau 9: Principaux indicateurs de performance du portefeuille au 31 Décembre 2020

	Dec. 2019	Dec. 2020
Engagements nets (en millions UC)	1 095	1 153
Engagements nets (#)	133	136
Dont : Prêts	122	125
Participations	11	11
Secteur public (en millions UC)	705,2	764,6
Part (%)	64,4	66,3
Secteur privé (en millions UC)	390,0	388,5
Part (%)	35,6	33,7
Approbations cumulées (en millions UC)	2 063,4	2 345,7
Décaissements nets cumulés (en millions UC)	742,3	748,5
Anciens Projets (Prêts) (#)	43	43
Durée moyenne (prêts) (# années)	8	12
Taux annuel de décaissement (%)	9,2	11,9
Décaissement sur projets (#)	50	37

En ce qui concerne la qualité du portefeuille, la durée moyenne du portefeuille de la Banque était de douze (12) ans en 2020, ce qui est supérieur à la moyenne observée l'année précédente (8 ans). Le nombre de projets d'une durée d'au moins douze (12) ans est de 57 au total, ce qui représente 45,60% du portefeuille total. Le nombre de projets ayant bénéficié de décaissements a diminué de 50 à 37 par rapport à l'année précédente, en raison de la crise sanitaire de COVID-19. Le taux annuel de décaissement des prêts pour l'année 2020 était de 12%, contre 9% en 2019.

Les activités opérationnelles de la Banque en 2020 ont porté principalement sur l'évaluation des projets,

l'approbation des prêts, la signature des conventions de financement et la supervision des projets.

4.1.1 Projets évalués

Au cours de la période sous revue, la Banque a évalué vingt-et-un (21) projets pour un montant total de 331,27 millions d'UC, soit une hausse de 0,7% par rapport à son niveau à fin décembre 2019. La liste des projets évalués au cours de l'année 2020 est présentée en annexe 3.

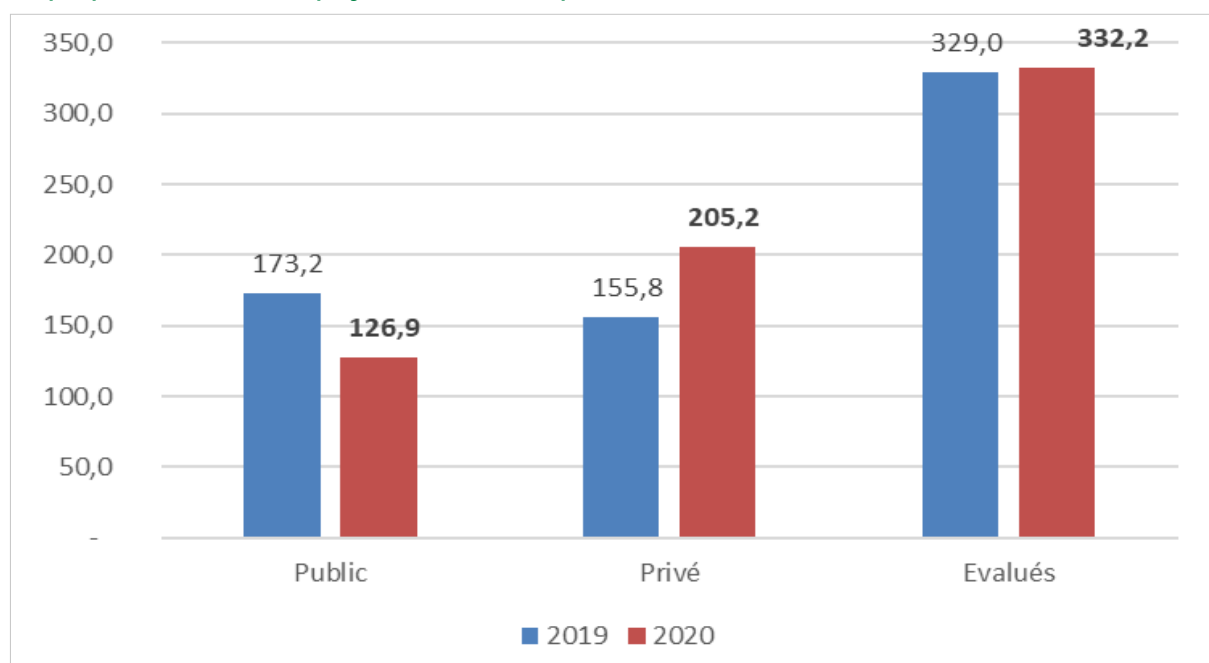
Activites Operationnelles



Tableau 10 : Projets évalués au titre de 2019-2020

Secteur d'opération	2019		2020		Variation (%)	
	Nbre	Montant (UC)	Nbre	Montant (UC)	Nbre	Montant
PUBLIC	6	173 152 496	9	126 022 871	50,0	-27,2
PRIVÉ	16	155 810 445	12	205 244 558	-25,0	31,7
Total	22	328 962 941	21	331 267 429	-4,5	0,7

Graphique 7: Evolution des projets évalués sur la période 2019-2020 (en million UC)



4.1.2 Supervision de projets

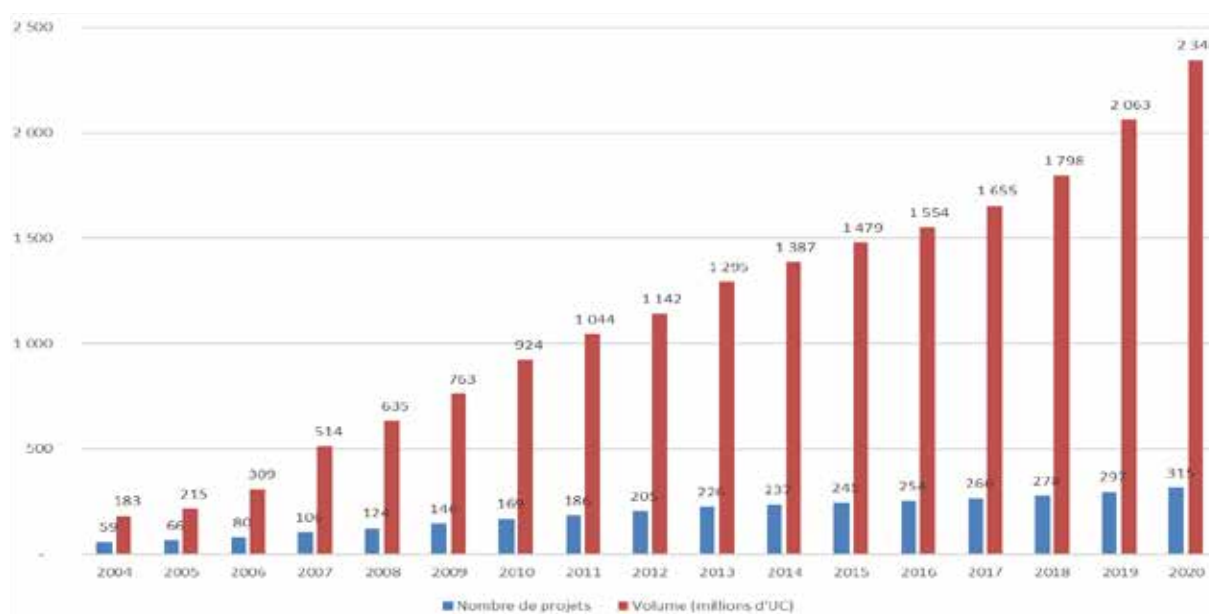
La supervision a été l'activité opérationnelle la plus touchée en 2020 par la pandémie de la COVID-19. Au 31 décembre 2020, seuls neuf (9) projets avaient été supervisés, contre vingt-trois (23) à la fin du mois de décembre 2019, soit une diminution de 60,9%. Parmi ceux-ci, sept (7) projets relevaient du secteur privé, tandis que les deux (2) autres projets relevaient du secteur public (annexe 4).

Activites Operationnelles

4.1.3 Approbations

Le total des approbations cumulées au 31 décembre 2020 s'élève à 2,35 milliards d'UC, soit 3,38 milliards de dollars US, ce qui représente une augmentation de 13,68% par rapport aux approbations cumulées au 31 décembre 2019. Cela correspond à un total de 315 projets, soit une augmentation de dix-huit (18) projets, par rapport aux 297 projets approuvés à fin 2019. Parmi ces projets, la part des approbations du secteur public se chiffre à 1,062 milliard d'UC soit 1,530 milliards de dollars US (45,3%) pour 140 projets et celle du secteur privé s'élève à 1,283 milliard d'UC soit 1,849 milliard de dollars US (54,7%) pour 175 projets, comme le montre le graphique 7.

Graphique 8: Approbations cumulées au 31 décembre 2020



En termes d'activités sectorielles, le secteur de l'infrastructure a obtenu le plus grand nombre d'approbations (1,224 milliard d'UC soit 52,2%), suivi du secteur des services (509,2 millions d'UC soit 21,7%), du secteur de l'industrie (317,2 millions d'UC soit 13,5%), du développement rural (194,9 millions d'UC soit 8,3%) et du secteur social (100,7 millions d'UC soit 4,3%).

Les nouvelles approbations se sont élevées à 278,5 millions d'UC soit 401,2 millions de dollars US pour 18 projets, ce qui représente une augmentation de 7,6% par rapport à 2019, comme le montre le graphique 8. Cette hausse reflète l'engagement significatif de la Haute Direction à accroître le portefeuille de la Banque le soutien considérable des projets du secteur privé, en pleine crise sanitaire.

Graphique 9: Nouvelles approbations au 31 décembre 2020 (en million UC)



En termes de répartition par pays, le graphique 9 présente les nouvelles approbations pour l'année 2020. Les États membres bénéficiaires étaient la Côte d'Ivoire (6 projets), le Ghana (1 projet), la Guinée (1 projet), le Mali (3 projets), le Niger (1 projet), le Nigeria (1 projet), le Sénégal (2 projets), la Sierra Leone (2 projets) et le Togo (1 projet).

Activites Operationnelles



Garden City Mall, Kumasi Ghana



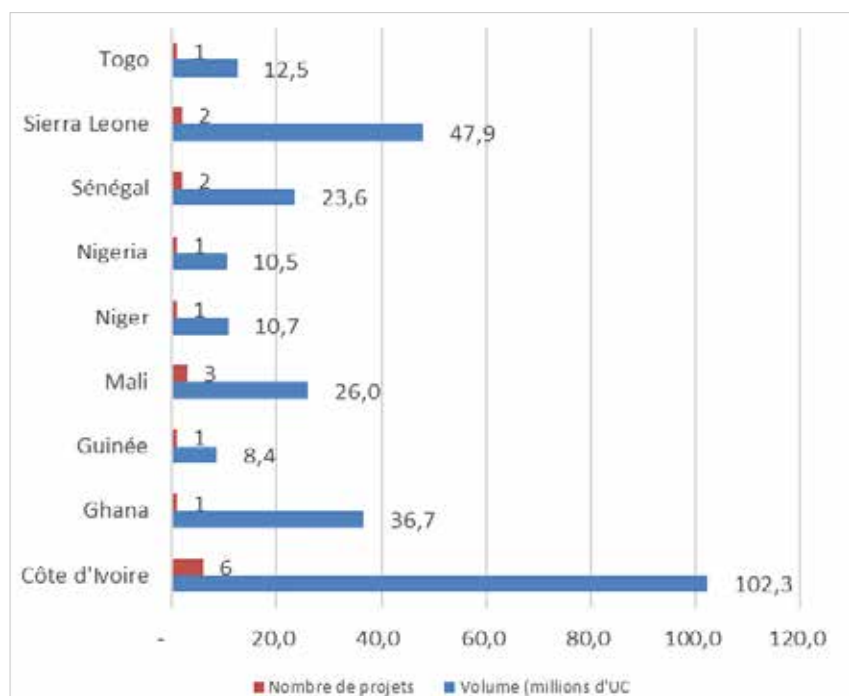
La société TOGUNA AGRO-INDUSTRIE, spécialisée dans la fabrication d'engrais, Mali



Hotel Kempinski, Accra, Ghana

Activites Operationnelles

Graphique 10: Nouvelles approbations par pays au 31 décembre 2020



4.1.4 Engagements

Le total des engagements nets cumulés de la Banque au titre de l'année 2020 s'élève à 1,153 milliard d'UC (1,660 millions d'UC) pour 136 opérations, contre 1,095 milliard d'UC (1,577 millions d'UC) en 2019 (133 opérations en 2019), soit une augmentation de 5,3%. Cette augmentation en volume des projets est due à la hausse du montant des engagements sur prêts au fur et à mesure que les opérations des secteurs privé et public se sont améliorées en 2020. Le volume du portefeuille d'actions de la Banque quant-à-elle a diminué de 2,3% en raison de la détérioration de la valeur des actions de la Banque dans ETI.

Le nombre de projets dans le portefeuille de prêts est passé de 122 en 2019 à 125 en 2020. L'ajout de 13 nouveaux engagements, d'une valeur de 147,1 millions d'UC (211,9 millions de dollars US), a compensé l'expiration de 10 projets, en raison de leur expiration et de leur annulation au cours de la période considérée. Le secteur public a continué de représenter la majeure partie des engagements cumulés, soit 764,6 millions d'UC ou 1 101,2 millions de dollars US (66,3% des engagements cumulés) pour 81 projets, tandis que les engagements du secteur privé se sont chiffrés à 388,5 millions d'UC ou 559,5 millions de dollars US (33,7% des engagements cumulés) pour 55 projets. En termes d'activités sectorielles, le secteur de l'infrastructure a enregistré le plus grand

nombre de projets (697,2 millions d'UC soit 60,5%), suivi du secteur des services (200,0 millions d'UC soit 17,3%), du développement rural (88,4 millions d'UC soit 7,7%), du secteur de l'industrie (87,4 millions d'UC soit 7,6%) et du secteur social (80,2 millions d'UC soit 7,0%). Il convient de noter que le secteur du développement rural a pratiquement quadruplé en termes de volume d'engagements au cours des trois dernières années dans le portefeuille total de projets de la Banque.

Le portefeuille de la Banque se compose principalement de prêts directs et des financements commerciaux (représentant 97,3% des engagements cumulés) et de 2,7% de prises de participations (actions). Le volume du portefeuille de prêts a augmenté de 5,5%, tandis que celui des actions a diminué de 2,3% au cours de la même période.

Les opérations de la Banque ont été principalement financées par ses propres ressources et par la ligne de crédit indienne. Le total cumulé des interventions est estimé à 942,7 millions d'UC ou 1 357,7 millions de dollars US (84,0%) pour 105 opérations. Les autres ressources extérieures ont été générées par l'émission d'obligations sur le marché régional des capitaux de l'UEMOA (7,7%), la ligne de crédit d'Afreximbank (4,2%), la ligne de crédit de l'AFD (2,9%) et la ligne de crédit de la BADEA (1,2%), comme le montre le tableau 11.

Activites Operationnelles

Tableau 11: Répartition des engagements cumulés par source de financement, secteur d'opération, et mode d'intervention au 31 décembre 2020

31/12/2019				31/12/2020			Variation 2019-2020		
	Nbre Projets	Montant (UC)	%	Nbre Projets	Montant (UC)	%	Nbre [%]	Montant [%]	
	SOURCE DE FINANCEMENT								
PRÊTS	Ligne de crédit indienne en faveur du secteur public	30	457 019 230	43,0	34	518 891 119	46,2	13,3	13,5
	Ligne de crédit indienne en faveur du secteur privé	1	16 297 380	1,5	1	16 297 380	1,5	0,0	0,0
	Ligne de crédit d'Afreximbank	3	34 730 625	3,3	4	46 652 118	4,2	33,3	34,3
	Ligne de crédit de la BADEA	2	13 935 286	1,3	2	13 935 286	1,2	0,0	0,0
	Emprunts obligataires	15	102 983 388	9,7	11	86 197 159	7,7	-26,7	-16,3
	Ressources propres de la BIDC	71	438 478 886	41,2	70	407 516 090	36,3	-1,4	-7,1
	AFD	-	-	0,0	3	32 649 616	2,9		
	TOTAL	122	1 063 444 795		125	1 122 138 768		2,5	5,5
	SECTEUR								
	Secteur privé	44	358 294 357	33,7	44	357 547 766	31,9	0,0	-0,2
	Secteur public	78	705 150 438	66,3	81	764 591 002	68,1	3,8	8,4
	TOTAL	122	1 063 444 795		125	1 122 138 768		2,5	5,5
	DOMAINE D'OPERATION								
	Infrastructure	72	670 455 691	63,0	74	703 540 856	62,7	2,8	4,9
	Développent Rural	7	74 047 489	7,0	8	88 396 021	7,9	14,3	19,4
	Industrie	12	91 179 188	8,6	12	95 510 673	8,5	0,0	4,8
	Services	24	170 148 737	16,0	23	154 525 004	13,8	-4,2	-9,2
	Social	7	57 613 690	5,4	8	80 166 213	7,1	14,3	39,1
	TOTAL	122	1 063 444 795		125	1 122 138 768		2,5	5,5
	ENGAGEMENTS	MODE D'INTERVENTION							
Prêts		122	1 063 444 795	97,1	125	1 122 138 768	97,3	2,5	5,5
Prise de participation		11	31 671 458	2,9	11	30 937 716	2,7	0,0	-2,3
Garanties		-	-	0,0	-	-	0,0		
TOTAL		133	1 095 116 253		136	1 153 076 484		2,3	5,3

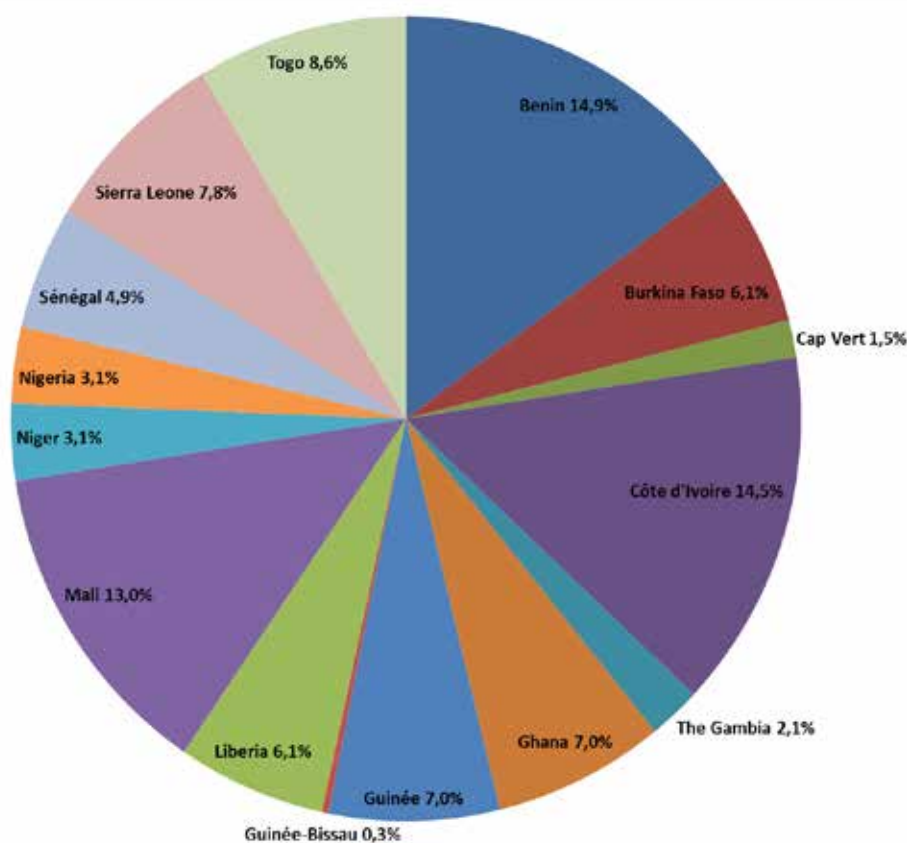
Bien que tous les États membres aient bénéficié des opérations de financement de la Banque, la répartition des engagements nets cumulés montre qu'une part plus importante de ceux-ci a été accordée au Bénin (14,9%), à la Côte d'Ivoire (14,5%), au Mali (13,0%) et au Togo (8,6%), comme le montre le graphique 10. En 2020, ce sont le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo qui ont été les bénéficiaires des nouvelles interventions.

Activites Operationnelles



Accord de prêt pour le financement partiel d'une facilité renouvelable en faveur de SOYATT SA pour l'importation et la commercialisation de produits pétroliers à destination de distributeurs au Mali.

Graphique 11: Répartition des engagements nets cumulés par pays au 31 décembre 2020

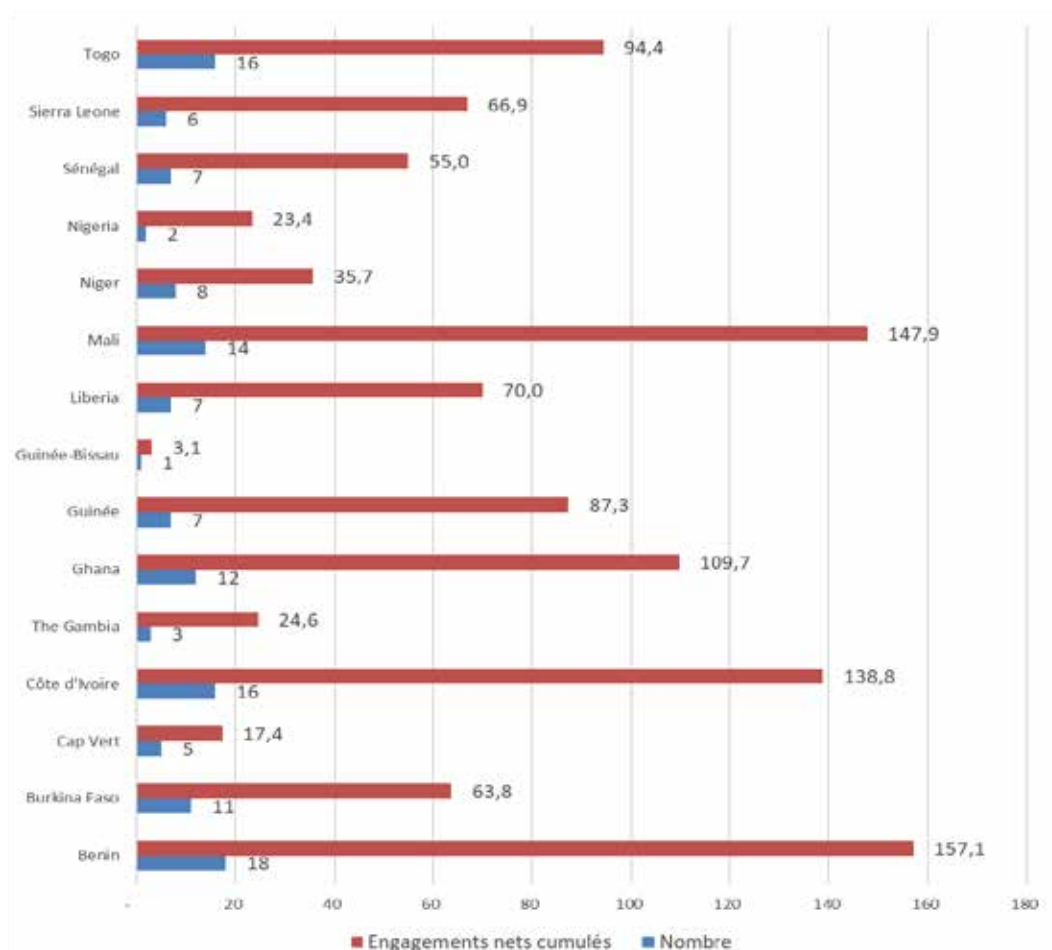


En 2020, les nouveaux engagements se sont chiffrés à 147,1 millions d'UC (211,9 millions de dollars US) pour 13 projets, soit une hausse de 5,3%, par rapport aux 139,7 millions d'UC (201,2 millions de dollars US) pour 10 projets en 2019. Sur ce total, cinq (5) des nouveaux engagements sont issus du secteur public pour un montant de 69,6 millions d'UC soit 100,2 millions de dollars US (2,8%) et huit (8) du secteur privé pour un total de 77,6 millions d'UC soit 111,8 millions de dollars US (7,6%), comme

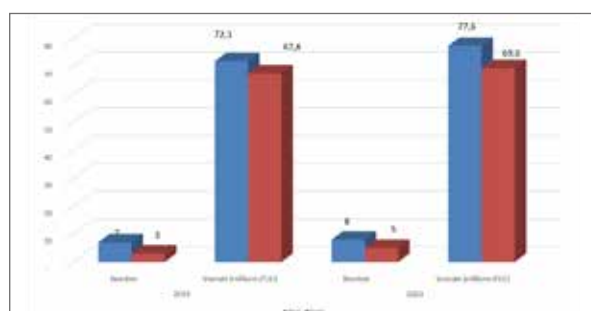
le montre la graphique 12. En outre, au cours de la période sous revue, les nouveaux engagements ont été exclusivement des prêts (11 prêts directs et deux facilités de financement du commerce). En termes de répartition sectorielle, le secteur des infrastructures (48,8%) a enregistré le plus grand nombre de projets, suivi du secteur des services (20,9%), du secteur social (15,3%), du secteur du développement rural (9,8%) et du secteur de l'industrie (5,2%).

Activites Operationnelles

Graphique 12: Répartition des engagements nets cumulés par nombre de projets et par montant au 31 décembre 2020 (millions UC)



Graphique 13: Répartition des nouveaux engagements par secteur au 31 décembre 2020



4.1.5 Décaissement

Le total des décaissements nets cumulés du portefeuille de la Banque s'est établi à 748,5 millions d'UC en 2020, soit une augmentation de 0,8% par rapport à 2019. Les décaissements nets cumulés par secteur d'opérations se sont chiffrés à 44,3% pour le secteur privé et à 55,7% pour le secteur public. En termes d'activités sectorielles, le secteur

des infrastructures a reçu le plus de décaissements (57,6%), suivi du secteur des services (26,3%) et du secteur industriel (10,2%).

Par ailleurs, le secteur industriel a enregistré un taux de décaissement important, avec une croissance de près de 45%, par rapport à 2019. De même, les secteurs du développement rural et social ont connu une augmentation, respectivement de 3,8% et 3,4% en 2019. Cependant, les décaissements dans les secteurs des infrastructures et des services ont respectivement diminué de 4,0% et 0,6%.

Les décaissements nets cumulés du portefeuille de prêts se sont évalués à 717,6 millions d'UC (1 033,5 millions de dollars) en 2020, soit une augmentation de 1,0% par rapport aux 710,6 millions d'UC (1 023,5 millions de dollars) enregistrés en 2019. En fin décembre 2020, 63,9% des engagements de prêts nets cumulés avaient un taux de décaissement annuel d'environ 11,9%.

Activites Operationnelles



Tableau 12 : Décaissements nets cumulés au 31 décembre 2020

	31/12/2019		31/12/2020		Variation [%]
	Montant	%	Montant	%	
	(UC)		(UC)		
PAR DEPARTEMENT					
Prêt au secteur privé	317 855 349	42,8	331 775 848	44,3	4,4
Prêt au secteur Public	424 442 427	57,2	416 712 593	55,7	-1,8
TOTAL	742 297 776	100	748 488 441	100	0,8
PAR SECTEUR					
Infrastructures	448 877 077	60,5	431 135 708	57,6	-4,0
Développement rural	9 922 026	1,3	10 301 552	1,4	3,8
Industrie	52 718 762	7,1	76 442 800	10,2	45,0
Services	197 890 334	26,7	196 611 762	26,3	-0,6
Social	32 889 577	4,4	33 996 619	4,5	3,4
TOTAL	742 297 776	100	748 488 441	100	0,8

En 2020, les nouveaux décaissements ont atteint 85,6 millions d'UC (123,2 millions de dollars), soit une augmentation de 12,7% par rapport au niveau de 2019. Cette hausse s'explique par une augmentation des décaissements dans les secteurs de l'industrie et de l'infrastructure respectivement de 282,2% et 64,3%, comme le montrent conjointement le tableau 13 et le graphique 14. Les principaux décaissements effectués au cours de l'année sous revue ont servi à financer partiellement la création d'une unité de production de clinker à Souguéta, en République de Guinée, par Diamond Cement Guinea (15,6 millions d'UC, soit 22,5 millions de dollars US) et à faciliter l'octroi d'un prêt syndiqué de 750 millions de dollars

US à Bank of Industry Limited (BOI), en République fédérale du Nigeria (10,4 millions d'UC, soit 15,0 millions de dollars US), le Programme d'urgence de développement intégré des routes et réseaux divers du pôle urbain de Diamniadio, en République du Sénégal (17,2 millions d'UC, soit 24,8 millions de dollars US) et le projet d'octroi d'une ligne de crédit pour le financement des PME/PMI à ORAGROUP SA, en République du Togo (12,7 millions d'UC, soit 18,2 millions de dollars US).

Activites Operationnelles

Graphique 14: Décaissements 2019-2020 (millions UC)

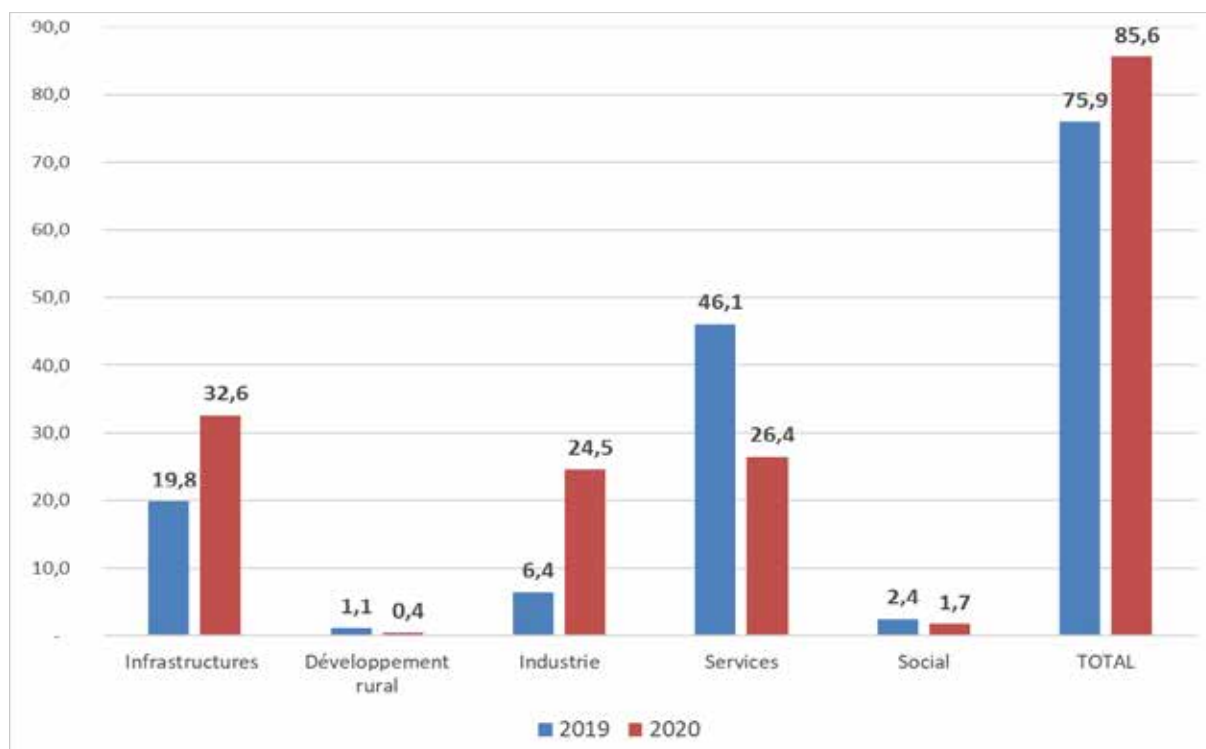


Tableau 13 : Décaissements au titre de l'année 2020

	31/12/2019		31/12/2020		Variation
	Montant (a)	%	Montant (b)	%	(b/a)-1
	(UA)		(UA)		%
PAR DEPARTEMENT					
Prêt au secteur privé	57 003 169	75,1	77 009 378	90,0	35,1
Prêt au secteur public	18 926 650	24,9	8 540 796	10,0	-54,9
TOTAL	75 929 819	100	85 550 174	100	12,7
PAR SECTEUR					
Infrastructures	19 836 933	26,1	32 588 687	38,1	64,3
Développement rural	1 108 003	1,5	379 526	0,4	-65,7
Industrie	6 410 821	8,4	24 502 278	28,6	282,2
Services	46 130 132	60,8	26 394 258	30,9	-42,8
Social	2 443 930	3,2	1 685 425	2,0	-31,0
TOTAL	75 929 819	100	85 550 174	100	12,7

Activites Operationnelles

4.2 Présentation de certains projets marquants financés au cours de la période sous revue

<p>Trade Finance</p> 	<p>Mali : Financement des importations Montant : 10,5 millions de dollars US Impact sur le développement : Réduire la contrainte de financement à court terme et accroître le développement industriel et agricole pour la sécurité alimentaire</p> <p>L'opération consiste en la mise en place d'une facilité sous forme de crédit-relais de 300 jours au profit de TOGUNA Agro-Industries SA pour l'importation d'intrants agricoles ou d'engrais phosphorés soit 27 500 tonnes de Phosphate Monoammonique (MAP) et 5 500 tonnes de Phosphate Diammonique (DAP), pour la fabrication et la livraison d'engrais complexes (coton NPK et céréales) à la CMDT SA et aux producteurs des zones rizicoles et céréalières du Mali. Dans le cadre de cette opération, la totalité de la production (100%) sera vendue à la CMDT SA.</p>
<p>Trade Finance</p> 	<p>Mali : Financement des importations Montant : 10 millions d'euros Impact sur le développement : Réduire les contraintes de financement à court terme et renforcer le développement du secteur privé</p> <p>L'objectif du projet est de fournir une facilité renouvelable en faveur de la société SOYATT SA pour l'importation et la commercialisation de produits pétroliers pour la vente au détail locale au Mali.</p>
<p>Transport</p> 	<p>Mali : Infrastructures de transport Montant : 5,0 millions d'euros Impact sur le développement : possibilités de création d'emploi et meilleur accès au marché des produits pétroliers</p> <p>L'objectif de ce projet est d'augmenter la flotte de véhicules de SOYATT SA afin de fournir des services de transport pour l'approvisionnement en hydrocarbures au Mali. Le projet vise à améliorer la qualité des services de l'emprunteur et à consolider sa position de premier fournisseur d'hydrocarbures au Mali. Le projet devrait fournir : (i) une contribution à l'impôt sur le revenu de 886,93 millions de francs CFA tout au long du projet ; (ii) la création de quatre-vingts emplois directs ; (iii) la contribution à l'approvisionnement du Mali en produits pétroliers, essentiels au fonctionnement de son économie.</p>

Chapitre V

Performance financière

05

Performance financière

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

AU CONSEIL DES GOUVERNEURS DE LA BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA CEDEAO

Le Conseil d'administration a le plaisir de présenter les états financiers de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (la Banque) pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Les états financiers ont été préparés et présentés conformément aux normes internationales d'information financière IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Le Conseil d'administration a examiné le rapport annuel de la Banque et estime que dans son ensemble, ce rapport est juste, équilibré, compréhensible et fournit les informations nécessaires aux actionnaires pour l'évaluation de la performance de la Banque.

L'Entité

La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), est une institution financière créée par les 15 États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ayant pour mission d'aider à la création des conditions permettant l'éclosion d'une Afrique de l'Ouest économiquement forte, industrialisée, prospère et parfaitement intégrée, tant au plan interne que par rapport au système économique mondial, afin de profiter des opportunités et des perspectives offertes par la mondialisation.

Le Conseil d'administration et ses comités

Le Conseil d'administration est le garant du bon fonctionnement à long terme de la Banque. Il lui incombe également d'assurer le leadership, de concevoir la stratégie et de veiller à ce que la Banque dispose de ressources nécessaires pour réaliser ses aspirations stratégiques. Ce faisant, le Conseil d'administration exerce ses responsabilités en tenant

compte de l'incidence de ses décisions sur les parties prenantes, notamment les actionnaires, les employés, les fournisseurs et la communauté au sein de laquelle la Banque exerce ses activités.

En outre, en vertu des Statuts, le président de la BIDC assure la gestion opérationnelle quotidienne de la Banque et peut déléguer le pouvoir nécessaire aux vice-présidents pour le fonctionnement quotidien de la Banque.

Le Conseil d'administration demeure très diversifié, avec un éventail distinctif d'origines, de profils, d'expériences et de compétences. La gestion du risque et la gouvernance, les relations avec les actionnaires et autres parties prenantes, la stratégie et le budget, le contrôle de l'exécution budgétaire et des performances financières, la croissance des activités et les ressources humaines ont été quelques-unes des principales activités sur lesquelles le Conseil d'administration s'est concentré en 2019, en donnant à la haute direction les orientations lui permettant de conduire les opérations de la Banque dans une période de turbulence dans les secteurs économique et bancaire.

Le Conseil s'est réuni régulièrement tout au long de l'année. Outre les discussions de fond sur la stratégie qui ont eu lieu à chaque réunion, le Conseil a tenu des sessions de réflexion stratégique au cours desquelles la stratégie et l'orientation de la Banque ont fait l'objet d'échanges méthodiques et exhaustifs.

A la date de l'arrêté des états financiers annuels 2020, le 4 avril 2021, le Conseil d'administration était composé de neuf (9) administrateurs non exécutifs, dont la liste est présentée dans le tableau ci-dessous

Membres du Conseil	Conseil d'administration de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO	Comité d'audit du Conseil d'administration	Comité des risques et du crédit du Conseil d'administration	Comité des rémunérations et des ressources humaines du Conseil d'administration
Mme Aishatu Shehu Omar	X	X		
M. Samuel Danquah Arkhurst	X			X
Mme. Anicou-Annie Lecadou Kacou	X		x	
M. Luis M. S. M. Barros	X	X		
M. Mamour Ousmane BÂ	X	X		
M. Seglaro Abel Somé	X		x	

Performance financière

Membres du Conseil	Conseil d'administration de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO	Comité d'audit du Conseil d'administration	Comité des risques et du crédit du Conseil d'administration	Comité des rémunérations et des ressources humaines du Conseil d'administration
M. Souahibou Diaby	x		x	
M. Abdou Rafiou Bello	x			X
M. Séna Kwadzo Ayenu	x			X

Rôles et principales responsabilités du Conseil d'administration

Le président

Le président est le représentant légal de la Banque et le président du Conseil d'administration. Il est chargé de gérer tous les aspects des activités de la Banque, de proposer les orientations stratégiques et d'effectuer toute autre tâche qui lui est assignée par le Conseil des gouverneurs.

Administrateurs non exécutifs

Les administrateurs non exécutifs apportent une perspective indépendante, un regard constructif et suivent de près le rendement et la mise en œuvre de la stratégie dans les limites des risques identifiés et des contrôles établis par le Conseil.

Nombre de réunions du Conseil tenues en 2020

Membres du Conseil	Réunions ordinaires programmées : 4	Réunions extraordinaires	Remarques
Mme Aishatu Shehu Omar	2		A Remplacé M. Fidèle OYEDI à partir de la 3ème réunion
M. Fidèle OYEDI	2		Remplacé par Mme Aishatu Shehu Omar à partir de la 3ème réunion
M. Samuel Danquah Arkhurst	4		
Mme. Anicou-Annie Lecadou Kacou	4		
M. Luis M. S. M. Barros	4		
M. Mamour Ousmane Bâ	4		
M. Seglaro Abel Somé	4		
M. Souahibou Diaby	4		
M. Abdou Rafiou Bello	4		
M. Séna Kwadzo Ayenu	4		

Comités permanents du Conseil

Le conseil d'administration, après délibération, a confié la gestion d'un éventail élargi de questions à ses comités permanents que sont le Comité d'audit, le Comité des risques et du crédit et le Comité des rémunérations et des ressources humaines. Les liens entre ces comités et le Conseil sont déterminants pour le bon fonctionnement de la Banque.

Le Conseil d'administration a dûment reçu les rapports de chacune des réunions des comités tout au long de la période considérée.

La Banque a mis en place des mécanismes efficaces permettant d'éviter des chevauchements entre les prérogatives des différents comités.

Comité d'audit

Le Comité d'audit supervise la gestion des contrôles financiers et internes. Il a pour rôle d'examiner, au nom du conseil, les contrôles internes de la Banque, d'identifier, d'évaluer, de gérer et de surveiller les risques financiers. Il est également chargé de superviser les contrôles externes et de guider le conseil d'administration en ce qui concerne les travaux des commissaires aux comptes et les questions relatives à l'information financière. Dans l'exercice de ses responsabilités, le Comité reconnaît et assume son rôle de protection des intérêts des actionnaires.

Performance financière

Nombre de réunions du Comité d'audit tenues en 2020

Membres du Comité	Nombre de réunions programmées : 4	Remarques
Mme Aishatu Shehu Omar	2	A remplacé M. Fidèle OYEDI à partir de la 3ème réunion
M. Fidèle OYEDI	2	Remplacé par Mme Aishatu Shehu Omar à partir de la 3ème réunion
M. Luis M. S. M. Barros	4	
M. Mamour Ousmane Bâ	4	

Comité des risques et du crédit

Le comité des risques et du crédit du conseil d'administration est chargé de la surveillance des risques de crédit, de marché et opérationnels. Dans l'exercice de ses responsabilités, le comité surveille les situations de risque et s'assure, pour le compte du conseil, du respect des dispositions du cadre de gestion des risques de la Banque qui définissent les principes de reddition de comptes et de responsabilisation dans la gestion et le contrôle du risque.

Nombre de réunions du Comité des risques et du crédit tenu en 2020

Membres du Comité	Nombre de réunions programmées: 4	Remarques
Mme. Anicou-Annie Lecadou Kacou	4	
M. Seglaro Abel Somé	4	
M. Souahibou Diaby	4	

Comité des rémunérations et des ressources humaines

Le Comité des rémunérations et des ressources humaines a pour rôle de proposer le niveau et la structuration de la rémunération du personnel de la Banque.

Enfin, le comité est chargé d'examiner la politique de la Banque en matière de ressources humaines et de formuler des recommandations au conseil d'administration.

Nombre de réunions du Comité des rémunérations et des ressources humaines tenues en 2020

Membres du Comité	Nombre de réunions programmées : 3	Remarques
M. Samuel Danquah Arkhurst	3	
M. Abdou Rafiou Bello	3	
M. Séna Kwadzo Ayenu	3	

Continuité de l'exploitation

La haute direction de la Banque a évalué sa capacité à poursuivre ses activités et elle est convaincue qu'elle dispose des ressources nécessaires pour ce faire dans un avenir prévisible. Par ailleurs, elle n'a connaissance d'aucune incertitude matérielle susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation. Par conséquent, les états financiers continuent d'être établis selon le principe de la continuité de l'exploitation.

Activités de gestion de fonds

La Banque gère des fonds au nom des États de la CEDEAO pour entreprendre des activités de développement des infrastructures et des affaires en Afrique de l'Ouest.

Commissaire aux comptes

Le cabinet de commissariat aux comptes, Ernst & Young, cabinet d'experts comptables diplômés, a exprimé sa volonté de continuer à exercer ses fonctions de commissariat aux comptes.

Responsabilité des administrateurs concernant les états financiers

Le Conseil d'administration de la Banque est responsable de la présentation d'états financiers sincères, conformément aux normes internationales d'information financière IFRS et à toute mesure de contrôle interne qu'il juge nécessaire à la préparation d'états financiers exempts d'importantes inexactitudes résultant de fraudes ou d'erreurs.

Performance de la Banque

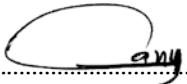
- Le revenu d'exploitation a diminué de 17%.
- Le bénéfice a diminué de 34%.
- Le total des actifs a diminué de 1%

Performance financière


Approbation des états financiers

Les administrateurs ont pris toutes les mesures nécessaires pour se tenir au courant et mettre Ernst and Young au fait de toutes informations nécessaires concernant l'exercice 2020, afin de leur faciliter l'audit. A la connaissance de chacun des administrateurs, il n'y a aucune information pertinente en matière d'audit dont Ernst & Young n'a pas connaissance.

Les états financiers de la Banque ont été arrêtés par le Conseil d'administration, approuvés par le Conseil des gouverneurs et signés pour son compte le 23 avril 2021, par:

Sani YAYA


Gouverneur

KEN OFORI-ATTA


Gouverneur

Performance financière



Ernst & Young Chartered Accountants
60 Rangoon Lane,
Cantonments City,
P. O. Box KA 16009
Airport Accra, Ghana

Tel: +233 302 779868 / 4725 / 9223 / 2091
Fax: +234 302 778894 / 2934
ey.com

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT

AUX ACTIONNAIRES DE LA BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA CEDEAO

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

Nous avons audité les états financiers de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (la Banque) présentés de la page 50 à la page 104, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2020, l'état du résultat net et des autres éléments du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et l'état des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, ainsi que les annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous les aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Banque au 31 décembre 2020 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément aux Normes internationales d'Information Financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Banque conformément au Code de déontologie des professionnels comptables (Code IESBA) et aux autres aux règles d'éthique applicables à l'audit de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO et avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments d'audit probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Points clés d'audit

Les points clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de l'audit des états financiers de la période en cours. Ces points ont été traités dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces points. Pour chacun de ces points ci-dessous, nous présentons la description de la manière dont notre audit a traité ces points dans ce contexte.

Nous nous sommes acquittés des responsabilités décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur indépendant à l'égard de l'audit des états financiers » de notre rapport, y compris en rapport avec ces points. Par conséquent, notre audit a notamment porté sur la performance de procédures conçues pour répondre à notre évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers. Les résultats de nos procédures d'audit, y compris les diligences exécutées en réponse aux points présentés ci-dessous, constituent la base de notre opinion d'audit sur les états financiers cijoints.

Performance financière



Points clés d'audit	Comment le point a été abordé dans l'audit
<p>Comptabilisation des produits</p> <p>Les intérêts sur prêts représentent 85,33% des produits de la Banque. Les intérêts créditeurs de la banque sont calculés manuellement. Il y a un risque d'anomalie dans la déclaration des soldes des revenus en raison d'erreurs de calcul et de données biaisées.</p> <p>Ceci est indiqué respectivement dans les notes 3.1 et 8 des états financiers.</p>	<p>Nous avons évalué l'efficacité de la conception et du fonctionnement des contrôles internes sur les revenus d'intérêts comptabilisés pour l'exercice.</p> <p>Nous avons examiné les informations sous-jacentes utilisées dans le calcul des revenus d'intérêts et nous avons remonté jusqu'à la documentation de sources pour vérifier l'exactitude des données entrées.</p> <p>Nous avons recalculé les revenus d'intérêts pour contrôler l'exactitude.</p> <p>Nous avons vérifié l'autorisation et l'approbation de la comptabilisation et de la déclaration des revenus d'intérêts.</p> <p>Nous avons vérifié le caractère adéquat des informations fournies dans les annexes aux états financiers conformément à IAS 1.</p>
<p>Evaluation des investissements non cotés</p> <p>Les investissements non cotés constituent environ 3.64% du total des actifs détenus par la banque.</p> <p>Il existe un risque d'anomalie en raison des hypothèses utilisées dans l'évaluation tel que décrit ci-dessous.</p> <ul style="list-style-type: none"> L'évaluation des investissements non cotés est un domaine de jugement essentiel en raison des techniques d'évaluation variées utilisant d'importantes données non observables. <p>L'utilisation de différentes techniques et hypothèses d'évaluation pourrait donner lieu à une évaluation nettement différente des investissements non cotés.</p> <p>Ceci est présenté respectivement dans les notes 3.2 et 16 des états financiers.</p>	<p>Nous avons évalué la conception et l'efficacité opérationnelle des contrôles internes relatifs à l'évaluation des investissements non cotés comptabilisés au cours de l'année.</p> <p>Nous avons aussi demandé à notre expert en matière d'évaluation spécialiste d'examiner les hypothèses utilisées par la Banque et d'en corroborer les résultats avec des informations observables et non observables sous la forme d'états financiers, de comptes de gestion et des rapports de projet des entités émetteurs obtenus de la direction de la Banque.</p> <p>Un certain nombre de modèles d'évaluation des actions a été utilisés pour déterminer le cours du marché des titres de participation de la Banque. Il s'agit de multiples du cours/bénéfice, de multiples du résultat avant intérêt et impôts et de multiples du cours sur la valeur comptable.</p> <p>Une évaluation de dépréciation a été réalisée sur la base des valeurs de marché recalculées sur les investissements non cotés.</p>
<p>Dépréciation des prêts et avances</p> <p>Les prêts et avances constituent 78.07% du total des actifs de la Banque.</p> <p>IFRS 9 a introduit un modèle prospectif de la perte de crédit attendue (ECL).</p> <ul style="list-style-type: none"> Le modèle de ECL va traduire le schéma général de la détérioration et de l'amélioration de la qualité de crédits des instruments financiers. 	<p>Pour les prêts et avances :</p> <p>Nous avons évalué l'efficacité de la conception et du fonctionnement des contrôles internes relatifs à la dépréciation des prêts et avances comptabilisés pour l'exercice ;</p> <p>Le portefeuille de prêts a été divisé en secteurs et la probabilité de défaillance a été déterminée sur la base de la performance historique moyenne.</p>

Performance financière



Points clés d'audit	Comment le point a été abordé dans l'audit
<ul style="list-style-type: none"> Le montant de ECL comptabilisée comme provision pour perte dépend de l'ampleur de la détérioration du crédit puisque la comptabilisation initiale et la comptabilisation de la dépréciation pourraient être effectuées sur une perte de crédit attendues sur 12 mois ou sur les pertes de crédit attendues à vie. Les calculs de dépréciation selon IFRS 9 nécessitent donc l'utilisation de modèles qui tiennent compte des facteurs suivant : <ul style="list-style-type: none"> La pondération probabiliste Les informations raisonnables et justifiables qui sont disponibles sans devoir engager des coûts excessifs, les provisions pour pertes sur prêts étant un domaine clé où la direction exerce un jugement. Les jugements significatifs sur la détermination de la perte de crédit attendue par la banque comprennent: <ul style="list-style-type: none"> Utilisation des hypothèses pour déterminer les paramètres du modèle de l'ECL. Segmentation du portefeuille pour le calcul de l'ECL Détermination de l'augmentation significative du risque de crédit et Détermination des associations entre les scénarios macroéconomiques. <p>L'utilisation de différents modèles et hypothèses peut avoir une incidence significative sur le niveau de provision pour pertes de crédit attendues sur les prêts et les avances aux clients. En raison de l'importance de ces prêts qui représentent environ 78,07 % de l'actif total de la banque et de l'utilisation significative des jugements, l'évaluation de la provision pour les pertes de crédit attendues est un point clé de l'audit.</p> <p>Ceci est présenté respectivement aux notes 4 et 17.1 des états financiers.</p>	<p>La perte en cas de défaillance a également été évaluée en examinant les nantissements garantis sur les prêts octroyés, les taux d'intérêt effectifs de chacune des facilités et l'exposition globale de chaque prêt ainsi que le taux d'intérêt effectif.</p> <p>La garantie et les valeurs connexes utilisées comme base pour garantir les prêts ont été évaluées pour vérifier leur caractère raisonnable et les droits de propriété en cas de défaillance.</p> <p>Nous avons examiné le modèle IFRS 9 de la Banque pour vérifier l'exactitude du calcul de la dépréciation, notamment la vérification des données et des hypothèses utilisées.</p> <p>Pour les prêts dépréciés (classés à la troisième catégorie), nous avons examiné l'estimation des flux de trésorerie faite par la Banque en fonction de l'adéquation et de l'évaluation des garanties réelles des facilités.</p> <p>Nous avons validé les informations prospectives dans la mesure des données disponibles, telles que les flux de trésorerie attendus des clients, au cours de l'évaluation de l'exactitude du calcul de la dépréciation.</p> <p>Nous avons examiné le caractère adéquat des informations quantitatives et qualitatives fournies dans les notes conformément à la norme IFRS 7.</p>

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la haute direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le document de 76 pages intitulé « Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO – Etats Financiers Annuels 2020 ». Les autres informations ne comprennent pas les états financiers ni notre rapport d'auditeur indépendant sur les états financiers.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons pas d'opinion d'audit ni aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Performance financière



Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la haute direction concernant les états financiers

La haute direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que des contrôles internes qu'elle estime nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de la continuité d'exploitation, sauf si elle a l'intention de mettre la Banque en liquidation ou de cesser toutes opérations, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Responsabilité de l'auditeur sur les états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau

élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la banque.
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants

Performance financière



obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la banque à cesser son exploitation.

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les annexes et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons avec la direction au sujet, notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également à la direction une déclaration précisant que nous nous sommes conformes aux règles du Code de Déontologie concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que, le cas échéant, les mesures de sauvegarde appliquées.

À partir des questions communiquées à la haute direction, nous déterminons ceux qui ont été les plus importants lors de l'audit des états financiers de la période en cours, qui sont de ce fait les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport d'audit, sauf si la loi ou la réglementation en interdit la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer un point dans notre rapport d'audit parce que les conséquences négatives raisonnablement attendues de la communication de ce point dépassent les avantages qu'elle aurait au regard de l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit dont émane le présent rapport de l'auditeur indépendant est Pamela Des Bordes (ICAG/P/1329).

Pour le compte et au nom de Ernst & Young
(ICAG/F/2021/126)
Cabinet d'Expertise Comptable
Accra, Ghana

Date: 23 April 2021

Performance financière

5.1 CHIFFRES CLÉS

Au 31 décembre 2020

Montants exprimés en millions d'UC

Bilan	2020	2019	2018	2017
Total Bilan	705,54	711,92	647,58	580,97
Prêts et avances	550,82	530,73	508,22	441,43
Actifs financiers évalués au coût amorti	60,39	90,83	52,36	47,84
Emprunts	374,07	377,62	333,14	280,21
Fonds gérés	21,41	19,84	14,61	16,73
Obligations à prestations définies	5,45	9,32	9,97	9,95
Actif net des dettes	298,08	296,25	281,48	262,60
Comptes d'exploitation				
Produit net d'intérêts	10,00	15,87	12,95	9,52
Produit net bancaire	16,92	20,31	18,88	9,96
Résultat net de l'exercice	2,69	4,04	3,60	1,79
Ratios				
Rentabilité économique (%)	0,4	0,6	0,6	0,3
Rentabilité des capitaux propres (%)	0,9	1,46	1,3	0,8
Marge d'intérêts (%)	1,6	2,7	2,5	2,0
Coefficient d'exploitation (%)	78,6	66,3	67,4	108,1
Taux de dégradation du portefeuille (%)	7.12	7.96	15.36	18.77
Ratio d'adéquation des fonds propres (CAF)%	53.89	55.58	48.53	41.16

Performance financière

5.2 ÉTAT DU RÉSULTAT ET AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Notes	31 décembre 2020	31 décembre 2019
		UC	UC
Intérêts créditeurs	8	24 099 288	29 399 559
Intérêts débiteurs	9	(14 095 282)	(13 525 792)
Produit net d'intérêts		10 004 006	15 873 767,
Commissions (produits)	10	2 676 691	2 478 830
Commissions (charges)	11	(233 341)	(45 739)
Produit net des commissions		2 443 350	2 433 091
Gain/perte net(te)/ Gain provenant des autres instruments financiers comptabilisés à leur juste valeur		(887 530)	(950 914)
Autres produits / charges d'exploitation	12	5 357 557	2 958 160
Total des autres produits		4 470 027	2 007 246
Produit net bancaire		16 917 383	20 314 104
Dépréciation nette (charge) / reprise sur actifs financie	17,1	(942 733)	(2 808 405)
Produit net après dépréciation		15 974 650	17 505 699
Charges de personnel		(7 815 898)	(7 281 409)
Dotations aux amortissements	21	(1 880 478)	(1 823 508)
Autres charges d'exploitation	13	(3 592 241)	(4 360 919)
Frais généraux		(13 288 617)	(13 465 836)
Résultat net de l'exercice		2 686 033	4 039 863
Autres éléments du résultat			
Éléments qui seront ensuite classés en résultat:			
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat :			
Gain/perte de juste valeur sur instruments de capitaux propres non cotés		(2 591 529)	2 971 707
Total des autres éléments du résultat global		(2 591 529)	2 971 707
Total du résultat global		94 504	7 011 570

Les notes annexées aux présents états financiers en font partie intégrante.

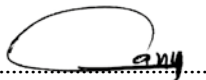
Performance financière

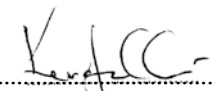
5.3 ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Notes	31 décembre 2020	31 décembre 2019
		UC	UC
Actif			
Disponibilités	14	24 235 929	13 796 492
Actifs financiers évalués au coût amorti	15	60 394 229	90 832 305
Participations cotées évaluées à la juste valeur par le biais du résultat	16,1	2 699 652	3 587 182
Participations non cotées évaluées à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	16,2	25 646 535	28 084 276
Titres de créances non cotés évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	16,3	2 575 479	3 114 653
Prêts et avances	17	550 824 562	530 733 395
Comptes débiteurs interinstitutionnels	18,1	0	62
Contribution aux fonds gérés	19,1	9 068 370	9 068 370
Autres actifs	20	2 058 392	3 845 531
Immobilisations corporelles	21	28 032 429	28 853 589
Total actif		705 535 577	711 915 855
Passifs et capitaux propres			
Passif			
Créances et charges à payer	22	3 573 156	5 954 086
Obligations à prestations définies	23	5 449 166	9 319 935
Emprunts	24	374 073 519	377 615 682
Fonds gérés	19,2	21 412 553	19 835 628
Comptes créditeurs interinstitutionnels	18,2	2 949 394	2 940 400
Total du passif		407 457 788	415 665 731
Capitaux propres			
Capital	25	301 114 684	299 381 523
Cumul des pertes	26	(4 530 017)	(7 216 050)
Autres réserves de capitaux propres	27	1 493 122	4 084 651
Total des capitaux propres		298 077 789	296 250 124
Total passif et capitaux propres		705 535 577	711 915 855

Les états financiers de BIDC ont été arrêtés par le Conseil d'administration et approuvés par le Conseil des gouverneurs le 23 avril 2021 et signés pour son compte par

Sani YAYA

 Gouverneur

KEN OFORI-ATTA

 Gouverneur

Les notes annexes aux états financiers font partie intégrante desdits états financiers.

Performance financière

5.4 ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

Solde au 31 décembre 2020	Notes	Capital déclaré	Cumul des pertes	Autres réserves de Capitaux propres	Total des Capitaux Propres
		UC	UC	UC	UC
Solde au 1er janvier 2020		299 381 523	(7 216 050)	4 084 651	296 250 124
Résultat de l'exercice		-	2 686 033	-	2 686 033
Autres éléments du résultat global		-	-	(2 591 529)	(2 591 529)
Apports en capital supplémentaires		1 733 161	-	-	1 733 161
Solde au 31 décembre 2020		301 114 684	(4 530 017)	1 493 122	298 077 789

Solde au 31 décembre 2019	Notes	Capital déclaré	Cumul des pertes	Autres réserves de Capitaux propres	Total des Capitaux Propres
		UC	UC	UC	UC
Solde au 1er janvier 2019		291 618 885	(11 255 913)	1 112 944	281 475 916
Résultat de l'exercice		-	(4 039 863)	-	4 039 863
Autres éléments du résultat global		-	-	2 971 707	2 971 707
Apports en capital supplémentaires		7 762 638	-	-	7 762 638
Solde au 31 décembre 2019		299 381 523	(7 216 050)	4 084 651	296 250 124

Les notes annexées aux présents états financiers en font partie intégrante.

Performance financière

5.5 ETAT DES FLUX DE TRESORERIE

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

	Notes	31 décembre 2020	31 décembre 2019
		UC	UC
Résultat de l'exercice		2 686 033	4 039 863
Ajustement d'éléments non monétaires			
Dotations aux amortissements	21	1 880 478	1 823 508
Dépréciation de l'année	15.2 & 17.1	942 733	2 808 405
Gain ou perte de change		3 624 367	265 097
Revenu/dividende		(151 142)	(1 023 612)
Moins-values sur cessions d'éléments d'actif	21.1	64 946	-
Provision pour prestations définies		(2 156 328)	(500 000)
Changements dans les placements à la juste valeur par le biais du résultat net		887 530	950 914
Résultat de l'exercice ajusté		7 778 617	8 364 175
Variation du fonds de roulement			
(Augmentation) / diminution des prêts et avances		(21 033 900)	(25 326 373)
(Augmentation) / diminution des comptes institutionnels (actifs)		62	488 693
(Augmentation) / diminution des autres actifs		1 787 139	2 141 138
(Diminution) charges à payer et comptes fournisseurs		(2 380 931)	(2 049 857)
(Augmentation) / diminution comptes institutionnels (passif)		8994	2 563 354
(Augmentation) / diminution des fonds gérés		1 576 925	5 221 306
Total flux de trésorerie des activités d'exploitation		(12 263 093)	(8 597 564)
Activités d'investissement			
Produit de la vente d'immobilisations corporelles		35 470	-
Achat d'immobilisations corporelles		(1 159 734)	(2 453 549)
Achat d'actifs financiers au coût amorti		-	(38 476 603)
Diminution d'actifs financiers au coût amorti		30 438 076	-
Dividendes perçus		151 142	1 023 612
Diminution de participation		(153 788)	(3 997 099)
(Augmentation) / diminution des obligations au titre des prestations définies	23	(1 714 441)	(148 350)
Acquisition titres de participation		539 174	1 028 530
Total flux de trésorerie provenant d'activités d'investissement		28 135 899	(43 023 459)
Activités de financement			
Contributions additionnelles au capital	25	1 733 161	7 762 638
Emprunt supplémentaire	24	43 060 640	81 979 381
Remboursement d'emprunts	24	(46 602 803)	(34 545 742)
Total flux de trésorerie provenant d'activités de financement		(1 809 002)	55 196 277
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		14 063 804	3 575 254
Écart de change net sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		(3 624 367)	(265 097)
Trésorerie et équivalent de trésorerie au 1er janvier 2020		13 796 492	10 486 335
Trésorerie et équivalent de trésorerie au 31 décembre 2020	14	24 235 929	13 796 492

Les notes annexées aux présents états financiers en font partie intégrante.

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

1. L'Entité

La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) est une institution financière créée par les 15 États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ayant pour mission d'aider à la création des conditions permettant l'éclosion d'une Afrique de l'Ouest économiquement forte, industrialisée, prospère et parfaitement intégrée, tant au plan interne que par rapport au système économique mondial, afin de profiter des opportunités et des perspectives offertes par la mondialisation.

Son siège est domicilié au 128, Boulevard du 13 Janvier, B-P 2704, Lomé-Togo.

Conformément à l'Accord portant création de la Banque, la BIDC, ses biens, ses autres avoirs, ses revenus, ses opérations et ses transactions sont exonérés de tout impôt et de tous droits de douane. La Banque est également exemptée de toute obligation de payer, de retenir ou de percevoir tout impôt ou taxe.

2. Base de préparation

a. Déclaration de conformité

Les états financiers ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards IFRS) et à ses interprétations telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

b. Base de préparation

Les états financiers ont été établis sur la base du coût historique sauf pour les actifs et les passifs suivants qui sont comptabilisés à leur juste valeur : les instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net et les instruments financiers classés comme investissement en actions.

La Banque effectue ses opérations dans les monnaies des pays membres. En application de l'IAS 21 révisé relatif «aux effets des variations des taux de change» il a été conclu que l'Unité de compte (UC) représente plus fidèlement l'agrégation des effets économiques des événements, des conditions et des opérations sous-jacentes de la Banque réalisées dans les

différentes devises. L'UC est également la monnaie de présentation des états financiers ; les montants qui y figurent ont été arrondis à l'UC la plus proche.

2.1. Application initiale de nouvelles modifications aux normes en vigueur pour l'exercice en cours

2.1.1. Adoption de normes nouvelles et révisées

La Banque n'a pas adopté rapidement les exigences de « Réforme de l'indice de référence des taux d'intérêt – Phase 2 Modifications d'IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 » (Phase 2 de la réforme IBOR) qui entrent en vigueur pour les périodes annuelles débutant le 1er janvier 2021 ou après cette date et dont l'adoption anticipée est permise. Plusieurs autres modifications et interprétations s'appliquent pour la première fois en 2020, mais n'ont aucune incidence sur les états financiers de la Banque.

Phase 2 de la réforme IBOR

La phase 2 de la réforme de l'IBOR comprend un certain nombre d'allègements et de divulgations supplémentaires. Les exonérations s'appliquent lors du passage d'un instrument financier d'un taux IBOR à un taux sans risque (TSR). Des changements à la base de détermination des flux de trésorerie contractuels à la suite de la réforme de l'indice de référence des taux d'intérêt sont nécessaires pour être traités comme des changements à un taux d'intérêt flottant, à condition que, pour l'instrument financier, le passage du taux de référence IBOR au TSR s'effectue sur une base économiquement équivalente.

La phase 2 de la réforme de l'IBOR prévoit des allègements temporaires qui permettent à la Banque de poursuivre ses relations de couverture dès le remplacement d'un indice de référence de taux d'intérêt existant par un RFR. Les exonérations obligent la Banque à modifier les désignations de couverture et les documents de couverture. Il s'agit notamment de redéfinir le risque couvert en référence à un RFR, de redéfinir la description de l'instrument de couverture et/ou de l'élément couvert en référence au RFR et de modifier la méthode d'évaluation de l'efficacité de la couverture. Les documents de couverture doivent être mis à jour avant la fin de

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

la période de déclaration au cours de laquelle un remplacement a lieu. Pour l'évaluation rétrospective de l'efficacité de la couverture, la Banque peut choisir, couverture par couverture, de remettre à zéro la variation cumulative de la juste valeur.

La Banque peut désigner un taux d'intérêt comme composante de risque couvert non contractuellement spécifiée des variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie d'un élément couvert, à condition que la composante de risque de taux d'intérêt soit identifiable séparément, p. ex., il s'agit d'un indice de référence établi qui est largement utilisé sur le marché pour évaluer les prêts et les produits dérivés. Pour les nouvelles RFR qui ne sont pas encore un indice de référence établi, un allègement est prévu de cette exigence, à condition que la Banque s'attende raisonnablement à ce que le RFR devienne identifiable séparément dans un délai de 24 mois. Pour les couvertures de groupes d'éléments, la Banque est tenue de transférer aux sous-groupes les instruments qui font référence aux TSR.

Toute relation de couverture qui, avant l'application de la phase 2 de la réforme IBOR, a été interrompue uniquement en raison de la réforme IBOR et répond aux critères d'éligibilité pour la comptabilité de couverture lorsque la phase 2 de la réforme IBOR est appliquée, doit être rétablie lors de la première application.

La Banque ne fait pas de comptabilité de couverture et s'attend à ce que cette réforme n'ait aucune incidence sur les opérations des banques lorsqu'elle entrera en vigueur.

2.2. Les nouveaux amendements non effectifs de la norme IFRS

Les normes et interprétations nouvelles et modifiées qui sont publiées, mais ne sont pas encore en vigueur, jusqu'à la date d'émission des états financiers de la Banque sont présentées ci-dessous. La Banque a l'intention d'adopter ces normes, le cas échéant, lorsqu'elles entreront en vigueur.

IFRS 17 – Contrats d'assurance

En mai 2017, l'IASB a publié IFRS 17 Contrats d'assurance (IFRS 17), une nouvelle norme comptable complète pour les contrats d'assurance couvrant la comptabilisation et l'évaluation, la présentation et l'information. Une fois en vigueur, IFRS 17 remplacera IFRS 4 Contrats d'assurance (IFRS 4)

publiée en 2005. IFRS 17 s'applique à tous les types de contrats d'assurance (vie, non-vie, assurance directe et réassurance), quel que soit le type d'entités qui les délivrent, ainsi qu'à certaines garanties et instruments financiers à participation discrétionnaire. Quelques exceptions de portée s'appliqueront. IFRS 17 introduit de nouvelles exigences comptables pour les produits bancaires présentant des caractéristiques d'assurance susceptibles d'influer sur la détermination des instruments ou de leurs composantes

IFRS 17 introduit de nouvelles exigences comptables pour les produits bancaires présentant des caractéristiques d'assurance susceptibles d'influer sur la détermination des instruments ou de leurs composantes qui entreront dans le champ d'application d'IFRS 9 ou d'IFRS 17.

Cartes de crédit et produits similaires offrant une couverture d'assurance : la plupart des émetteurs de ces produits pourront poursuivre leur traitement comptable existant en tant qu'instrument financier selon IFRS 9. IFRS 17 exclut de son périmètre les contrats de cartes de crédit (et d'autres contrats similaires prévoyant des modalités de crédit ou de paiement) qui répondent à la définition d'un contrat d'assurance si : et seulement si l'entité ne reflète pas une évaluation du risque d'assurance associé à un client individuel dans la fixation du prix du contrat avec ce client.

Lorsque la couverture d'assurance est fournie dans le cadre des modalités contractuelles de la carte de crédit, l'émetteur est nécessaire pour :

- Séparer la composante assurance et y appliquer la norme IFRS 17,
- Appliquer d'autres normes applicables (telles qu'IFRS 9, IFRS 15 Revenus de contrats avec des clients ou IAS 37 Provisions, Passifs éventuels et Actifs éventuels) aux autres composantes Contrats de prêt qui répondent à la définition d'assurance mais limitent la compensation des événements assurés au montant autrement requis pour régler l'obligation du titulaire de police créée par le contrat : Les émetteurs de ces prêts – par exemple un prêt avec renonciation au décès – ont la possibilité d'appliquer IFRS 9 ou IFRS 17. Le choix serait fait au niveau du portefeuille et serait irrévocable.

La norme IFRS 17 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023, et des chiffres comparatifs sont requis. L'application anticipée est

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

autorisée, à condition que l'entité applique également IFRS 9 et IFRS 15 au plus tard à la date à laquelle elle applique pour la première fois IFRS 17.

La norme IFRS 17 ne s'applique pas à la banque, car celle-ci n'émet pas de contrats d'assurance.

IFRS 9 Instruments financiers – Frais dans le test de décomptabilisation des passifs financiers à 10 %

Dans le cadre de son processus annuel d'amélioration des normes IFRS 2018-2020, l'IASB a publié une modification à IFRS 9. La modification précise les frais qu'une entité inclut lorsqu'elle évalue si les modalités d'un passif financier nouveau ou modifié sont substantiellement différentes des modalités du passif financier initial. Ces frais comprennent uniquement ceux payés ou reçus entre l'emprunteur et le prêteur, y compris les frais payés ou reçus par l'emprunteur ou le prêteur au nom de l'autre.

L'entité applique la modification aux passifs financiers qui sont modifiés ou échangés à compter du début de la période de déclaration annuelle au cours de laquelle elle applique la modification.

La modification entre en vigueur pour les périodes de rapport annuel débutant le 1er janvier 2022 ou après cette date, avec adoption anticipée autorisée. La Banque appliquera les modifications aux passifs financiers qui sont modifiés ou échangés à compter du début de la période annuelle au cours de laquelle elle appliquera d'abord la modification et ne s'attend pas à ce que cela ait une incidence importante sur ses états financiers.

3. Résumé des principales méthodes comptables

Les méthodes comptables décrites ci-dessous ont été systématiquement appliquées à tous les exercices figurant dans les présents états financiers de la Banque.

3.1. Actifs et passifs financiers Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans l'état de la situation financière de la Banque lorsque celle-ci est partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Les actifs et passifs financiers comptabilisés sont initialement évalués à la juste valeur. Les coûts de

transaction résultant directement de l'acquisition ou de l'émission d'actifs et de passifs financiers (autres que les actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat (JVPR) sont ajoutés ou déduits (le cas échéant) de la juste valeur des actifs ou passifs financiers lors de leur comptabilisation initiale. Les coûts de transaction directement liés à l'acquisition d'actifs financiers ou de passifs financiers à la JVPR sont comptabilisés immédiatement dans le compte de résultat.

Si le prix de transaction diffère de la juste valeur lors de la comptabilisation initiale, la Banque comptabilisera cet écart comme suit :

- si la juste valeur est attestée par un prix coté sur un marché actif pour un actif ou un passif similaire ou sur la base d'une technique d'évaluation utilisant uniquement des données provenant de marchés observables, alors la différence est enregistrée en résultat à sa comptabilisation initiale (c'est-à-dire jour 1 profit ou perte) ;
- dans tous les autres cas, la juste valeur sera ajustée pour l'aligner sur le prix de la transaction (c'est-à-dire que le profit ou la perte du jour 1 sera reporté en l'incluant dans la valeur comptable initiale de l'actif ou du passif).

Après la comptabilisation initiale, le profit ou la perte reporté(e) sera comptabilisé(e) en résultat sur une base rationnelle uniquement dans la mesure où ce profit ou cette perte résulte de la modification d'un facteur (dont le temps) que les participants au marché prendraient en compte lors de l'évaluation des actifs et passifs.

Actifs financiers

Selon l'IFRS 9, tous les actifs financiers sont comptabilisés et décomptabilisés à une date de transaction lorsque l'acquisition ou la cession d'un actif financier relève d'un contrat dont les termes requièrent une livraison dans le délai fixé par le marché concerné et sont initialement évalués à leur juste valeur plus les coûts de transaction, sauf en cas d'actifs financiers classés comme détenus à la JVPR. Les coûts de transaction directement imputables à l'acquisition d'actifs financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat sont comptabilisés immédiatement en résultat.

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

Tous les actifs financiers comptabilisés qui entrent dans le champ d'application de l'IFRS 9 doivent être évalués ultérieurement au coût amorti ou à la juste valeur sur la base du modèle économique de l'entité pour la gestion des actifs financiers et des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie des actifs financiers.

Plus précisément:

- les titres de créance détenus dans le cadre d'un modèle économique dont l'objectif est de recouvrer les flux de trésorerie contractuels et dont les flux;
- les titres de trésorerie contractuels constituent des paiements en principal et intérêts uniquement (SPPI) sur le montant de l'encours du principal (SPPI) et sont ensuite évalués au coût amorti ;
- les titres de créance détenus dans le cadre d'un modèle économique dont l'objectif est à la fois de recouvrer les flux de trésorerie contractuels et de vendre les titres de créance et qui ont des flux de trésorerie contractuels qui sont des SPPI sont ensuite évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) ;
- tous les autres titres de créance (par exemple les titres de créance gérés à la juste valeur ou détenus en vue de la vente) et les titres de participation sont ensuite évalués à la juste valeur par le biais du résultat (JVPR) ;
- Cependant la Banque peut faire le choix ou la désignation irrévocable suivant lors de la comptabilisation initiale d'un actif financier actif par actif :
- la Banque peut choisir irrévocablement de présenter dans les autres éléments du résultat global les variations ultérieures de la juste valeur d'une participation qui n'est ni détenue à des fins de transaction, ni la contrepartie éventuelle comptabilisée par un acquéreur dans un regroupement d'entreprises auquel l'IFRS 3 est applicable ; ou
- la Banque peut désigner irrévocablement un titre de créance qui satisfait aux critères du coût amorti ou de la JVAERG tels que déterminés par le JVPR si cela élimine ou réduit considérablement un décalage comptable (appelé « option de la juste valeur »).

Titres de créance au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG)

La Banque évalue la classification et l'évaluation d'un actif financier en fonction des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie de l'actif et du modèle économique de la Banque pour la gestion de l'actif.

Pour qu'un actif soit classé et évalué au coût amorti ou à la JVAERG ses conditions contractuelles doivent générer des flux de trésorerie qui constituent des paiements en principal et intérêts uniquement (SPPI) sur le l'encours du principal.

Pour les besoins du test SPPI le principal est la juste valeur de l'actif financier lors de sa comptabilisation initiale. Ce montant en principal peut changer au cours de la durée de vie de l'actif financier (par exemple s'il y a remboursement du principal). Les intérêts comprennent la contrepartie de la valeur temporelle de l'argent, le risque de crédit associé au principal impayé pendant une période donnée et les autres risques et coûts de base du prêt ainsi qu'une marge bénéficiaire. L'évaluation du SPPI est effectuée dans la devise dans laquelle l'actif financier est libellé.

Les flux monétaires contractuels qui sont des SPPI sont conformes à un accord de prêt de base. Les clauses contractuelles qui prévoient une exposition aux risques ou à la volatilité des flux de trésorerie contractuels non reliés à un accord de prêt de base tels que l'exposition aux variations du cours des actions ou du prix des marchandises ne donnent pas lieu à des flux de trésorerie contractuels qui sont des SPPI. Un actif financier initié ou acquis peut faire l'objet d'un accord de prêt de base, qu'il s'agisse d'un prêt sous sa forme juridique ou non.

Les modèles économiques de gestion des actifs financiers sont essentiels à la classification d'un actif financier. La Banque détermine les modèles économiques de manière à refléter la manière dont les actifs financiers des banques sont gérés dans leur ensemble pour atteindre un objectif commercial particulier. Le modèle économique de la Banque ne dépend pas des intentions de la haute direction à l'égard d'un instrument particulier; par conséquent l'évaluation du modèle économique est effectuée à un niveau d'agrégation supérieur plutôt que par instrument au cas par cas.

La Banque dispose de plus d'un modèle économique pour la gestion de ses instruments financiers qui reflète la façon dont elle gère ses actifs financiers en

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

vue de générer des flux de trésorerie. Les modèles économiques de la Banque déterminent si les flux de trésorerie résulteront du recouvrement des flux de trésorerie contractuels de la vente d'actifs financiers ou des deux.

La Banque prend en considération toutes les informations pertinentes disponibles lorsqu'elle procède à l'évaluation du modèle économique. Cependant cette évaluation n'est pas effectuée à partir de scénarii auxquels la Banque ne s'attend pas raisonnablement tels que les scénarii dits «du pire des cas» ou «de stress». La Banque tient compte de tous les éléments probants pertinents disponibles tels que :

- la manière dont la performance du modèle économique et les actifs financiers détenus dans le cadre de ce modèle économique sont évalués et communiqués aux principaux dirigeants de l'entité ;
- les risques qui influent sur le rendement du modèle économique (et des actifs financiers détenus dans le cadre de ce modèle économique) et plus particulièrement sur la façon dont ces risques sont gérés ; et
- Le mode de rémunération des dirigeants de l'entreprise (par exemple la rémunération est-elle fondée sur la juste valeur des actifs gérés ou sur les flux de trésorerie contractuels perçus).

Lors de la comptabilisation initiale d'un actif financier, la Banque détermine si les actifs financiers nouvellement comptabilisés font partie d'un modèle économique existant ou si ces derniers font l'objet d'un nouveau modèle économique. La Banque réévalue ses modèles économiques à chaque exercice, afin de déterminer s'ils ont changé depuis l'exercice précédent. Pour l'exercice en cours et l'exercice précédent, la Banque n'a pas relevé de changement dans ses modèles économiques.

Lorsqu'un titre de créance évalué à la JVAERG est décomptabilisé, le bénéfice ou la perte cumulé (e) précédemment comptabilisé (e) dans les autres éléments du résultat global est reclassé (e) des capitaux propres au compte de résultats. En revanche pour une participation désignée comme étant évaluée à la JVAERG le bénéfice ou la perte cumulé (e) précédemment comptabilisé (e) dans les autres éléments du résultat global n'est pas reclassé (e) ultérieurement en résultat, mais transféré (e) aux capitaux propres.

Les titres de créance qui sont évalués ultérieurement au coût amorti ou à la JVAERG font l'objet d'une dépréciation.

Au cours de l'exercice considéré et de l'exercice précédent, la Banque a appliqué l'option de la juste valeur et a donc classé les titres de créance qui répondent aux critères du coût amorti ou à la JVAERG tels que évalués JVPR.

Actifs financiers à la JVPR

Les actifs financiers évalués à la JVPR sont :

- les actifs dont les flux de trésorerie contractuels ne sont pas des SPPI ; ou/et
- les actifs qui sont détenus selon un modèle économique autres que ceux qui sont détenus pour recouvrer des flux de trésorerie contractuels ou détenus pour recouvrer et vendre ; ou
- les actifs désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat (JVPR).

Ces actifs sont évalués à leur juste valeur et les gains ou pertes résultant de leur réévaluation sont comptabilisés en résultat. La juste valeur est déterminée de la manière décrite à la note 7.

Reclassifications de postes

En cas de modification du modèle économique en fonction duquel la Banque détient ses actifs financiers, les actifs financiers concernés font l'objet d'une reclassification. Les critères de classification et d'évaluation liés à la nouvelle catégorie s'appliquent de façon anticipée à compter du premier jour du premier exercice suivant le changement de modèle économique qui entraîne la reclassification des actifs financiers de la Banque. Au cours de l'exercice en cours et de l'exercice précédent, il n'y a pas eu de changement dans le modèle économique selon lequel la Banque détient ses actifs financiers de sorte qu'aucune reclassification n'a été faite. Les variations des flux de trésorerie contractuels sont prises en compte dans le cadre de la méthode comptable relative à la modification et à la décomptabilisation des actifs financiers décrite ci-dessous.

Pertes et gains de change

La valeur comptable des actifs financiers libellés en une devise étrangère est déterminée dans cette devise étrangère et convertie au cours au comptant à la fin de chaque période comptable. Plus précisément :

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

- pour les actifs financiers évalués au coût amorti qui ne relèvent pas d'une relation de couverture désignée, les différences de change sont comptabilisées en résultat dans la rubrique 'autres revenus';
- pour les titres de créance évalués à la JVAERG qui ne relèvent pas d'une relation de couverture désignée, les écarts de change sur le coût amorti du titre de créance sont comptabilisés en résultat dans la rubrique 'autres revenus'.
- les autres variations de change sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global dans la réserve de réévaluation des placements ;
- pour les actifs financiers évalués selon la méthode JVPR qui ne relèvent pas d'une relation de couverture comptable désignée, les variations de change sont comptabilisées en résultat, soit dans le «revenu net d'exploitation» si l'actif est détenu aux fins de transaction, soit dans «revenu net provenant des autres instruments financiers détenus selon la méthode de JVPRL» si l'actif est détenu autrement à la JVPR ; et
- pour les titres de participation évalués à la JVAERG les variations de change sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global dans la réserve de réévaluation des placements.
- ECL à 12 mois c'est-à-dire ECL sur toute la durée de vie résultant des défaillances sur l'instrument financier et pouvant survenir dans les 12 mois suivant la date de clôture (ci-après dénommée Etape 1) ; ou
- ECL à durée totale c'est-à-dire ECL à durée intégrale résultant de tous les cas de défaut possibles pendant la durée de vie de l'instrument financier (désignés Étape 2 et Étape 3).

Une provision pour pertes attendue sur crédits (ECL) sur la durée de vie entière d'un instrument financier est requise si le risque de crédit sur cet instrument financier a augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale. Pour tous les autres instruments financiers, les ECL sont évalués à un montant égal à un ECL sur 12 mois.

La politique de la Banque consiste à évaluer systématiquement les provisions pour pertes sur les créances locatives sur la durée totale. Les pertes attendues sur crédit (ECL) sont une estimation pondérée de la probabilité de la valeur actualisée des pertes sur créances. Elles sont évaluées à la valeur actualisée de la différence entre les flux de trésorerie contractuels dus à la Banque et les flux de trésorerie prévisionnels résultant de la pondération de multiples scénarii économiques futurs actualisés au taux d'intérêt effectif (TIE) de l'actif.

Dépréciation

La Banque comptabilise les provisions pour pertes sur les ECL sur les instruments financiers suivants qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le résultat (JVPR) :

- prêts et avances à des banques ;
- prêts et créances à la clientèle ;
- titres de créance ;
- prêt engagements émis ; et
- contrats de garantie financière émis.
- Pour les engagements de prêt non décaissés, les ECL représentent la différence entre la valeur actualisée de la différence entre les flux de trésorerie contractuels qui sont dus à la Banque si le prêt est décaissé par l'emprunteur et ceux que la Banque prévoit recevoir si le prêt est décaissé ; et
- Pour les contrats de garantie financière, l'ECL constitue la différence entre les paiements attendus pour rembourser le détenteur de l'instrument de dette garanti minoré des montants que la Banque prévoit de recevoir de ce détenteur, du débiteur ou de toute autre partie.

Aucune perte de valeur n'est comptabilisée sur les titres de participation.

À l'exception des actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou création (qui sont traités séparément ci-dessous), les ECL doivent être évalués au moyen d'une provision pour pertes dont le montant est égal à :

La Banque calcule les provisions sur créances douteuses sur une base individuelle ou collective pour les portefeuilles de prêts qui présentent des caractéristiques de risque économique similaires. Le calcul de la provision pour pertes est fondé sur la valeur actualisée des flux de trésorerie prévus de l'actif selon le TIE initial de l'actif, qu'il soit évalué sur une base individuelle ou sur une base collective.

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

De plus amples informations sur le calcul des provisions pour pertes sur créances (ECL) sont fournies à la note 8, y compris les détails sur le mode de regroupement des instruments, lorsqu'ils sont évalués sur une base collective.

Actifs financiers dépréciés

Un actif financier est «déprécié» en cas de survenance d'un ou de plusieurs événements qui ont une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les actifs financiers douteux sont appelés actifs du 3e niveau. Les preuves de dépréciation de prêts comprennent des données observables sur les événements suivants :

- d'importantes difficultés financières de l'emprunteur ou de l'émetteur ;
- une rupture de contrat sous forme d'un défaut ou d'un retard de paiement ;
- le prêteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, a accordé à ce dernier une dérogation que le prêteur n'aurait pas envisagée dans des circonstances normales ;
- la disparition d'un marché actif de valeurs mobilières en raison de difficultés financières ; ou
- l'acquisition d'un actif financier à forte décote qui reflète les pertes sur créances subies.

Il se peut qu'il ne soit pas possible d'identifier un seul événement distinct mais plutôt les effets combinés de plusieurs événements qui peuvent être à l'origine de la dépréciation d'actifs financiers. La Banque évalue si les titres de créance qui sont des actifs financiers évalués au coût amorti ou à la JVAERG font l'objet d'une dépréciation à chaque date de clôture. Pour déterminer si des titres de créance souverains et institutionnels sont dépréciés, la Banque prend en considération des facteurs comme le rendement des obligations, les cotes de crédit et la capacité de l'emprunteur à lever des fonds.

Un prêt est considéré comme ayant subi une dépréciation lorsqu'une dérogation est accordée à l'emprunteur en raison d'une détérioration de sa situation financière, à moins qu'il n'existe des preuves que du fait de cette dérogation, le risque de non réception des flux de trésorerie contractuels ait considérablement diminué et qu'il n'y ait plus d'autres indicateurs de dépréciation. Pour les actifs financiers pour lesquels des dérogations sont envisagées mais non accordées, l'actif est réputé avoir subi une perte

de valeur lorsqu'il existe une indication observable de dépréciation, y compris lorsqu'il répond à la définition du défaut. La définition du défaut de paiement (voir ci-dessous) comprend les indicateurs d'improbabilité de paiement et un mécanisme de sûreté si les montants sont en souffrance depuis 90 jours ou plus.

Actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création (POCI)

Les actifs financiers désignés comme étant dépréciés dès leur acquisition ou leur création sont traités différemment, parce qu'ils subissent une moins-value à leur comptabilisation initiale. Pour ces actifs, la Banque comptabilise tous les changements intervenus au cours de la durée de vie ECL à partir de la comptabilisation initiale comme une provision pour pertes, tout changement étant comptabilisé dans le résultat. Un changement favorable en faveur de ces actifs entraîne une reprise de provision.

Définition de défaut

La définition du défaut est essentielle à la détermination des pertes attendues sur crédit (ECL). La définition du défaut est utilisée pour mesurer le montant des ECL et pour déterminer si la provision pour pertes est fondée sur une ECL à 12 mois ou à vie, car le défaut est une composante de la probabilité de défaut (PD) qui affecte à la fois le calcul des ECL et la détermination d'une augmentation importante du risque de crédit.

La Banque considère ce qui suit comme constituant un cas de défaut :

- l'emprunteur accuse un retard de plus de 90 jours à l'égard de toute obligation de crédit importante envers la Banque ; ou
- la faible probabilité que l'emprunteur honore intégralement ses obligations de crédit envers la Banque.

La définition du défaut est conçue de manière à refléter les différentes caractéristiques des différents types d'actifs. Les découverts sont considérés comme étant en arriéré lorsque le client a dépassé une limite conseillée ou a été informé d'une limite inférieure à l'encours.

En appréciant la probabilité de défaut de paiement de l'emprunteur, la Banque prend en compte à la fois des indicateurs qualitatifs et quantitatifs. L'information évaluée dépend du type d'actif; par exemple, dans le cas des prêts aux entreprises, un indicateur qualitatif utilisé est le non-respect des clauses restrictives

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

qui n'est pas pertinent pour les prêts accordés aux particuliers. Les indicateurs quantitatifs tels que les retards de paiement et le non-paiement d'une autre obligation de la même contrepartie sont des éléments clés de cette analyse. La Banque utilise diverses sources d'information pour évaluer les défaillances qui sont soit élaborées en interne, soit obtenues de sources externes.

Augmentation significative du risque de crédit

La Banque surveille tous les actifs financiers, les engagements de prêt émis et les contrats de garantie financière qui sont assujettis aux exigences en matière de dépréciation, afin de déterminer s'il y a eu une augmentation importante du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale. En cas d'augmentation significative du risque de crédit, la Banque évaluera la provision pour pertes en fonction de la durée de vie plutôt qu'en fonction d'un ECL sur 12 mois. La politique comptable de la Banque consiste à ne pas utiliser l'avantage pratique selon lequel les actifs financiers présentant un risque de crédit « faible » à la date de clôture sont réputés ne pas avoir connu une augmentation significative du risque de crédit. Par conséquent, la Banque surveille tous les actifs financiers, les engagements de prêt émis et les contrats de garantie financière qui font l'objet d'une dépréciation, pour déceler une augmentation importante du risque de crédit.

Pour évaluer si le risque de crédit sur un instrument financier a augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, la Banque compare le risque de défaut sur l'instrument financier à la date de clôture sur la base de l'échéance résiduelle de l'instrument avec le risque de défaut qui était prévu pour l'échéance résiduelle à la date de clôture à laquelle l'instrument financier a été initialement enregistré. Pour effectuer cette évaluation, la Banque tient compte de l'information quantitative et qualitative qui est raisonnable et supportable, y compris l'expérience historique et l'information prospective qui est disponible sans frais ou effort excessif, selon l'expérience historique de la Banque et son évaluation de crédit spécialisée dont l'information prospective.

La détermination de la probabilité de défaut lors de la comptabilisation initiale et aux dates de clôture ultérieures repose sur plusieurs scénarios économiques. Différents scénarios économiques conduiront à une probabilité de défaut différente. C'est la pondération de ces différents scénarios qui constitue la base d'une probabilité de défaut moyenne

pondérée utilisée pour déterminer si le risque de crédit a sensiblement augmenté.

En ce qui concerne les prêts aux sociétés, les informations prospectives comprennent les perspectives d'avenir des secteurs dans lesquels les partenaires de la Banque opèrent ; ces informations proviennent de rapports d'experts économiques, d'analystes financiers, d'organismes gouvernementaux, de cercles de réflexion pertinents, et autres organisations similaires ainsi que des sources internes et externes diverses de données économiques actuelles ou prévues. En ce qui concerne les prêts aux particuliers, l'information prospective comprend les mêmes prévisions économiques que les prêts aux sociétés, avec des prévisions supplémentaires d'indicateurs économiques locaux, notamment pour les régions où certaines industries sont concentrées ainsi que des informations internes sur le comportement de paiement des clients. La Banque attribue à ses contreparties une catégorie de risque de crédit interne pertinente en fonction de leur qualité de crédit.

Les données quantitatives constituent un indicateur clé de la forte augmentation du risque de crédit et sont fondées sur l'évolution de la probabilité de défaut (PD) sur toute la durée du prêt par rapport :

- à la durée résiduelle de la PD à la date de clôture ;
- à la durée résiduelle de la PD pour cette période estimée à partir des faits et des données et
- aux circonstances prévalant lors de la constatation initiale du risque.

Les PD utilisées sont prévisionnelles et la Banque utilise les mêmes méthodes et données que celles utilisées pour évaluer la provision pour pertes sur prêts pour ECL (note 8).

Les facteurs qualitatifs signalant une aggravation du risque de crédit sont pris en compte en temps opportun dans les modèles de PD. Cela dit, la Banque continue d'examiner distinctement certains facteurs qualitatifs pour déterminer toute augmentation significative du risque de crédit. En ce qui concerne les prêts aux entreprises, l'accent est particulièrement mis sur les actifs qui figurent sur une «liste de surveillance» dans la mesure où un risque est inscrit sur une liste de surveillance dès la constatation d'une détérioration de la solvabilité de la contrepartie en cause.

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

Étant donné qu'une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale est une mesure relative, toute variation donnée en termes absolus de la PD sera plus significative pour un instrument financier ayant une PD initiale moindre que pour un instrument financier ayant une PD plus élevée.

Par mesure de précaution, lorsqu'un actif est en arriéré de 30 jours, la Banque considère qu'une augmentation significative du risque de crédit s'est produite et que l'actif atteint le niveau 2 du modèle de dépréciation, c'est-à-dire que la provision pour perte est calculée sur la base de toute la durée du ECL.

Modification et décomptabilisation d'actifs financiers

Une modification d'actif financier intervient lorsque les conditions contractuelles qui régissent ses flux de trésorerie sont renégociées ou modifiées entre la comptabilisation initiale et l'échéance de l'actif financier. La modification affecte la quantité et/ou l'échéancier des flux de trésorerie contractuels immédiatement ou à une date ultérieure. En outre, l'introduction ou l'ajustement des contrats d'un prêt en cours constituerait une modification même si ces contrats nouveaux ou amendés n'ont pas encore un impact immédiat sur les flux de trésorerie, mais pourraient les affecter en cas de respect ou non des clauses du contrat (par exemple une modification à la hausse du taux d'intérêt qui survient en cas de violation des clauses du contrat).

La Banque renégocie les prêts consentis aux clients en difficulté financière pour maximiser le niveau de recouvrement et minimiser le risque de défaut de paiement. Une restructuration du prêt est accordée dans les cas où même si l'emprunteur a fait tous les efforts raisonnables pour honorer les engagements initialement prévus au contrat, il y a un risque élevé de défaut de paiement ou que le défaut a déjà eu lieu et que l'emprunteur devrait être en mesure de respecter les nouvelles conditions du contrat. Dans la plupart des cas, le contrat révisé comporte une prorogation de l'échéance du prêt, des modifications du calendrier des flux de trésorerie du prêt (remboursement du principal et des intérêts) la réduction du montant des flux de trésorerie dus (remise d'une partie du capital et des intérêts) et des modifications des clauses du contrat. La Banque dispose d'une politique de remise applicable aux prêts aux entreprises et aux particuliers.

En cas de modification d'un actif financier, la Banque procède à une évaluation pour savoir si cela entraîne une décomptabilisation. Selon les dispositions de la politique de la Banque, une modification entraîne une décomptabilisation lorsqu'elle donne lieu à des conditions sensiblement différentes.

Pour savoir si les conditions amendées sont sensiblement différentes des conditions contractuelles initiales, la Banque tient compte des éléments suivants :

- Les facteurs qualitatifs tels que les flux de trésorerie contractuels après modification qui ne sont plus des SPPI un changement de devise ou de contrepartie, l'ampleur de la variation des taux d'intérêt de maturité de contrats. Au cas où ces éléments n'indiquent pas clairement un changement substantiel alors ;
- Une évaluation quantitative est effectuée pour comparer la valeur actualisée des flux de trésorerie contractuels restants prévus dans le contrat initial aux flux de trésorerie contractuels figurant dans le contrat révisé avec les deux montants actualisés au taux d'intérêt effectif initial. Si l'écart de valeur actualisée est supérieure à 10% la Banque considère donc que le contrat a subi un changement substantiel qui entraîne une décomptabilisation.

En cas de décomptabilisation de l'actif financier, la provision pour créance douteuse est réévaluée à la date de décomptabilisation pour en déterminer la valeur nette comptable à cette date. La différence entre cette valeur comptable actualisée et la juste valeur du nouvel actif financier assorti des nouvelles conditions entraînera un gain ou perte sur la décomptabilisation. Le nouvel actif financier aura une provision pour créance douteuse évaluée sur la base des pertes de crédit attendues sur les 12 mois à venir sauf dans les rares situations où le nouveau prêt est considéré comme ayant un défaut de crédit/ comme un crédit d'origine douteuse. Ceci n'est applicable que lorsque la juste valeur du nouveau prêt est comptabilisée avec une réduction considérable par rapport à sa valeur nominale révisée, car il subsiste un risque élevé de défaut de paiement qui n'a pas été réduit par la modification. La Banque surveille le risque de crédit des actifs financiers modifiés en évaluant les informations qualitative et quantitative comme si l'emprunteur avait des arriérés de paiement en vertu du nouveau contrat.

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

Lorsque les conditions contractuelles d'un actif financier sont modifiées et que la modification n'entraîne pas de décomptabilisation, la Banque détermine si le risque de crédit de l'actif financier a enregistré une augmentation significative depuis sa comptabilisation initiale en procédant à une comparaison entre :

- La durée de vie résiduelle de la probabilité de défaut sur la base des données au moment de la comptabilisation initiale et aux dispositions contractuelles initiales ; et
- La durée de vie résiduelle de la probabilité de défaut à la date de clôture sur la base des nouvelles conditions.

Pour les actifs financiers modifiés dans le cadre de la politique de restructuration de la Banque, lorsque la modification n'entraîne pas de décomptabilisation, l'estimation de la probabilité de défaut se fait sur la base de la capacité de la Banque à recouvrer les flux de trésorerie actualisés en tenant compte des expériences antérieures de la Banque en matière de restructurations similaires ainsi que de divers indicateurs comportementaux dont les pratiques de remboursement de l'emprunteur par rapport aux conditions contractuelles actualisées. Si le risque de crédit reste nettement plus élevé que les prévisions faites à la comptabilisation initiale, l'évaluation de la provision pour créance douteuse sera toujours équivalente au montant des pertes de crédit attendues sur la durée de vie de l'actif financier. En général la provision pour créance douteuse sur les prêts restructurés se fera uniquement sur la base des pertes de crédit attendues sur les 12 mois à venir lorsqu'il y a des preuves que le comportement de l'emprunteur en matière de remboursement s'est amélioré après la modification entraînant une annulation de la précédente augmentation significative du risque de crédit.

Lorsqu'une modification n'entraîne pas de décomptabilisation, la Banque calcule le gain ou la perte de modification en comparant la valeur comptable brute avant et après la modification (en excluant la provision pour créance douteuse). Ensuite la Banque évalue la provision pour créance douteuse afférente à l'actif modifié dans le cas où les flux de trésorerie prévisionnels de l'actif financier modifié sont inclus dans le calcul des déficits de trésorerie attendus de l'actif initial.

La Banque ne décomptabilise un actif financier que lorsque les droits contractuels liés à ses flux de

trésorerie expirent (y compris l'expiration résultant d'une modification avec des conditions sensiblement différentes) ou lorsque l'actif financier et la quasi-totalité de tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif sont transférés à une autre entité. Si la Banque ne transfère ni ne conserve la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété et continue d'avoir le contrôle de l'actif transféré, elle comptabilise sa participation conservée dans l'actif et un passif associé pour les montants qu'elle pourrait avoir à payer. Si la Banque conserve la quasi-totalité des risques et avantages de la propriété d'un actif financier transféré, elle continue à comptabiliser l'actif financier et comptabilise également un emprunt garanti pour le produit reçu.

En cas de décomptabilisation d'un actif financier dans son intégralité, la différence entre la valeur comptable de l'actif et le montant de la contrepartie reçue et à recevoir, d'une part, et les bénéfices ou pertes cumulés qui avaient été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et cumulée dans les capitaux propres d'autre part, est comptabilisée dans le compte de résultat, à l'exception des participations en actions qualifiées comme évaluées à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global où le profit ou la perte cumulé précédemment comptabilisés hors bilan ne seront pas ultérieurement reclassés dans le compte de résultat.

En cas de décomptabilisation d'un actif financier autre que dans son intégralité (par exemple lorsque la Banque conserve une option de rachat d'une partie de l'actif transféré) la Banque répartit la valeur comptable antérieure de l'actif financier entre la partie qu'elle continue à comptabiliser sous forme d'implication continue et la partie qu'elle ne comptabilise plus en fonction de la juste valeur relative de ces parties à la date du transfert. La différence entre la valeur comptable affectée à la partie qui n'est plus comptabilisée et la somme de la contrepartie reçue pour la partie qui n'est plus comptabilisée et tout profit ou perte cumulé qui lui a été affecté et qui avait été comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est comptabilisé en résultat. Tout profit ou perte cumulé qui avait été comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est réparti entre la partie qui continue d'être comptabilisée et la partie qui ne l'est plus sur la base des justes valeurs relatives de ces parties. Cela ne s'applique pas aux participations désignées comme évaluées à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global car le gain ou la perte cumulé précédemment comptabilisé

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

dans les autres éléments du résultat global ne sont pas ultérieurement reclassés en résultat.

Radiations

Les prêts et titres de créance sont radiés lorsque la Banque n'a aucun espoir raisonnable de recouvrer l'actif financier (en totalité ou en partie). C'est le cas lorsque la Banque détermine que l'emprunteur ne dispose ni d'actifs ni de sources de revenus susceptibles de générer assez de flux de trésorerie pour rembourser les montants faisant l'objet de la radiation. Une radiation est un événement de décomptabilisation. La Banque peut appliquer des mesures coercitives sur les actifs financiers radiés. Les recouvrements provenant des mesures coercitives appliquées par la Banque donneront lieu à des reprises de provisions.

Présentation de la provision pour créance douteuse dans le bilan

Les provisions pour créances douteuses sont présentées dans le bilan comme suit:

- Pour les actifs financiers évalués au coût amorti : en déduction de la valeur comptable brute des actifs ;
- Pour les titres de créance évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat : aucune provision pour créance douteuse n'est comptabilisée dans le bilan, car la valeur comptable est à la juste valeur. Toutefois, la provision pour créance douteuse est incluse dans le montant de la réévaluation compris dans la réserve de réévaluation des placements;
- Pour les engagements de prêts et les contrats de garantie financière : sous forme de provision ; et
- Lorsqu'un instrument financier comprend à la fois une composante décaissée et une composante non décaissée et que la Banque ne peut identifier la perte pour provision douteuse sur la composante engagement de prêt de façon séparée avec celles de la composante décaissée : la Banque présente une provision pour créance douteuse combinée pour les deux composantes. Le montant combiné est présenté en déduction de la valeur comptable brute de la composante décaissée. Tout excédent de la provision pour créance douteuse sur le montant brut de la

composante décaissée est présenté comme provision.

Passifs financiers et capitaux propres

Un passif financier est une obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou un autre actif financier ou d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables pour la Banque

; ou un contrat qui sera ou pourrait être réglé en instruments de capitaux propres de la Banque et qui est un contrat non dérivé pour lequel la Banque est ou pourrait être tenue de remettre un nombre variable de ses propres instruments de capitaux propres ; ou encore un contrat dérivé sur ses capitaux propres qui sera ou pourrait être réglé autrement que par échange d'un montant déterminé en trésorerie (ou autre actif financier) pour un nombre donné de ses propres instruments de capitaux propres.

Instruments de capitaux propres

Un instrument de capitaux propres est un contrat qui atteste d'un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de tous ses passifs. Les instruments de capitaux propres émis par la Banque sont comptabilisés en produit reçu net des frais directs d'émission.

Le rachat des instruments de capitaux propres de la Banque est comptabilisé et déduit directement en capitaux propres. Aucun profit / perte n'est comptabilisé en résultat lors de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation des instruments de capitaux propres de la Banque.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont classés en passifs financiers « à la juste valeur par le biais du compte de résultat » ou en « autres passifs financiers ».

Passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Les passifs financiers sont classés à la juste valeur par le biais du compte de résultat lorsque le passif financier est :

- (i) détenu à des fins de transaction ou
- (ii) désigné à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Un passif financier est classé comme détenu à des fins de transaction si:

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

Il a été engagé principalement dans le but de le racheter à court terme; ou si

lors de la comptabilisation initiale, il fait partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés que la Banque gère ensemble, qui présente des indications d'un profil récent de prise de bénéfices à court terme; ou si

C'est un dérivé qui n'est pas désigné et efficace en tant qu'instrument de couverture.

Un passif financier autre qu'un passif financier détenu à des fins de transaction ou une contrepartie éventuelle payable par un acquéreur dans le cadre d'un regroupement d'entreprises peut être désigné comme à la juste valeur par le biais du compte de résultat lors de la comptabilisation initiale si:

- Cette désignation élimine ou réduit considérablement une incohérence d'évaluation ou de comptabilisation qui en découlerait autrement; ou
- Le passif financier fait partie des actifs ou passifs financiers ou des deux à la fois d'une banque qui est gérée et dont le rendement est évalué à la juste valeur conformément à la stratégie documentée de gestion des risques ou de placement de la Banque et que les informations relatives à la Banque sont fournies à l'interne sur cette base; ou
- Il fait partie d'un contrat contenant un ou plusieurs dérivés incorporés et que l'IFRS 9 permet de désigner l'ensemble du contrat hybride (combiné) à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Les passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont comptabilisés à la juste valeur et les gains ou pertes résultant de la réévaluation sont comptabilisés en résultat dans la mesure où ils ne font pas partie d'une relation de couverture désignée. Le profit ou la perte nets comptabilisés en résultat comprennent tout intérêt payé sur le passif financier et sont inclus dans le poste «Résultat net des autres instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat» dans le compte de résultat.

Toutefois, pour les passifs financiers non dérivés désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat, le montant de la variation de la juste valeur du passif financier attribuable aux variations du risque de crédit de ce passif est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global à moins que la

comptabilisation des effets des variations du risque de crédit du passif dans ces éléments ne crée ou ne renforce un décalage comptable en résultat. Le montant restant de la variation de la juste valeur du passif est comptabilisé en résultat. Les variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit d'un passif financier qui sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global ne sont pas reclassées ultérieurement en résultat ; elles sont plutôt transférées aux bénéfices non distribués lors de la décomptabilisation du passif financier.

Pour les engagements de prêts émis et les contrats de garantie financière qui sont désignés à la juste valeur par le compte de résultat, tous les gains et pertes sont comptabilisés en résultat.

Pour déterminer si la comptabilisation des variations du risque de crédit du passif dans les autres éléments du résultat global créera ou aggravera un décalage comptable dans le compte de résultat, la Banque évalue si elle s'attend à ce que les effets des variations du risque de crédit du passif soient compensés dans le compte de résultat par une variation de la juste valeur d'un autre instrument financier évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Cette détermination est faite lors de sa comptabilisation initiale.

Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers, y compris les dépôts et emprunts, sont initialement évalués à la juste valeur minorée des frais de transaction. Les autres passifs financiers sont ensuite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE).

La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un passif financier et de répartition des charges d'intérêts sur la période concernée. Le TIE est le taux qui actualise exactement les futurs paiements de trésorerie estimés sur la durée de vie prévue du passif financier ou, le cas échéant, sur une période plus courte, à la valeur comptable nette lors de la comptabilisation initiale. Pour plus de détails sur le TIE, voir la section «Revenu net d'intérêts» ci-dessus.

Décomptabilisation des passifs financiers

La Banque décomptabilise les passifs financiers si et seulement si ses obligations sont honorées, annulées ou ont expiré. La différence entre la valeur comptable du passif financier décomptabilisé et la contrepartie payée et à payer est comptabilisée en résultat.

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

Lorsque la Banque échange avec le prêteur existant un instrument d'emprunt contre un autre instrument d'emprunt dans des conditions sensiblement différentes, cet échange est comptabilisé comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier. De même, la Banque comptabilise la modification substantielle des termes d'un passif existant ou d'une partie de celui-ci comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif. On suppose que les conditions sont sensiblement différentes si la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie en vertu des nouvelles conditions, y compris les frais payés minorés des frais reçus et actualisés selon le taux effectif initial et la valeur actualisée des flux de trésorerie restants du passif financier initial est d'au moins 10%.

Date de comptabilisation

Tous les actifs et les passifs financiers sont initialement comptabilisés à la date de transaction, c'est-à-dire à la date à laquelle la Banque devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Cela inclut les transactions classiques: achat ou vente d'actifs financiers nécessitant la livraison d'actifs dans les délais généralement fixés par la réglementation ou les conventions en vigueur sur le marché.

Classification des actifs et passif financiers

La Banque classe ses actifs financiers selon les catégories suivantes : actifs financiers détenus à la juste valeur par le biais du compte de résultat, prêts et créances et actifs financiers disponibles à la vente. Les passifs financiers sont classés soit à la juste valeur par le biais du compte de résultat, soit au coût amorti. La direction détermine la classification de ses actifs et passifs financiers lors de leur comptabilisation initiale.

Actifs et passifs financiers détenus à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Cette catégorie comprend deux sous-catégories : les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction et ceux désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat à l'origine. Un actif ou un passif financier est classé comme détenu à des fins de transaction s'il est acquis principalement dans le but d'être vendu à court terme.

Les actifs et passifs financiers peuvent être désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat lorsque la désignation élimine ou réduit significativement une incohérence d'évaluation

ou de comptabilisation qui, autrement, résulterait de l'évaluation des actifs ou passifs sur une base différente ou lorsqu'un groupe d'actifs et/ou passifs financiers est géré et son rendement évalué selon la juste valeur.

Prêts et avances

Les prêts et avances sont des actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif.

Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente sont les actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme disponibles à la vente ou non classés comme actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat des prêts et créances ou détenus jusqu'à leur échéance.

Passifs financiers évalués au coût amorti

Il s'agit de tous les autres passifs qui ne sont pas désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Comptabilisation initiale

La Banque comptabilise les actifs financiers et les passifs financiers lorsqu'elle devient partie au contrat.

Les actifs et passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuables à l'exception de ceux qui sont classés en juste valeur par le biais du compte de résultat.

Évaluation ultérieure

Les actifs financiers disponibles à la vente sont ensuite évalués à leur juste valeur et les variations qui en résultent sont comptabilisées dans les capitaux propres. Les variations de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente sont recyclées dans le compte de résultat lorsque l'actif sous-jacent est vendu échu ou décomptabilisé. Les actifs et passifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont ensuite évalués à la juste valeur et les variations qui en résultent sont comptabilisées en résultat. Les prêts et créances et autres passifs sont ensuite comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des pertes de valeur.

Décomptabilisation

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque le droit de recevoir des flux de trésorerie générés par ces actifs a expiré ou lorsque la Banque a transféré

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. Toute participation dans les actifs financiers transférés qui est créée ou conservée par la Banque est comptabilisée comme actif ou passif distinct.

Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque les obligations contractuelles sont honorées, annulées ou arrivées à expiration.

3.2. Evaluation à la juste valeur

La juste valeur est le prix qui serait accepté pour la vente d'un actif ou encore le prix payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction ordonnée entre participants au marché à la date d'évaluation. L'évaluation à la juste valeur se fonde sur l'hypothèse que la transaction de vente de l'actif ou de transfert du passif a lieu soit:

- Sur le marché principal de l'actif ou du passif; ou
- En l'absence d'un marché principal, sur le marché le plus avantageux pour l'actif ou le passif

La Banque doit pouvoir avoir accès au marché principal ou au marché plus avantageux.

La juste valeur d'un actif ou d'un passif est déterminée sur la base d'hypothèses que les participants au marché utiliseraient pour évaluer l'actif ou le passif, en supposant que les participants au marché agissent dans leur meilleur intérêt économique.

La Banque détermine la juste valeur selon la hiérarchie suivante qui reflète l'importance des données utilisées dans les évaluations:

- Niveau 1 : Prix coté (non ajusté) sur un marché actif pour un instrument identique ;
- Niveau 2 : Techniques d'évaluation fondées sur des données observables, soit directement (c.-à-d. sous forme de prix) soit indirectement (c.-à-d. dérivées des prix). Cette catégorie comprend les instruments évalués selon les cours du marché sur des marchés actifs pour des instruments similaires ; les prix cotés pour des instruments identiques ou similaires sur des marchés qui sont considérés moins actifs ; ou autres techniques d'évaluation où toutes les données importantes peuvent être observées directement ou indirectement à partir de données du marché ;

- Niveau 3 : Techniques d'évaluation à l'aide d'importantes données non observables. Cette catégorie comprend tous les instruments pour lesquels la technique d'évaluation comporte des données non fondées sur des données observables et dont les données non observables ont une importante incidence sur l'évaluation de l'instrument. Cette catégorie comprend les instruments qui sont évalués en fonction des prix cotés d'instruments similaires pour lesquels d'importants ajustements ou hypothèses non observables sont nécessaires pour refléter les différences entre les instruments.

Pour les instruments complexes tels que les swaps, la Banque utilise des modèles propriétaires qui sont généralement développés à partir de modèles d'évaluation reconnus. Tout ou partie des données utilisées dans ces modèles peuvent provenir des prix ou des taux du marché ou sont des estimations fondées sur des hypothèses.

La valeur produite par un modèle ou une autre technique d'évaluation peut être ajustée pour tenir compte d'un certain nombre de facteurs, le cas échéant, car les techniques d'évaluation ne peuvent refléter de façon adéquate tous les facteurs pris en compte par les participants au marché dans la conclusion d'une transaction. Selon la Direction, ces ajustements de valeur sont nécessaires et appropriés pour présenter fidèlement les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur dans les états financiers.

Jour 1 profit ou perte

Lorsque le prix de transaction diffère de la juste valeur d'autres transactions courantes observables sur le marché pour le même instrument ou sur la base d'une technique d'évaluation dont les variables ne comprennent que des données provenant de marchés observables, la Banque comptabilise immédiatement la différence entre le prix de transaction et la juste valeur (jour1 profit ou perte) en résultat net des transactions. Dans les cas où la juste valeur est déterminée au moyen de données non observables la différence entre le prix de transaction et la valeur du modèle n'est comptabilisée dans le résultat que lorsque les données deviennent observables ou lorsque l'instrument est décomptabilisé.

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

3.3. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Eu égard à l'état des flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les soldes auprès d'autres banques et les montants à recevoir des banques et autres institutions financières.

3.4. Immobilisations corporelles Comptabilisation et évaluation

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût minoré du cumul des amortissements et des pertes de valeur. La Banque ne déprécie pas la composante foncière de ses immeubles.

Le coût comprend les dépenses qui sont directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Le coût des actifs produits par l'entreprise comprend le coût des matériaux et de la main-d'œuvre directe et tous les autres coûts directement attribuables à la mise en état de fonctionnement de l'actif pour l'usage auquel il est destiné. Les logiciels achetés qui font partie intégrante de la fonctionnalité de l'équipement connexe sont capitalisés comme partie intégrante de cet équipement.

Lorsque des parties d'une immobilisation corporelle ont des durées d'utilité différentes elles sont comptabilisées comme des éléments distincts (principales composantes).

La Banque réévalue ses terrains et ses immeubles tous les trois ans afin de s'assurer qu'il n'y ait pas une grande différence entre leur juste valeur et leur valeur comptable. Par conséquent les propriétés sont détenues sur une base de réévaluation. La dernière réévaluation remonte à fin décembre 2018.

Les immobilisations classées comme travaux en cours sont comptabilisées au coût. Les actifs de cette catégorie d'immobilisations ne sont pas amortis.

Coûts ultérieurs

Le coût de remplacement d'une partie d'une immobilisation corporelle est comptabilisé dans la valeur comptable de l'élément s'il est probable que les avantages économiques futurs inhérents à cette partie iront à la Banque et que son coût peut être évalué de façon fiable. Les coûts de l'entretien quotidien des immobilisations corporelles sont comptabilisés en résultat au fur et à mesure qu'ils sont encourus.

Amortissement

L'amortissement est comptabilisé dans le compte de résultat selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimée de chaque partie d'une immobilisation corporelle.

La durée de vie utile estimative pour la période courante et la période comparative se présente comme suit:

Terrains	-
Immeubles	2%
Véhicules à moteur	20%
Meubles et aménagements	20%
Matériel de bureau	20%
Installations électriques	20%
Cloisonnement des bureaux	25%
Matériel informatique	33,33%

Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réévaluées à la date de clôture.

Les plus ou moins values sur la cession d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le produit de la cession aux valeurs comptables des immobilisations corporelles et sont comptabilisés dans le compte de résultat en autres produits.

3.5. Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles acquises par la Banque et ayant une durée d'utilité limitée sont comptabilisées au coût minoré du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les dépenses ultérieures ne sont capitalisées que lorsqu'elles augmentent les avantages économiques futurs incorporés dans l'actif spécifique auquel elles se rapportent. Toutes les autres charges à l'exception des charges liées aux écarts d'acquisition générés en interne et aux marques sont comptabilisées en résultat au fur et à mesure qu'elles sont encourues.

L'amortissement est calculé sur la base du coût de l'actif minoré de sa valeur résiduelle.

L'amortissement est comptabilisé en résultat de manière linéaire sur la durée de vie de l'actif. La durée de vie utile restante estimée est de trois (3) ans.

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

3.6. Événements postérieurs à la date de clôture

Les événements postérieurs à la date du bilan ne sont reflétés dans les états financiers que dans la mesure où ils portent sur l'exercice sous revue et que leur incidence est importante.

3.7. Provisions

Une provision est comptabilisée si à la suite d'un événement passé, la Banque a une obligation actuelle juridique ou implicite que l'on peut estimer de manière fiable et s'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre cette obligation. Les provisions sont déterminées en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus à un taux avant impôts qui reflète les évaluations actuelles du marché de la valeur temporelle de l'argent et le cas échéant, des risques spécifiques inhérents au passif.

Les garanties financières sont initialement comptabilisées à leur juste valeur et l'amortissement de la juste valeur se fait sur la durée de la garantie financière. Les garanties financières sont ensuite comptabilisées au montant le plus élevé entre le montant amorti et la valeur actualisée de tout paiement attendu (lorsqu'un paiement au titre de la garantie devient probable).

3.8. Avantages au personnel

Régimes de retraite à cotisations déterminées

Les obligations au titre des régimes de retraite à cotisations déterminées sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat lorsqu'elles sont exigibles.

Régimes de pension à prestation définies

La Banque constitue des provisions pour les primes de longue durée de service qualifiées d'indemnités de départ. La prime pour longue durée de service est égale à un mois de salaire du membre du personnel pour chaque période de 2 ans de travail. La provision est calculée selon la méthode de projection des unités de crédit. La Banque recrute les services d'un actuaire tous les cinq ans pour déterminer l'obligation au titre des prestations déterminées. Dans l'intervalle de la période de 5 ans, la Banque procède en interne à l'évaluation de l'obligation au titre des prestations définies.

Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail sont comptabilisées en charges lorsqu'il est prouvé que la Banque s'est engagée sans la moindre possibilité de retrait, à mettre fin à l'emploi avant la date normale de départ à la retraite selon un plan formel détaillé. Les indemnités de départ en cas de départ volontaire sont comptabilisées si la Banque a fait une offre encourageant le départ volontaire, si la probabilité d'acceptation de l'offre est avérée et si l'on peut procéder à une estimation fiable du nombre de personnes qui vont l'accepter.

Avantages à court terme

Les obligations au titre des avantages à court terme du personnel sont évaluées sur une base non actualisée et sont passées en charges compte tenu de la disponibilité du service correspondant.

Une provision est comptabilisée pour le montant que l'on s'attend à payer au titre d'un bonus à court terme en espèces ou d'un système d'intéressement aux bénéfices, si la Banque a une obligation actuelle légale ou implicite de payer ce montant en raison des services passés fournis par le salarié et que l'obligation peut être estimée de manière fiable.

3.9. Dépréciation d'actifs non financiers

La valeur comptable des actifs non financiers de la Banque autres que les actifs d'impôts différés est revue à chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe un indice de dépréciation. Si une telle indication existe la valeur recouvrable de l'actif est estimée.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur minorée des coûts de la vente. Lors de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actuelle en utilisant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'évaluation actuelle par le marché de la valeur temporelle de l'argent et des risques spécifiques liés à l'actif. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat.

Les pertes de valeur comptabilisées au cours des périodes précédentes sont évaluées à chaque date de clôture afin de détecter toute indication d'une diminution ou d'une disparition de la perte. Une

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

perte de valeur est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable. Une perte de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée déduction faite des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

3.10. Les baux

Les contrats de location sont classés comme contrats de location-financement, lorsque les termes du contrat de location transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats de location sont classés comme des contrats de location simple.

La Banque en tant que bailleur

Les montants dus par les locataires en vertu de contrats de location-financement sont comptabilisés en tant que créances pour le montant de l'investissement net de la Banque dans ces contrats. Les produits des contrats de location-financement sont affectés aux périodes comptables de manière à refléter un taux de rendement périodique constant sur l'encours net de l'investissement de la Banque au titre de ces contrats.

Les revenus locatifs provenant de contrats de location simple sont comptabilisés selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location concerné.

Les coûts directs initiaux encourus lors de la négociation et de la conclusion d'un contrat de location simple sont ajoutés à la valeur comptable de l'actif loué et sont comptabilisés selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

4. Analyses critiques et estimations dans l'application des conventions comptables de la Banque

La préparation des états financiers en conformité avec les normes IFRS exige de la Haute direction qu'elle fasse des analyses des estimations et pose des hypothèses ayant un impact sur l'application des conventions et sur les montants déclarés des actifs, passifs, produits et charges. Les estimations et hypothèses connexes sont fondées sur l'expérience historique et sur divers autres facteurs jugés raisonnables dans les circonstances dont les résultats

servent à porter un jugement sur la valeur comptable des actifs et des passifs qui ne sont pas évidents d'autres sources. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes font l'objet de révisions périodiques. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est faite, si la révision n'affecte que cette période, ou dans la période, de la révision et les périodes futures, si la révision affecte à la fois les périodes actuelles et futures.

Ci-après figurent les jugements critiques à l'exception de ceux qui impliquent des estimations (qui sont abordés séparément ci-dessous) que les administrateurs ont exprimés dans le cadre de l'application des méthodes comptables de la Banque et qui ont le plus important impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers correspond au prix de vente d'un actif ou au prix payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction ordonnée sur le marché principal (ou le plus avantageux) à la date d'évaluation dans les conditions actuelles du marché (c'est-à-dire un prix de sortie) que ce prix soit directement observable ou estimé au moyen d'une autre technique d'évaluation. Lorsque les justes valeurs des actifs et passifs financiers comptabilisés dans l'état de la situation financière ne peuvent être déterminées à partir de marchés actifs, elles sont définies au moyen de diverses techniques d'évaluation qui comprennent l'utilisation de modèles d'évaluation. Les données utilisées dans ces modèles proviennent dans la mesure du possible de marchés observables ; mais lorsque cela n'est pas possible, il faudra procéder à une estimation pour définir la juste valeur. Les jugements et estimations tiennent compte de la liquidité et des données du modèle en relation avec des éléments tels que le risque de crédit (aussi bien de la société que de la contrepartie) les ajustements de la valeur de financement, la corrélation et la volatilité.

Pertes de valeur sur prêts et avances

La Banque procède à un réexamen de ses importants prêts et avances individuels à chaque date de clôture, afin de déterminer si une perte de valeur doit être comptabilisée dans le compte de résultats et autres éléments du résultat global.

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

Continuité de l'exploitation

La Haute direction de la Banque a évalué sa capacité à poursuivre son exploitation et est convaincue qu'elle dispose des ressources nécessaires pour poursuivre ses activités dans un avenir prévisible. De plus la Haute direction n'a connaissance d'aucune incertitude significative qui pourrait jeter un important doute sur sa capacité à poursuivre ses activités.

Par conséquent, les états financiers continuent d'être établis sur la base du principe de continuité de l'exploitation.

Évaluation du modèle d'entreprise

La classification et l'évaluation des actifs financiers dépendent des résultats du paiement du principal et des intérêts uniquement (SPPI) et du test du modèle d'entreprise. La Banque détermine le modèle d'affaires à un niveau qui reflète la façon dont ses d'actifs financiers sont gérés pour atteindre un objectif particulier fixé. Cette évaluation inclut un jugement qui reflète toutes les preuves pertinentes y compris le mode d'évaluation des actifs et de leur rendement, les risques qui ont un impact sur le rendement des actifs, leur mode de gestion et le moyen de rémunération de leurs gestionnaires. La Banque surveille les actifs financiers évalués au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, qui sont décomptabilisés avant leur échéance, afin de comprendre la raison de leur cession et voir si elles sont en cohérence avec l'objectif de l'activité pour laquelle l'actif était détenu. La surveillance s'inscrit dans le cadre de l'évaluation continue de la Banque visant à déterminer si le modèle d'affaires pour lequel les actifs financiers restants sont détenus demeure approprié ; dans le cas contraire s'il y a eu un changement de modèle d'entreprise, cela entraînerait un éventuel changement dans la classification de ces actifs.

Augmentation significative de risque crédit

Les pertes attendues sur crédit (ECL) sont évaluées sous forme de provision équivalant à un ECL sur les 12 mois à venir pour les actifs de l'étape 1 ou à vie pour les actifs de l'étape 2 ou de l'étape 3. Un actif passe à l'étape 2 lorsque son risque de crédit a considérablement augmenté depuis sa comptabilisation initiale. La norme IFRS 9 ne définit pas ce qui constitue une importante augmentation du risque de crédit. Pour déterminer si le risque de crédit d'un actif a considérablement augmenté, la Banque tient compte d'informations qualitatives et

quantitatives raisonnables et justifiables de nature prospective.

Création des groupes d'actifs présentant des caractéristiques de risque de crédit similaires : lorsque les ECL sont évaluées sur une base collective, les instruments financiers sont évalués sur la base de caractéristiques communes de risque. Se reporter à la note 8 pour plus de détails sur les caractéristiques prises en compte dans la présente analyse.

La Banque surveille régulièrement la pertinence des caractéristiques du risque de crédit, afin de déterminer si elles demeurent similaires. Cela est nécessaire pour s'assurer qu'en cas de modification des caractéristiques du risque de crédit, il y ait une nouvelle segmentation adéquate des actifs. Il peut en résulter la création de nouveaux portefeuilles ou le transfert d'actifs vers un portefeuille existant qui reflète mieux les mêmes caractéristiques de risque de crédit. La nouvelle segmentation des portefeuilles et les mouvements entre les portefeuilles sont plus fréquents lorsqu'il y a une importante augmentation du risque de crédit (ou en cas de tendance inverse de cette importante augmentation) et que les actifs passent d'un ECL sur les 12 mois à venir à un ECL à vie ou vice versa ; mais elle peut aussi survenir dans des portefeuilles qui continuent à être évalués sur la même base que les ECL sur les 12 mois à venir ou à un ECL vie mais le montant des ECL varie en raison des différences du risque de crédit des portefeuilles.

Modèles et hypothèses utilisés : La Banque utilise divers modèles et hypothèses pour évaluer la juste valeur des actifs financiers ainsi que pour estimer les ECL. Nous faisons preuve d'analyse pour déterminer le modèle le plus approprié pour chaque type d'actif ainsi que pour déterminer les hypothèses utilisées dans ces modèles y compris celles qui ont trait aux principaux facteurs du risque de crédit.

Principales sources d'incertitude des estimations

Les principales estimations utilisées par les administrateurs dans le cadre de l'application des conventions comptables de la Banque et qui ont le plus d'impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers sont présentées ci-après :

Établir les nombre et pondération relatifs des scénarii prospectifs pour chaque type de produit ou de marché et déterminer l'information prospective pertinente pour chaque scénario : Lors de l'évaluation des ECL, la Banque utilise des données prospectives raisonnables et justifiables fondées sur des hypothèses relatives aux mouvements futurs des différents facteurs

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

économiques et à l'incidence de ces facteurs les uns sur les autres. Se reporter à la note 3 pour plus de détails y compris l'analyse de la sensibilité des ECL déclarés aux variations de l'information prospective estimée.

Probabilité de défaut (PD): elle constitue un élément clé dans l'évaluation des ECL. La probabilité de défaut est une estimation de la probabilité de défaut sur un horizon temporel donné dont le calcul comprend des données historiques, des hypothèses et des attentes relatives aux conditions futures. Se référer à la note 3 pour plus de détails y compris l'analyse de la sensibilité des ECL déclarées aux variations de la PD résultant des changements des facteurs économiques.

Perte en cas de défaut (PCD): C'est une estimation de la perte résultant du défaut de paiement. Elle se fonde sur la différence entre les flux de trésorerie contractuels exigibles et ceux que le prêteur espère recevoir compte tenu des flux de trésorerie provenant des garanties et des rehaussements de crédit intégrés. Voir la note 3 pour plus de détails y compris l'analyse de la sensibilité des ECL déclarées aux variations de PCD résultant des changements des facteurs économiques.

Evaluation à la juste valeur et processus d'évaluation: Pour estimer la juste valeur d'un actif ou d'un passif financier, la Banque utilise des données observables sur le marché dans la mesure où elles sont disponibles. Lorsque ces données de niveau 1 ne sont pas disponibles, la Banque utilise des modèles d'évaluation pour déterminer la juste valeur de ses instruments financiers.

4.1. Gestion des risques financiers

4.1.1. Introduction et aperçu

En matière de risque, la Banque a une propension limitée qui a été approuvée par le Conseil d'administration ; elle représente l'expression du niveau de risque qu'elle est prête à prendre et constitue un élément clé dans l'élaboration de nos plans et politiques stratégiques. De façon globale, la propension au risque n'a pas changé. La Banque évalue régulièrement son profil de risque global en effectuant des simulations de crise et surveille les concentrations pour s'assurer qu'elle exerce ses activités dans les limites approuvées de sa tolérance au risque.

La Banque procède à une révision et à un ajustement de ses normes et limites de souscription en réponse

aux changements observés et prévus au sein de son environnement et à l'évolution des attentes de ses parties prenantes. En 2019, la Banque a maintenu sa position globalement prudente tout en continuant à soutenir ses principaux clients.

La gestion des risques est au cœur des activités de la BIDC. L'un des principaux risques encourus est lié à l'octroi de crédit aux clients. Outre le risque de crédit, la Banque est également exposée à un ensemble d'autres risques tels que les risques de marché, de liquidité, d'exploitation, de retraite, de réputation et autres inhérents à notre stratégie et à notre gamme de produits.

4.1.2. Cadre de gestion du risque

La responsabilité ultime de la définition de notre propension au risque et de la gestion efficace du risque incombe au Conseil d'administration. Agissant dans le cadre d'une délégation de pouvoirs par ce Conseil, le Comité des risques et du crédit (CRC) dont les membres sont exclusivement des administrateurs non exécutifs est responsable de la surveillance et de l'examen des risques prudentiels, notamment les risques de crédit, de marché, de liquidité, d'exploitation et de réputation. Il examine la propension générale au risque de la Banque et fait des recommandations au Conseil à cet effet.

Au nombre de ses responsabilités, il y a également l'examen de la pertinence et de l'efficacité des systèmes et contrôles de gestion des risques de la Banque, la prise en compte des implications des propositions de modifications réglementaires importantes, l'assurance d'une diligence raisonnable efficace dans la surveillance des activités du Comité actif et passif (ALCO).

Le CRC reçoit des rapports trimestriels sur la gestion des risques y compris les tendances, les politiques et les normes du portefeuille, la liquidité et l'adéquation des fonds propres, et il a le pouvoir de mener des enquêtes ou rechercher toute information relative à une activité relevant de son mandat.

Le Comité actifs et passifs est responsable de la gestion du capital ainsi que de l'établissement et du respect des politiques relatives à la gestion de l'état de la situation financière y compris la gestion des liquidités, le niveau du capital et le risque structurel de change et de taux d'intérêt.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'un client ou une contrepartie manque à ses obligations contractuelles,

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

entraînant une perte financière pour la Banque. La principale activité génératrice de revenus de la Banque étant le crédit à la clientèle, le risque de crédit constitue donc un risque principal. Le risque de crédit découle principalement des prêts et avances à la clientèle, des placements dans des titres de créance et des dérivés qui constituent un actif. Pour des raisons de gestion des risques, la Banque tient compte de tous les éléments de l'exposition au risque de crédit tels que le risque de défaut de la contrepartie, le risque géographique et le risque sectoriel.

Gestion du risque de crédit

Le comité de crédit de la Banque assume la responsabilité de gestion du risque de crédit de la Banque comme suit :

- Veiller à ce que la Banque dispose de pratiques appropriées en matière de risque de crédit y compris d'un système de contrôle interne efficace, afin de déterminer de façon constante les provisions adéquates conformément aux politiques et procédures énoncées par la Banque, aux normes IFRS et aux directives pertinentes en matière de supervision ;
- Identifier, évaluer et mesurer le risque de crédit à l'échelle de la Banque, qu'il s'agisse d'un instrument individuel ou d'un portefeuille ;
- Élaborer des politiques de crédit pour protéger la Banque contre les risques identifiés, y compris l'obligation d'obtenir des garanties des emprunteurs d'effectuer une évaluation solide et continue du crédit des emprunteurs et de surveiller continuellement l'exposition aux limites de risque internes ;
- Limiter les concentrations d'exposition par type de contreparties, secteur d'activité, notation de crédit, emplacement géographique etc.;
- Mettre en place un cadre de contrôle solide en ce qui concerne la structure d'autorisation pour l'approbation et le renouvellement des facilités de crédit;
- Élaborer et maintenir la classification des risques de la Banque, afin de classer les expositions en fonction du niveau de risque de défaut de paiement. Les cotes de risque font l'objet d'examen réguliers ;
- Élaborer et tenir à jour les processus d'évaluation des ECL de la Banque, y compris

la surveillance du risque de crédit, l'intégration de l'information prospective et la méthode utilisée pour mesurer les ECL;

- S'assurer que la Banque dispose de politiques et procédures pour maintenir et valider de façon appropriée les modèles utilisés pour évaluer et mesurer les ECL ;
- Établir un processus solide d'évaluation et de mesures comptables du risque de crédit qui fournit à la Banque une base solide pour l'élaboration de systèmes, d'outils et de données communs permettant d'évaluer le risque de crédit et de tenir compte des ECL;
- Fournir des conseils, des orientations et des compétences spécialisées aux Départements des opérations, afin de promouvoir les meilleures pratiques dans l'ensemble de la Banque en matière de gestion du risque de crédit.

Le Département de l'audit interne effectue régulièrement des vérifications pour s'assurer que les contrôles et procédures établis sont conçus et mis en œuvre de façon adéquate.

Augmentation significative du risque de crédit

Comme expliqué dans la note 1, la Banque surveille tous les actifs financiers qui font l'objet d'une dépréciation, afin de déterminer s'il y a eu une augmentation importante du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale. En cas d'augmentation significative du risque de crédit, la Banque évalue la provision pour créance douteuse en fonction de la durée de vie plutôt qu'en fonction d'une perte de crédit attendue sur les 12 mois à venir.

Évaluation du risque de crédit interne

Afin de minimiser le risque de crédit, la Banque a chargé son comité de gestion du crédit d'élaborer et de maintenir la classification des risques de crédit de la Banque afin de classer les expositions en fonction de leur degré de risque de défaut. Le cadre de notation du risque de crédit de la Banque comprend dix catégories. Les informations relatives à la cote de crédit se fondent sur un ensemble de données jugées prédictives du risque de défaut et sur l'application d'un jugement expérimenté de crédit. La nature de l'exposition et le type d'emprunteur sont pris en compte dans l'analyse. Les cotes de risque de crédit sont définies à l'aide de facteurs qualitatifs et quantitatifs qui sont indicatifs du risque de défaut de paiement.

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

Les cotes de risque de crédit sont conçues et calibrées pour refléter le risque de défaut à mesure que le risque de crédit se détériore. Au fur et à mesure que le risque de crédit augmente, la différence de risque de défaut entre les grades change. Chaque exposition est affectée à une catégorie de risque de crédit lors de la comptabilisation initiale sur la base des informations disponibles au sujet de la contrepartie. Toutes les expositions sont surveillées et la cote de risque de crédit est mise à jour pour refléter la situation actuelle. Les procédures de suivi utilisées sont à la fois d'ordre général et adaptées au type d'exposition. Les données suivantes sont généralement utilisées pour surveiller les expositions de la Banque :

- Historique des paiements y compris les ratios de paiement et l'analyse de l'ancienneté ;
- Degré d'utilisation des limites accordées ;
- Restructurations (demandées et accordées) ;
- Evolution de la conjoncture économique et financière ;
- Informations sur les notations de crédit fournies par les agences de notation externes ;
- Pour les expositions sur le secteur privé : données générées en interne sur le comportement des clients les paramètres d'accessibilité financière etc.. ; et
- Pour les expositions le secteur public : informations obtenues par l'examen des dossiers des Etats.

La Banque utilise les cotes de risque de crédit comme facteur principal dans la détermination de la structure des échéances de la PD pour les expositions. La Banque recueille des informations sur le rendement et les défaillances au sujet de son exposition au risque de crédit qui sont analysées par juridiction ou par région, par type de produit et d'emprunteur ainsi que par catégorie de risque de crédit. Les informations utilisées sont à la fois internes et externes, selon le portefeuille évalué. Le tableau ci-dessous présente une cartographie des cotes de risque de crédit internes de la Banque par rapport aux cotes de crédit externes.

Classification du risque de crédit de la Banque	Notation Fitch	Description
1	AAA	Risque faible à moyen
2	AA+ to AA	Risque faible à moyen
3	A+ to A	Risque faible à moyen
4	BBB+ a BBB	Surveillance
5	BB+ a BB	Surveillance
6	B+ a B	Surveillance
7	CCC+	Non conformes aux normes
8	CCC	Non conformes aux normes
9	CC+ a CC-	Douteux
10	C D	Aggravé

La Banque procède à une analyse de toutes les données recueillies à l'aide de modèles statistiques et estime la durée de vie utile restante des expositions et la façon dont elles devraient évoluer dans le temps. Les facteurs pris en compte dans ce processus comprennent des données macroéconomiques telles que la croissance du PIB, le chômage, les taux d'intérêt de référence et les prix du marché immobilier.

La Banque élabore un scénario de référence de l'orientation future des variables économiques pertinentes ainsi qu'une gamme représentative d'autres scénarios de probables prévisions. La Banque utilise ensuite ces prévisions qui sont pondérées en fonction de la probabilité pour rajuster ses estimations des PD.

La Banque utilise les informations prospectives disponibles sans coût ni effort indu dans son évaluation de l'augmentation importante du risque de crédit ainsi que dans son évaluation des ECL (se reporter à la note 8 pour la mesure des ECL). La Banque a recours à des experts qui, à l'aide d'informations externes et internes, élaborent un scénario de référence pour la prévision future des variables économiques pertinentes ainsi qu'un ensemble représentatif d'autres scénarii de prévision possibles. Les informations externes utilisées comprennent les données économiques et les prévisions publiées par les organismes gouvernementaux et les autorités monétaires.

La Banque applique des probabilités aux scénarii prévisionnels identifiés. Le scénario de référence est le résultat le plus probable et se compose d'informations utilisées par la Banque pour la

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

planification stratégique et l'établissement du budget. La Banque a identifié et documenté les principaux facteurs du risque de crédit et des pertes sur créances pour chaque portefeuille d'instruments financiers et à l'aide d'une analyse statistique des données historiques, a estimé les relations entre les variables macroéconomiques et le risque de crédit et les pertes sur créances. La Banque n'a apporté aucune modification aux techniques d'estimation ni aux hypothèses importantes formulées au cours de la période considérée.

Regroupement d'instruments pour les pertes évaluées sur une base collective

Pour les provisions pour pertes attendues modélisées sur une base collective, un regroupement des expositions est effectué sur la base de caractéristiques de risques partagés de sorte que les expositions au risque au sein d'un groupe sont homogènes. Pour effectuer ce regroupement, il doit y avoir suffisamment d'informations pour permettre la crédibilité du groupe sur le plan statistique. Le regroupement des instruments financiers aux fins de l'évaluation des provisions pour pertes sur créance douteuse sur une base collective se fonde sur les secteurs d'activité des expositions. Toutefois, les prêts des étapes 2 et 3 sont évalués individuellement.

Evaluation des ECL

Les principaux éléments utilisés dans l'évaluation des ECL se présentent comme suit:

- probabilité de défaut (PD);
- perte en cas de défaut (PCD); et
- exposition en cas de défaut (ECD).

Comme expliqué ci-dessus, ces chiffres sont généralement tirés de modèles statistiques élaborés à l'interne et d'autres données historiques et ils sont rajustés pour tenir compte des informations prospectives pondérées en fonction des probabilités. La PD est une estimation sur un horizon temporel donné. Cette estimation est faite à un moment donné.

Le calcul se fait sur la base des modèles statistiques de notation et à l'aide d'outils de notation adaptés aux différentes catégories de contreparties et d'expositions. Ces modèles statistiques se fondent sur les données du marché (lorsqu'elles sont disponibles) ainsi que sur des données internes comprenant à la fois des facteurs quantitatifs et qualitatifs. L'estimation des PD se fait en tenant compte des échéances contractuelles des expositions et des estimations des taux de remboursement anticipé.

L'estimation est fondée sur les conditions actuelles rajustées pour tenir compte des estimations des conditions futures qui auront une incidence sur la PD. Les pertes en cas de défaut sont une estimation de la perte sur défaut de paiement. Elles sont basées sur la différence entre les flux de trésorerie contractuels dus et ceux que le prêteur espère recevoir compte tenu des flux de trésorerie provenant d'une quelconque garantie.

Les modèles de pertes en cas de défaut pour les actifs garantis prennent en considération des prévisions de l'évaluation future des garanties, en tenant compte des décotes de vente, du délai de réalisation des garanties, de la constitution de sûretés croisées et de l'ancienneté des créances, du coût de réalisation des garanties et des taux de recouvrement (c'est-à-dire la sortie du statut non productif). Les modèles de pertes en cas de défaut pour les actifs non garantis tiennent compte du moment du recouvrement des taux de recouvrement et de l'ancienneté des créances.

Le calcul est effectué sur la base des flux de trésorerie actualisés, les flux de trésorerie étant actualisés selon le TIE initial du prêt. L'ECD est une estimation de l'exposition à une date de défaut future qui tient compte des variations prévues de l'exposition après la date de clôture y compris le remboursement du principal et des intérêts et des prélèvements prévus sur les facilités engagées.

L'approche de modélisation de la Banque en matière d'ECD reflète les variations attendues du solde impayé sur la durée de vie de l'exposition du prêt qui ont été autorisées en vertu des conditions contractuelles actuelles tel que les profils d'amortissement, les remboursements anticipés ou excédentaires, les changements dans l'utilisation des engagements non utilisés et les mesures d'atténuation du crédit prises avant le défaut de paiement.

La Banque utilise des modèles ECD qui reflètent les caractéristiques des portefeuilles. La Banque mesure les pertes de crédit attendues en tenant compte du risque de défaut sur la période contractuelle maximale (les options de prolongation comprises) sur laquelle l'entité est exposée au risque de crédit et non sur une période plus longue même si la prolongation ou le renouvellement des contrats est une pratique commerciale courante. Toutefois, pour les instruments financiers tels que les facilités de crédit renouvelables qui comprennent à la fois une composante prêt et une composante engagement non utilisée, la capacité contractuelle de la Banque

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

d'exiger le remboursement et d'annuler l'engagement non utilisé ne limite pas l'exposition de la Banque aux pertes sur créances à la période de préavis contractuel.

Pour de tels instruments financiers, la Banque évalue les pertes de crédit attendues au cours de la période pendant laquelle elle est exposée au risque de crédit et ces pertes ne seraient pas atténuées par des mesures de gestion du risque de crédit même si cette période s'étend au-delà de la durée maximale du contrat. Ces instruments financiers n'ont pas de durée fixe ni de structure de remboursement et sont assortis d'une courte période d'annulation contractuelle.

Toutefois dans la gestion quotidienne normale, la Banque n'exerce pas le droit contractuel d'annuler ces instruments financiers. En effet ces instruments financiers sont gérés collectivement et ne sont annulés que lorsque la Banque constate une augmentation du risque de crédit au niveau de la facilité. L'estimation de cette période plus longue se fait en tenant compte des mesures de gestion du risque de crédit que la Banque compte prendre pour atténuer l'impact des pertes de crédit attendues, par exemple la réduction des limites ou l'annulation de l'engagement de prêt.

4.1.3. Politiques de contrôle et d'atténuation des limites de risque

La Banque gère, limite et contrôle les concentrations de risque de crédit partout où elles sont identifiées – et notamment pour les contreparties individuelles et les banques ainsi que pour les secteurs et les pays.

La Banque structure les niveaux de risque de crédit qu'elle prend en limitant le montant du risque accepté par rapport à un emprunteur ou à des banques d'emprunteurs ainsi qu'à des zones géographiques et secteurs d'activité. Ces risques sont régulièrement suivis et font l'objet d'un examen annuel ou à une plus grande fréquence lorsque nécessaire. Le Conseil d'administration approuve tous les trimestres les limites du niveau de risque de crédit par produit et par secteur d'activité.

L'exposition à un emprunteur donné y compris les banques et les courtiers est en outre limitée par des sous-limites couvrant les expositions au bilan et hors bilan ainsi que par des limites quotidiennes de risque de livraison liées à des éléments de négociation comme les contrats de change à terme. Les expositions réelles par rapport aux limites font l'objet d'un suivi quotidien.

Les limites d'emprunt sont revues à la lumière de l'évolution des conditions du marché et de la conjoncture économique ainsi que des examens périodiques du crédit et des évaluations de la probabilité de défaut de paiement.

D'autres mesures spécifiques de contrôle et d'atténuation sont décrites ci-dessous:

a) Garantie

La Banque applique un ensemble de politiques et de pratiques visant à atténuer le risque de crédit. La plus traditionnelle qui est également une pratique courante est la prise de garantie pour les fonds avancés. La Banque met en œuvre des directives sur l'acceptabilité de catégories spécifiques de garanties ou l'atténuation du risque de crédit. Les principaux types de garanties pour les prêts et avances se présentent comme suit:

- Hypothèques sur des propriétés résidentielles;
- Nantissement des éléments d'actif de l'entreprise tels que les locaux, les stocks et les domiciliations de créances;
- Nantissement d'instruments financiers tels que les titres de créance et les actions.

Les sûretés détenues en garantie d'actifs financiers autres que des prêts et avances dépendent de la nature de l'instrument. Les financements à plus long terme et les prêts aux personnes morales sont généralement garantis ; les facilités de crédit individuelles renouvelables ne sont généralement pas garanties. En outre, afin de minimiser la perte sur créances, la Banque demandera des garanties supplémentaires à la contrepartie dès que des indicateurs de dépréciation auront été identifiés pour les prêts et avances individuels concernés.

b) Clauses financières (pour les engagements liés au crédit et les portefeuilles de prêts)

Le principal objectif de ces instruments est de s'assurer de la disponibilité des fonds pour un client, le cas échéant. Les garanties et les lettres de crédit standby comportent le même risque de crédit que les prêts. Les lettres de crédit documentaires et commerciales – qui sont des engagements écrits de la Banque pour le compte d'un client autorisant un

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

tiers à tirer des traites sur la Banque jusqu'à concurrence d'un montant stipulé dans des conditions spécifiques – sont garanties par les expéditions sous-jacentes des marchandises auxquelles elles se rapportent et comportent donc un risque moindre qu'un prêt direct.

Les engagements d'octroi de crédit représentent la partie non utilisée des autorisations d'octroi de crédit sous forme de prêts, de garanties ou de lettres de crédit. En ce qui concerne le risque de crédit sur les engagements d'octroi de crédit, la Banque est potentiellement exposée à une perte d'un montant égal au total des engagements non utilisés. Toutefois, le montant probable de la perte est inférieur au total des engagements non utilisés, car la plupart des engagements de crédit sont subordonnés au maintien de normes de crédit spécifiques (souvent appelées clauses financières).

La Banque surveille la durée jusqu'à l'échéance des engagements de crédit, car les engagements à plus long terme comportent généralement un degré de risque de crédit

plus élevé que les engagements à plus court terme.

4.1.4. Exposition maximale au risque de crédit avant les sûretés détenues ou autres rehaussements de crédit

L'exposition maximale de la Banque au risque de crédit est représentée par la valeur comptable brute des actifs financiers à l'exception des garanties financières et autres garanties émises par la Banque pour lesquelles l'exposition maximale au risque de crédit est représentée par le montant maximal que la Banque devrait verser si les garanties étaient appelées. Les actifs financiers sont classés par secteur d'activité des contreparties de la Banque.

Les prêts et avances à la clientèle représentent 86,61% de l'exposition maximale totale, 9,6 % représentent des placements en avances à court terme, 3,8% représentent les soldes auprès des banques, les placements et autres actifs.

Le tableau suivant présente une répartition du risque de crédit de la Banque à la valeur comptable (sans tenir compte des garanties détenues ou autres formes de soutien au crédit) classée par secteur d'activité des contreparties de la Banque

Sur le Bilan

Au 31 décembre 2020	Prêts et avances à la clientèle	Trésorerie et solde auprès des banques	Fonds à court terme	Placement auprès d'autres banques	Total
	UC	UC	UC	UC	UC
Transport & Infrastructures	190 092 967	-	-	-	190 092 967
Energie	142 634 092	-	-	-	142 634 092
Finance	77 836 235	24 235 929	-	61 004 272	163 076 436
Industrie Mines et Carrières	50 547 164	-	-	-	50 547 164
Hotel et Tourisme	41 199 014	-	-	-	41 199 014
Communications et Technologies	35 172 136	-	-	-	35 172 136
Agriculture et développement rural	34 962 470	-	-	-	34 962 470
Total	572 444 078	24 235 929	-	61 004 272	657 684 279
Provision pour pertes sur créances	(21 619 516)	-	-	(610 043)	(22 229 559)
Valeur nette comptable	550 824 562	24 235 929	-	60 394 229	635 454 720

4.1.5. Qualité du crédit

La Banque gère la qualité de crédit de ses actifs financiers au moyen de cotes de crédit internes. La Banque a pour politique de maintenir des cotes de risque précises et cohérentes pour l'ensemble du portefeuille de crédit. Cela facilite la gestion ciblée des risques applicables et la comparaison des expositions

de crédit entre tous les secteurs d'activité, régions géographiques et produits. Le système de notation s'appuie sur diverses analyses financières en combinaison avec des informations de marché traitées pour fournir les principales données nécessaires à la mesure du risque de contrepartie. Toutes les notations de risque internes sont adaptées aux

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

diverses catégories et sont établies conformément à la politique de notation de la Banque. Les cotes de risque attribuables sont évaluées et mises à jour régulièrement.

La qualité de crédit des prêts et avances de la Banque se répartit comme suit :

Prêts et avances de l'étape 1

Il s'agit de prêts et avances dont la qualité du crédit ne s'est pas détériorée de manière significative depuis leur comptabilisation initiale ou qui présentent un risque de crédit faible (lorsque la simplification facultative est appliquée) à la date de clôture. Ils sont considérés comme des crédits « performants » et sont notés 1 dans le système interne de notation du risque de crédit de la Banque.

Il s'agit de prêts et d'avances dont la qualité du crédit s'est considérablement détériorée depuis leur comptabilisation initiale mais pour lesquels on n'a pas de preuve objective d'un événement entraînant une perte de crédit. Celles-ci sont considérées comme « crédit figurant sur la liste de surveillance » dans le système interne d'évaluation du risque de crédit de la Banque et sont notées 2.

Prêts et avances de l'étape 3

Il s'agit de prêts et d'avances pour lesquels il existe des preuves objectives d'un événement entraînant une perte de crédit. La classification à l'étape 3 est déterminée, soit par l'identification d'une perte de valeur du crédit, soit par une exposition classée en défaut. Ces prêts sont considérés comme « non performants » dans le système interne d'évaluation du risque de crédit de la Banque et sont notés 3 ou 4.

Tous les prêts et avances sont classés comme suit au cours de la période correspondante :

Ni en retard de paiement ni dépréciés

Il s'agit de prêts et de titres pour lesquels les intérêts contractuels ou les remboursements de capital ne sont pas échus.

En souffrance mais non déprécié

Il s'agit de prêts et titres dont les intérêts contractuels ou le principal sont échus, mais pour lesquels la Banque estime que la dépréciation n'est pas appropriée compte tenu du niveau de sûreté ou de garantie disponible et/ou du stade de recouvrement des montants dus à la Banque.

Prêts et titres dépréciés

Les prêts et titres dépréciés sont des prêts et titres pour lesquels la Banque estime la probabilité de ne pas être en mesure de recouvrer la totalité du capital et des intérêts dus, conformément aux conditions contractuelles du ou des accords ou de titres. Il s'agit de prêts et des titres spécifiquement dépréciés.

Prêts à conditions renégociées

Les modalités contractuelles d'un prêt peuvent être modifiées pour un certain nombre de raisons, notamment l'évolution des conditions du marché, la fidélisation de la clientèle et d'autres facteurs non liés à une détérioration actuelle ou potentielle du crédit du client. La Banque renégocie les prêts aux clients afin de maximiser les opportunités de recouvrement et de minimiser le risque de défaillance. Les conditions révisées des facilités renégociées comprennent généralement la prorogation de l'échéance, la modification du calendrier des paiements des intérêts et les modifications des conditions de l'accord de prêt. Au 31 décembre 2019 aucun prêt ni autres actifs financiers dont les conditions ont été renégociées ne figurait au portefeuille (en décembre 2018 : aucun).

Évaluation de la dépréciation selon la norme IFRS 9

La Banque évalue sa dépréciation aux fins de la présentation des états IFRS en utilisant le modèle « prospectif » de « perte attendue sur crédit » conformément aux dispositions de la norme IFRS 9 - Instruments financiers.

La Banque comptabilise une provision pour pertes de crédit attendues pour tous les prêts et autres actifs financiers non détenus en juste valeur par le biais du compte de résultat ainsi que pour les engagements de prêts et les contrats de garantie financière. La provision se fonde sur les pertes de crédit attendues associées à la probabilité de défaut sur les 12 mois à venir à moins qu'il n'y ait eu une augmentation importante du risque de crédit depuis la constitution du dossier de prêt, auquel cas la provision se fonde sur la probabilité de défaut pendant la durée de vie de l'actif.

L'évaluation des pertes de crédit attendues se fonde sur le produit de la probabilité de défaut (PD) de la perte en cas de défaut (PCD) et de l'exposition en cas de défaut (ECD) de l'instrument actualisée à la date de clôture au taux d'intérêt effectif.

Le modèle des pertes de crédit attendues comporte trois étapes. La Banque comptabilise une provision

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

pour pertes attendues sur les 12 mois à venir lors de la comptabilisation initiale (étape 1) et une provision pour pertes attendues sur toute la durée de vie des actifs lorsqu'il y a eu une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale (étape 2). L'étape 3 requiert des preuves objectives de la dépréciation d'un actif et dans ce cas, une provision pour pertes de crédit attendues sur toute sa durée de vie est alors comptabilisée.

Politique de radiation

La Banque procède à la radiation d'un solde de prêt ou de garantie (et toute provision connexe pour pertes de valeur) lorsque le service du crédit détermine que les prêts sont irrécouvrables. Cette décision est prise après avoir pris en compte des informations telles que la survenance de changements importants

dans la situation financière de l'emprunteur de sorte que celui-ci ne peut plus payer l'obligation ou que le produit de la garantie ne sera pas suffisant pour rembourser la totalité du risque.

Exposition au risque de crédit

Les tableaux suivants présentent une analyse de l'exposition de la Banque au risque de crédit par catégorie d'actifs financiers par notation interne et par «étape» sans tenir compte des effets de toute garantie ou autre rehaussement de crédit. Sauf indication contraire pour les actifs financiers, les valeurs figurant dans le tableau représentent les valeurs brutes comptables. Pour les engagements de prêts et les contrats de garantie financière, les montants dans le tableau représentent respectivement les montants engagés ou garantis.

Prêts et avances à la clientèle au coût amorti	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Rachat Déprécié	Total
31-décembre-20	ECL sur les 12 mois à venir	Durée de vie de l' ECL	Durée de vie de l'ECL		
Grades 1-3: Risque faible à moyen	511 282 214	-	-	-	511 282 214
Grades 4-5: En surveillance	-	20 838 836	-	-	20 838 836
Grades 6-8 : De qualité inférieure	-	-	-	-	-
Grade 9 : Douteux	-	-	-	-	-
Grades 9-10 : Déprécié	-	-	40 323 028	-	40 323 028
Valeur comptable brute	511 282 214	20 838 836	40 323 028	-	572 444 078
Provision pour créance douteuse	(3 700 510)	(3 798 083)	(14 120 923)	-	(21 619 516)
Valeur comptable	507 581 704	17 040 753	26 202 105	-	550 824 562

Placement auprès d'autres banques	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Rachat Déprécié	Total
31 décembre 2020	ECL sur les 12 mois à venir	Durée de vie de ECL	Durée de vie de ECL		
Grades 1-3: Risque faible à moyen	85 240 201	-	-	-	85 240 201
Grades 4-5: En surveillance	-	-	-	-	-
Grades 6-8 : De qualité inférieure	-	-	-	-	-
Grade 9 : Douteux	-	-	-	-	-
Grades 9-10 : Déprécié	-	-	-	-	-
Valeur comptable brute	85 240 201	-	-	-	185 240 201
Allocation de perte	(610 043)	-	-	-	(610 043)
Valeur comptable	84 630 158	-	-	-	84 630 158

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

Au 31 décembre 2020		Prêts aux clients
		UC
Ni en souffrance ni altéré		511 282 214
En souffrance mais non altéré		20 838 836
Dépréciation		40 323 028
Montant brut		572 444 078
Moins dépréciation:		
Collectif		
Spécifique		(21 619 516)
Montant net		550 824 562

Prêts et avances à la clientèle au coût amorti	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Rachat Déprécié	Total
31-décembre-19	ECL sur les 12 mois à venir	Durée de vie de l' ECL	Durée de vie de l'ECL		
Grades 1-3: Risque faible à moyen	484 091 384	-	-	-	484 091 384
Grades 4-5: En surveillance	-	23 992 682	-	-	23 992 682
Grades 6-8 : De qualité inférieure	-	-	-	-	-
Grade 9 : Douteux	-	-	-	-	-
Grades 9-10 : Déprécié	-	-	43 936 155	-	43 936 155
Valeur comptable brute	484 091 384	23 992 682	43 936 155	-	552 020 221
Provision pour créance douteuse	-	-	(21 286 826)	-	(21 286 826)
Valeur comptable	484 091 384	23 992 682	22 649 329	-	530 733 395

Placement auprès d'autres banques	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Rachat Déprécié	Total
31 décembre 2019	ECL sur les 12 mois à venir	Durée de vie de ECL	Durée de vie de ECL		
Grades 1-3: Risque faible à moyen	13 796 492	-	-	-	13 796 492
Grades 4-5: En surveillance	-	-	-	-	-
Grades 6-8 : De qualité inférieure	-	-	-	-	-
Grade 9 : Douteux	-	-	-	-	-
Grades 9-10 : Déprécié	-	-	-	-	-
Valeur comptable brute	13 796 492	-	-	-	13 796 492
Allocation de perte	-	-	-	-	-
Valeur comptable	13 796 492	-	-	-	13 796 492

Au 31 décembre 2019		Prêts aux clients
		UC
Ni en souffrance ni altéré		484 091 384
En souffrance mais non altéré		23 992 682
Dépréciation		43 936 155
Montant brut		552 020 221
Moins dépréciation:		
Collectif		
Spécifique		(21 286 826)
Montant net		530 733 395

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

Provision pour pertes

La provision pour pertes comptabilisée au cours de la période est influencée par divers facteurs tels que décrit ci-après:

- Transferts entre la phase 1 et les phases 2 ou 3 pour cause d'instruments financiers qui enregistrent une importante augmentation (ou une diminution) du risque de crédit ou dont le crédit a subi une dépréciation au cours de la période ainsi que de l'augmentation» (ou «diminution») consécutive entre l'ECL sur les 12 mois à venir et l'ECL à vie;
- Provisions supplémentaires pour les nouveaux instruments financiers comptabilisés au cours de la période ainsi que les reprises pour les instruments financiers décomptabilisés au cours de la période;
- Incidence sur la mesure de l'ECL dû aux changements dans PD, ECD et PCD au cours de

la période résultant de la mise à jour régulière des données d'entrée dans les modèles;

- Impacts sur la mesure de l'ECL dus aux modifications apportées aux modèles et aux hypothèses;
- Réduction de l'escompte au sein de l'ECL en raison du temps écoulé, l'ECL étant mesurée sur la base de la valeur actuelle;
- Transactions de change pour les actifs libellés en monnaies étrangères et autres mouvements; et
- Actifs financiers décomptabilisés au cours de l'exercice et les radiations de provisions liées aux actifs radiés au cours de l'exercice.

Les tableaux ci-dessous analysent l'évolution de la provision pour pertes au cours de l'exercice par catégorie d'actifs.

Provision pour pertes - prêts et avances à la clientèle au coût amorti

	Etape 1	Etape 2	Etape 3		Total
	ECL sur les 12 mois à venir	Durée de vie ECL	Durée de vie ECL	Rachat Déprécié	
Provision pour créance douteuse au 1 ^{er} janvier 2020	(389 423)		(21 286 826)	-	(21 676 249)
Mouvements avec impact produits et charges:					
Transferts:					
Transferts de l'étape 1 à l'étape 2	-	-	-	-	-
Transferts de l'étape 1 à l'étape 3					
Transferts de l'étape 2 à l'étape 1					
Augmentations / (diminutions) dues à la variation du risque de crédit	(3 311 087)	(3 798 083)	7 165 903	-	56 733
Provision supplémentaire pour les nouveaux actifs financiers					
Déblocage de la provision pour actifs financiers décomptabilisés					
Changements dans les hypothèses et les méthodologies du modèle					
Transactions de change et autres mouvements	-	-	-	-	-
Total des charges nettes	(3 311 087)	(3 798 083)	(7 165 903)	-	(56 733)
Provision pour créance douteuse au 31 décembre 2020	(3 700 510)	(3 798 083)	(14 120 723)		(21 619 516)

Les importantes variations de la valeur comptable brute des actifs financiers qui ont contribué aux variations de la provision pour pertes se présentent comme suit:

- Le remboursement structuré d'une partie importante des prêts et avances de l'étape 1 à la clientèle qui a entraîné une diminution du portefeuille de prêts brut et de la provision pour pertes sur prêts des prêts et des avances de l'étape 1.

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

Le tableau ci-dessous fournit des informations supplémentaires sur les importantes variations de la valeur comptable brute des actifs financiers au cours de la période ayant contribué aux modifications de la provision pour perte.

Valeur comptable brute - Prêts et avances à des clients au coût amorti

	Etape 1	Etape 2	Etape 3		Total
	ECL sur les 12 mois à venir	Durée de vie de l'ECL	Durée de vie de l'ECL	POCI	
Provision pour créance douteuse au 1er janvier 2019	(1 148 998)	(2 686 957)	(58 697 075)	-	(62 533 030)
Variations de la valeur comptable brute	-	-	-	-	-
Transfert à l'étape 1	-	-	-	-	-
Transfert à l'étape 2	-	-	-	-	-
Transfert à l'étape 3	-	-	-	-	-
Augmentations / (diminutions) dues à la variation du risque de crédit	1 148 998	2 686 957	37 410 249	-	41 246 204
Nouveaux actifs financiers créés ou achetés	-	-	-	-	-
Actifs financiers qui ont été décomptabilisés	-	-	-	-	-
Radiations	-	-	-	-	-
Autres changements	-	-	-	-	-
Total des charges nettes			(21 286 826)		(21 286 826)
Valeur comptable brute au 31 décembre 2019					
Provision pour créances douteuses au 31 décembre 2019	-	-	-	-	(21 286 826)

Garantie pour crédit

La Banque détient des sûretés sur des prêts et avances à la clientèle sous forme d'espèces, de bons du Trésor/certificats de trésorerie, d'actions de sociétés cotées et de bonne réputation, d'hypothèques légales, d'emprunts obligataires et de garanties. Les estimations de la juste valeur se fondent sur la valeur des garanties évaluées au moment de l'emprunt et mises à jour périodiquement.

Généralement, les garanties ne sont pas détenues sur des placements auprès d'autres banques sauf lorsque les titres sont détenus dans le cadre d'opérations de prise en pension et d'emprunt de titres. Les garanties ne sont généralement pas non plus détenues contre des titres de placement.

Les autres garanties sont principalement la domiciliation des paiements (ventes, factures, salaires, indemnités et prestations de fin de contrat) le privilège sur les documents d'expédition, les garanties d'entreprise et autres garanties similaires.

Les autres actifs financiers comprenant l'encaisse et le solde bancaire (y compris les avoirs auprès de la banque centrale) les titres de placement et les comptes débiteurs ne sont pas garantis. Les placements de la Banque dans des titres d'État ainsi que les soldes détenus auprès des autres banques ne sont pas considérés comme nécessitant des garanties en raison de leur nature souveraine.

(ii) Risque de liquidité

La Banque définit le risque de liquidité comme étant le risque que la Banque éprouve des difficultés à honorer les obligations liées à ses passifs financiers qui sont réglés par la remise de trésorerie ou d'un autre actif financier.

La Banque a pour politique de maintenir des liquidités suffisantes en tout temps et pour toutes les devises. Par conséquent la Banque compte pouvoir faire face à toutes ses obligations, rembourser les déposants, honorer ses engagements de prêt et tout autre engagement.

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

Une part importante des actifs de la Banque est financée par les contributions des États membres et par des emprunts obligataires/et autres emprunts des banques. De par leur nature et leur échéance, ils sont très diversifiés et représentent une source

stable de fonds. Les prêts sont normalement financés par des dettes libellées dans la même devise.

Une analyse des différentes échéances des actifs et passifs de la Banque est présentée ci-après.

Échéances des actifs et passifs

2020				
Éléments d'actif	3-6 mois UC	6-12 mois UC	12 mois UC	2020 UC
Trésorerie et solde bancaire	24 235 929	-	-	24 235 929
Actifs financiers évalués au coût amorti	-	60 394 229	-	60 394 229
Prise de participation	-	-	30 921 666	30 921 666
Prêts et avances	-	-	550 824 562	550 824 562
Contribution aux fonds gérés	-	9 068 370	-	9 068 370
Comptes de liaison	-	-	-	-
Autres actifs	2 058 392	-	-	2 058 392
Total de l'actif	26 294 321	69 462 599	581 746 228	677 503 148
Passif				
Créditeurs divers	3 573 155	-	-	3 573 155
Obligations au titre des prestations définies	-	-	5 449 166	5 449 166
Emprunts	-	-	374 073 519	374 073 519
Fonds gérés	-	-	21 412 553	21 412 553
Comptes Inter-institutionnels	-	-	2 949 394	2 949 394
Total du passif	3 573 155	-	403 884 632	407 457 787

Une analyse des différentes catégories d'actifs et passifs financiers de la Banque est présentée ci-après.

2019				
Éléments d'actif	3-6 mois UC	6-12 mois UC	12 mois UC	2019 UC
Trésorerie et solde bancaire	13 796 492	-	-	13 796 492
Actifs financiers évalués au coût amorti	-	-	90 832 305	90 832 305
Prise de participation	-	-	34 786 111	34 786 111
Prêts et avances	-	-	530 733 395	530 733 395
Contribution aux fonds gérés	-	9 068 370	-	9 068 370
Comptes de liaison	-	-	62	62
Autres actifs	-	3 845 531	-	3 845 531
Immobilisations corporelles	-	-	28 853 589	28 853 589
Total de l'actif	13 796 492	12 913 901	685 205 462	711 915 855
Passif				
Créditeurs divers	-	5 954 086	-	5 954 086
Obligations au titre des prestations constituées	-	-	9 319 935	9 319 935
Emprunts	-	-	377 615 682	377 615 682
Fonds gérés	-	-	19 835 628	19 835 628
Comptes de liaison	-	-	2 940 400	2 940 400
Total du passif	-	5 954 086	408 549 429	415 665 731

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
 POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

Catégories d'actifs et passifs financiers

2020					
	Juste valeur par le biais du compte de résultat	Coût amorti	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Valeur comptable totale	Juste valeur totale
Actifs	UC	UC	UC	UC	UC
Trésorerie et solde bancaire	-	24 235 929	-	24 235 929	24 235 929
Autres actifs		2 058 392		2 058 392	2 058 392
Actifs financiers au coût amorti	-	60 394 229	-	60 394 229	60 394 229
Prise de participation	2 699 652	-	28 222 014	30 921 666	30 921 666
Prêts et avances	-	550 824 562	-	550 824 562	550 824 562
Contribution aux fonds gérés	-	-	9 068 370	9 068 370	9 068 370
Total de l'actif	2 699 652	637 513 112	37 290 384	677 503 148	677 503 148
Passifs					
Créditeurs divers	-	3 573 155	-	3 573 155	3 573 155
Obligations au titre des prestations définies	5 449 166			5 449 166	5 449 166
Emprunts	-	374 073 519	-	374 073 519	374 073 519
Fonds gérés	-	21 412 553	-	21 412 553	21 412 553
Total du passif	5 449 166	399 059 227	-	404 508 394	404 508 394
2019					
	Juste valeur par le biais du compte de résultat	Coût amorti	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Valeur comptable totale	Juste valeur totale
Actifs	UC	UC	UC	UC	UC
Trésorerie et solde bancaire	-	13 796 492	-	13 796 492	13 796 492
Actifs financiers au coût amorti	-	90 832 305	-	90 832 305	90 832 305
Prise de participation	3 587 182	-	31 198 929	34 786 111	34 786 111
Prêts et avances	-	530 733 395	-	530 733 395	530 733 395
Contribution aux fonds gérés	-	-	9 068 370	9 068 370	9 068 370
Total de l'actif	3 587 182	635 362 192	40 267 299	679 216 673	679 216 673
Passifs					
Créditeurs divers	-	5 954 086	-	5 954 086	5 954 086
Emprunts	-	377 615 682	-	377 615 682	377 615 682
Fonds gérés	-	19 835 628	-	19 835 628	19 835 628
Total du passif	-	403 405 396	-	403 405 396	403 405 396

La Banque présente l'état de l'expiration contractuelle par échéance des passifs et engagements éventuels de la Banque. Chaque engagement de prêt non utilisé est inclus dans la plage de temps contenant la date la plus proche à laquelle il peut être utilisé. Toutefois, aucune garantie financière ni lettre de crédit n'existait au 31 décembre 2019 (2018 : aucune).

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

(iii) Risques de marché Gestion du risque de marché

La Banque reconnaît le risque de marché comme étant l'exposition créée par les variations potentielles des prix et des taux du marché tels que les taux d'intérêt les cours des actions et les taux de change. La Banque est exposée au risque de marché découlant principalement des opérations axées sur la clientèle.

Le risque de marché est géré par le Département de l'analyse des Risque (DAR) de marché de la Banque qui est supervisée par le Comité actifs passifs et qui réexamine des politiques, procédures et niveaux de tolérance au risque en termes de valeur à risque (« VAR »). Les politiques couvrent à la fois les portefeuilles de négociation et les portefeuilles bancaires de la Banque. Les éléments n'appartenant pas au portefeuille de négociation sont définis comme portefeuille bancaire. Les limites sont proposées par les entreprises dans le cadre d'une politique convenue.

Le DAR approuve également les limites dans le cadre des pouvoirs qui lui sont conférés et surveille les risques en fonction de ces limites. Des limites supplémentaires sont imposées à certains instruments et à certaines concentrations de devises, le cas échéant. Des mesures de sensibilité sont utilisées en plus de la VaR comme outils de gestion des risques.

Les modèles de VaR sont testés rétrospectivement par rapport aux résultats réels, afin de s'assurer du maintien des niveaux d'exactitude prédéfinis. Le DAR de la Banque complète la mesure de la VAR en effectuant régulièrement des simulations de crise pour mettre en évidence les risques potentiels

pouvant découler d'événements extrêmes rares mais plausibles sur les marchés. Les simulations de crise font partie intégrante du cadre de gestion du risque de marché et tiennent compte à la fois des événements historiques du marché et des scénarios prospectifs. Des scénarios ad hoc sont également préparés en fonction des conditions spécifiques du marché. Les portefeuilles de négociation et les portefeuilles bancaires font l'objet d'une méthode uniforme de simulation de crise.

Les scénarios de simulation font l'objet de régulières mises à jour pour tenir compte de l'évolution du profil de risque et des événements économiques. Le DAR a la responsabilité d'examiner les risques de défaut et au besoin d'appliquer des réductions de l'exposition globale au risque de marché. Il tient également compte des résultats des simulations de crise dans le cadre de sa surveillance de la tolérance au risque. La méthode de simulation de crise suppose que les mesures prises par la Haute direction seraient limitées pendant un événement de crise ce qui se traduit par la diminution de liquidité qui se produit souvent. Des plans d'urgence existent et l'on peut s'y fier en cas de crise de liquidité. La Banque dispose également d'un comité de gestion de la crise de liquidité qui veille également à l'application de ses politiques.

Risque de change

Les risques de change de la Banque comprennent les risques de change liés au portefeuille de négociation et les risques de change liés au portefeuille bancaire. Les risques de change découlent principalement des transactions. La concentration de la contre-valeur des actifs et passifs libellés en monnaie étrangère et en UC des éléments hors bilan se présente comme suit :

Éléments d'actifs	USD UC	GBP UC	EURO UC	CFA UC	Others UC	2020 UC
Trésorerie solde bancaire	7 609 147	(4)	7 166 621	9 104 640	355 525	24 235 929
Actifs financiers au coût amorti	26 096 759	708 920	8 456 777	22 251 010	2 880 763	60 394 229
Prise de participation	17 718 117	-	642 544	12 561 005	-	30 921 666
Prêts et avances	271 027 3309	-	46 481 409	230 130 416	3 185 407	550 824 562
Contribution aux fonds gérés	8 507 861	-	560 509	-	-	9 068 370
Comptes de liaison	-	-	-	-	-	-
Total de l'actif	330 959 214	708 916	63 307 860	274 047 071	6 421 695	675 444 756
Passif						
Créditeurs divers	2 330 577	-	851 251	396 669	(5 341)	3 573 155
Emprunts	239 147 742	-	40 611 385	94 314 392	-	374 073 519
Fonds gérés	(8 159 649)	1 538 943	4 963 896	22 965 945	103 418	21 412 553
Comptes de liaison	1 276 796	1 240 207	(27 285)	457 078	2 598	2 949 394
Total du passif	234 595 466	2 779 150	46 399 247	118 134 084	100 675	402 008 621

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

	USD	GBP	EURO	CFA	Others	2019
Éléments d'actifs	UC	UC	UC	UC	UC	UC
Trésorerie solde bancaire	9 656 900	431	714 612	3 245 032	179 517	13 796 492
Actifs financiers au coût amorti	37 116 534	713 895	-	53 001 876	-	90 832 305
Prise de participation	20 997 357	-	688 575	13 100 179	-	34 786 111
Prêts et avances	278 985 789	-	37 565 172	214 182 434	-	530 733 395
Contribution aux fonds gérés	8 507 861	-	560,509	-	-	9 068 370
Comptes de liaison	62	-	-	-	-	62
Total de l'actif	355 264 503	714 326	39 528 868	283 529 521	179 517	679 216 735
Passif						
Créditeurs divers	2 382 057	11 155	2 143 160	1 423 055	(5 341)	5 954 086
Emprunts	254 224 824	-	20 544 066	102 846 792	-	377 615 682
Fonds gérés	(7 795 766)	1 567 228	4 754 919	21 210 184	99 063	19 835 628
Comptes de liaison	1 279 731	1 263 002	(26 136)	423 803	-	2 940 400
Total du passif	250 090 846	2 841 385	27 416 009	125 903 834	93 722	406 345 796

Un changement de 100 points de base des taux de change à la date de déclaration aurait eu une incidence sur les capitaux propres et le résultat net des montants indiqués ci-dessous :

2020	100 pb	100 pb
	Augmentation	Diminution
	UC	UC
Gain de changes	280 934	(280 934)
Perte de changes	(311 597)	311 597
Impact net	(30,663)	30 663

2019		
	Augmentation	Diminution
	UC	UC
Gain de changes	529 779	(529 779)
Perte de changes	(539 450)	539 450
Impact net	(9 671)	9 671

Exposition de taux d'intérêt

Le principal risque auquel les portefeuilles bancaires sont exposés est le risque de perte découlant des fluctuations des flux de trésorerie futurs ou de la juste valeur des instruments financiers en raison d'une variation des taux d'intérêt du marché. Le risque de taux d'intérêt est géré principalement au moyen du suivi des écarts de taux d'intérêt et par l'établissement de limites préalablement approuvées pour la nouvelle tarification. Le Comité actifs passifs est l'organe de suivi pour le respect de ces limites et est assisté par le DAR de la Banque dans ses activités de suivi quotidien.

La gestion du risque de taux d'intérêt par rapport aux limites de l'écart de taux d'intérêt est complétée par la surveillance de la sensibilité des actifs et passifs financiers de la Banque au regard de divers scénarii de taux d'intérêt standard et non standard. Les scénarii standard qui sont considérés sur une base mensuelle comprennent une baisse ou une hausse parallèle de 100 points de base (pb) des taux d'intérêt du marché.

Une variation de 100 points de base des taux d'intérêt à la date de clôture aurait eu un impact sur les capitaux propres et le résultat pour des valeurs d'un montant tel que suit :

2020	100 pb	100 pb
	Augmentation	Diminution
	UC	UC
Impact des revenus en intérêts	240 993	(240 993)
Impact des dépenses en intérêts	(140 953)	140 953
Impact net	100 040	(100 040)

2019		
	Augmentation	Diminution
	UC	UC
Impact des revenus en intérêts	293 995	(293 995)
Impact des dépenses en intérêts	(135 258)	135 258
Impact net	158 738	(158 738)

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

5. Gestion du capital

Capital déclaré

Le capital de la BIDC est analysé à deux niveaux:

- Les fonds propres de catégorie 1 qui comprennent la souscription au capital des États membres, la contribution des autres parties prenantes, les excédents de revenu/les bénéfices non distribués et d'autres ajustements réglementaires relatifs à des éléments inclus dans les capitaux propres mais traités différemment aux fins d'adéquation des fonds propres;
- Les fonds propres de catégorie 2 qui comprennent les passifs subordonnés éligibles.

Au cours de la période sous revue la Banque ne disposait d'aucun capital de deuxième catégorie.

La politique de la Banque consiste à maintenir une base de capital solide afin de garder la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et de soutenir le développement futur de l'entreprise. L'impact du niveau des fonds propres sur le rendement des action est également reconnu et la Banque reconnaît la nécessité de maintenir un équilibre entre les rendements les plus élevés qui pourraient être possibles avec un effet de levier plus important et les avantages et la sécurité que garantit une situation saine de fonds propres.

La situation du capital de la Banque au 31 décembre se présente comme suit :

	2020	2019
	UC	UC
Capital déclaré	301 114 684	299 381 523
Excédent de revenus	(4 530 017)	(7 216 050)
Autre réserve	1 493 122	4 084 651
	298 077 789	296 250 124

Actifs à risques pondérés

	2020	2019
	UC	UC
Risque de crédit	550 824 562	530 733 395
Risque du marché	-	-
Risque opérationnel	2 262 648	2 262 648
Total des actifs pondérés	553 087 210	532 996 043
Capital total exprimé en pourcentage du total des actifs pondérés	53,89%	55,58%

Allocation des fonds propres

La répartition du capital entre les activités et opérations spécifiques est dans une large mesure motivée par l'optimisation du rendement obtenu sur le capital alloué. Le montant de capital alloué à chaque opération ou activité se fonde principalement sur le capital réglementaire; mais dans certains cas, les exigences réglementaires ne reflètent pas entièrement le degré variable de risque associé aux différentes activités. Dans de telles situations, les exigences de fonds propres peuvent être assouplies pour tenir compte de profils de risque différents, sous réserve du niveau global des fonds propres nécessaires pour soutenir une opération ou une activité particulière qui n'est pas en deçà du minimum requis à des fins réglementaires.

Le processus d'allocation de capital à des opérations et activités spécifiques s'effectue indépendamment des responsables de l'opération et sous le contrôle du Comité actifs/ passifs de la Banque. Le Conseil d'administration procède à un examen régulier des politiques de la Banque en matière de gestion et d'allocation du capital.

6. Engagements donnés et passifs éventuels

6. a Engagements de Prêts donnés	2020	2019
	UC	UC
Engagements donnés	387 159 879	342 732 783
Poursuites judiciaires en cours	-	-

(ii) Engagements pour dépenses en capital

Aucun n'actif donné en garantie d'engagement pris en fin d'année.

6. b Passifs éventuels

	2020	2019
	UC	UC
Passifs éventuels	81 786 967	80 051 013

Il s'agit d'engagements relatifs à des lettres de crédit commerciales et à des garanties. (Déduction faite des dépôts de garantie).

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

7. Classification de la juste valeur des instruments financiers

Principes d'évaluation

La juste valeur des instruments financiers correspond au prix de vente d'un actif ou au prix payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction ordonnée sur le marché principal (ou le plus avantageux) à la date d'évaluation dans les conditions actuelles du marché (c'est-à-dire un prix de sortie) que ce prix soit directement observable ou estimé au moyen d'une autre technique d'évaluation.

Afin de montrer comment les justes valeurs ont été calculées, les instruments financiers sont classés selon une hiérarchie de techniques d'évaluation comme ci-dessous indiqué.

Gestion de l'évaluation

La méthode de la juste valeur de la Banque et la gouvernance de ses modèles incluent un certain

nombre de contrôles et autres procédures visant à s'assurer que des garanties appropriées sont en place pour en assurer la qualité et la pertinence. Toutes les nouvelles initiatives relatives aux produits (y compris leurs méthodes d'évaluation) sont sous réserve des approbations de divers Départements de la Banque y compris les Départements des risques et des finances. La responsabilité de la mesure continue incombe aux divisions des opérations et autres divisions.

Une fois soumises, les estimations de la juste valeur sont également examinées et contestées par les Départements des Risques et des Finances. Le processus indépendant de vérification des prix aux fins de présentation de rapports financiers relève de la Division de la Trésorerie qui dépend du Département des Finances et Comptabilité.

Le tableau ci-dessous présente une analyse des instruments financiers évalués à la juste valeur à la fin de la période sous revue par niveau de hiérarchie et par classification des évaluations à la juste valeur.

	Niveau 1 UC	Niveau 2 UC	Niveau 3 UC	Total UC
2020				
Instrument de capitaux propres	2 699 652	28 222 014	-	30 921 666
Total au 31 décembre 2019	2 699 652	28 222 014	-	30 921 666

	Niveau 1 1UC	Niveau 2 1UC	Niveau 3 1UC	TOTAL 1UC
2019				
Instrument de capitaux propres	3 587 182	31 198 929	-	34 786 111
Total au 31 décembre 2018	3 587 182	31 198 929	-	34 786 111

La juste valeur des instruments classés au niveau 1 (voir ci-dessus) a été calculée à partir des prix cotés pour ces instruments financiers. La juste valeur des instruments classés au niveau 2 (voir ci-dessus) a

été calculée selon la méthode des flux de trésorerie actualisés. Le taux de commission lié au risque ajusté en fonction du risque de crédit a été utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs.

8. Intérêts créditeurs

Le total du revenu d'intérêts calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) est le suivant :

	2020 UC	2019 UC
Intérêts sur prêts	20 564 083	25 560 546
Intérêts pour retard de paiements	592 077	1 801 911
Intérêts sur dépôts à terme	1 279 402	993 795
Intérêt sur comptes courants	1 663 726	1 043 307
Total	24 099 288	29 399 559

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

9. Intérêts débiteurs

Le total des intérêts débiteurs est calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) pour les passifs financiers évalués au coût amorti.

	2020	2019
	UC	UC
Intérêts sur ligne de crédit	7 702 608	8 593 202
Intérêts sur emprunts obligataires	6 042 727	4 661 684
Frais sur emprunts obligataires	349 947	270 906
Charges financières	14 095 282	13 525 792

10. Revenus de Frais et commissions

	2020	2019
	UC	UC
Commission	1 000 512	1 360 162
Commission de garantie	217 036	114 119
Commission d'engagement	1 375 308	992 969
Services facturés	83 835	11 580
Total des commissions découlant du contrat avec les clients	2 676 691	2 478 830

11. Charges de frais et commissions

	2020	2019
	UC	UC
Commission	233 341	45 739
Total des frais et commissions	233 341	45 739

12. Autres produits/(Charges)

	2020	2019
	UC	UC
Différence de change	(3 066 300)	(967 118)
Recouvrement de créances amorties	4 989 512	1 313 436
Coût des prestations fournies	3 070 693	-
Coûts nets des prestations	(914 366)	500 000
Produits divers	1 139 917	999 022
Revenus de dividendes	151 142	1 023 612
Revenus locatif (note 12.1)	51 904	89 208
Cessions d'éléments d'actif	(64 946)	-
Total	5 357 557	2 958 160

Les produits divers concernent les commissions sur les transactions en devises.

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

12.1. Revenus locatifs

La Banque loue une partie non significative de ses locaux en vertu d'un contrat de location simple. Les revenus locatifs portent sur les divers loyers gagnés au cours de l'exercice. Le contrat de location couvre une période d'un an et il n'y a pas de loyer minimum à recevoir à la date de clôture.

13. Autres frais d'exploitation

	2020	2019
	UC	UC
Frais généraux	1 284 755	611 933
Etudes et évaluation de projets	476 587	573 933
Réparations et entretien des bureaux	729 840	780 955
Missions officielles	199 331	751 239
Frais de conférence	285 901	967 777
Imprimerie et papeterie	293 209	253 076
Poste et télécommunication	153 100	148 572
Honoraires d'audit	64 373	121 167
Publicité	51 304	72 726
Entretien des véhicules	53 841	80 383
Total	3 592 241	4 360 919

14. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2020	2019
	UC	UC
Encaisse	7 529 737	27 009
Soldes avec d'autres banques	16 576 229	10 776 073
Dépôts à vue	129 963	2 993 410
Total	24 235 929	13 796 492

15. Actifs financiers au coût amorti

	2020	2019
	UC	UC
Dépôts à terme	60 394 229	90 832 305

15.1 Mouvement des actifs financiers au coût amorti

	2020	2019
	UC	UC
Solde au 1er janvier	90 832 305	52 355 702
Variation (diminution/Augmentation)	(29 828 033)	38 476 603
Dépréciations	(610 043)	-
Solde au 31 décembre	60 394 229	90 832 305

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

16. Placements en actions

16.1 Investissements cotés (Classé à la juste valeur par le biais du compte de résultat)

	2020	2019
	UC	UC
Solde au 1er janvier	3 587 182	7 495 298
Diminution de participation	-	(2 957 202)
Juste valeur par le biais du compte de résultat	(887 530)	(950 914)
Solde au 31 décembre	2 699 652	3 587 182

Composition des investissements cotés	2020	2019
	UC	UC
Cotés		
Ecobank Transnational Incorporated (ETI)	2 699 652	3 587 182
	2 699 652	3 587 182

16.2 Placements non cotés (Évalués à la juste valeur dans les autres éléments du résultat global)

	2020	2019
	UC	UC
Solde au 1er janvier	28 084 276	21 115 470
Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(2 591 529)	2 971 707
Variation	153 788	2 997 099
Solde au 31 décembre	25 646 535	28 084 276
Composition des titres non cotés		
Africa Food Security	1 160 834	387 472
AHL Marriott African	100 000	691 448
African Renewable Energy Fund (AREF)	8 014 036	8 046 192
Banque Nationale d'Investissement Gestion	51 121	-
Fidelis Finance	946 659	775 154
Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire (CRRH)	901 419	722 000
Liberian Bank for Development and Investment (LBDI)	1 645 255	1 577 518
Oragroupe	7 263 868	6 339 699
ASKY Airlines	3 952 037	6 446 901
Fonds Africain de l'Agriculture	946 152	2 409 317
West African Emerging Markets Growth Fund (WAEMGF)	665 154	688 575
	25 646 535	28 084 276

16.3 Titres de créances (classés à la juste valeur par le biais du résultat global)

	2020	2019
	UC	UC
Solde au 1er janvier	3 114 653	4 143 182
Remboursement	(539 174)	(1 028 529)
Solde au 31 décembre	2 575 479	3 114 653
Composition des Obligations		
	2020	2019
	UC	UC
Obligations du Sénégal	2 575 479	2 929 624
Obligations du Togo	-	185 029
	2 575 479	3 114 653

Les instruments cotés se rapportent à l'investissement Ecobank Transnational International.

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
 POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

17. Prêts et avances

	2020	2019
	UC	UC
Prêts octroyés aux États membres	1 111 450 432	1 063 444 795
Montants non décaissés	(387 159 882)	(347 700 667)
Montants décaissés	724 290 550	715 744 128
Remboursements en capital	(164 513 845)	(179 319 166)
Prêts bruts	559 776 705	536 424 962
Intérêts sur Prêts	1 266 373	15 595 259
Prêts bruts	572 444 078	552 020 221
Provisions pour dépréciation (Note 17.1)	(21 619 516)	(21 286 826)
	550 824 562	530 733 395

17.1. Dépréciation des prêts et avances bruts

	2020	2019
	UC	UC
Solde au 1er janvier 2020	21 286 826	62 533 030
Annulation de prêts	-	(44 054 609)
Provisions pour prêts personnels	192 938	
Charge / (reprise) de provision pour l'année	139 752	2 808 405
Solde au 31 décembre 2019	21 619 516	21 286 826

17.2. Analyse des échéances des prêts

SECTEUR PUBLIC	2020	2019
	UC	UC
Plus de deux ans mais moins de trois ans	2 517 452	2 428 663
Plus de trois ans mais moins de quatre ans	3 336 783	5 196 901
Plus de quatre ans mais moins de cinq ans	-	-
Plus de cinq ans	334 489 111	331 415 302
	340 343 346	339 040 866
SECTEUR PRIVÉ		
Plus de deux ans mais moins de trois ans	76 992 656	75 630 834
Plus de trois ans mais moins de quatre ans	29 203 974	23 798 798
Plus de quatre ans mais moins de cinq ans	61 081 994	27 190 092
Plus de cinq ans	64 822 108	86 359 631
	232 100 732	212 979 355
TOTAL SECTEURS PUBLIC ET PRIVE	572 444 078	552 020 221

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

17.3. Analyses de prêts par secteurs d'activité

La répartition des encours de prêts au 31 Décembre 2020 et 2019 se présente comme suit:

	2020	2019
	UC	UC
SECTEUR PUBLIC		
Electricité	140 208 062	146 271 002
Communications	19 739 501	21 036 030
Transport	125 484 616	107 222 566
Agriculture et développement rural	23 688 242	14 480 195
Alimentation en eau et assainissement	9 611 369	10 390 121
Finance & industrie	11 362	6 506 210
Secteur social et multisectoriel	21 600 194	33 134 741
	340 343 346	339 040 866
SECTEUR PRIVÉ		
Electricité	2 426 030	4 155 791
Communications	15 432 635	14 496 423
Transport	8 736 668	19 167 226
Alimentation en eau et assainissement	18 116 788	9 144 120
Finance & industrie	128 372 038	97 665 292
Secteur social et multisectoriel	59 100 732	68 350 503
TOTAL SECTEUR PRIVE	232 100 732	212 979 355
TOTAL SECTEURS PUBLIC ET PRIVE	572 444 078	552 020 221

(i) Key ratios on loans and advances

- Loan loss provision ratio is 53.62% (2019: 48.45%)
- Non-Performing loan ratio excluding loss category with respect is 7.12% (2019: 7.96%)
- Ratio of fifty (50) largest exposures (gross funded and non-funded) to total exposures is 79.88% (2019: 80.64%)
- Loan/borrowing ratio 1.47 (2019: 1.46)

(iii) Ratios clés des prêts et avances

- Le ratio de provision pour pertes sur prêts est de 53,62% (2019 : 48,45 %).
- Le ratio net des prêts non productifs hors catégorie est de 7,12% (2019 : 7,96%)
- Le ratio de cinquante (50) prêts plus exposés par rapport aux expositions totales est de 79,88 % (2019 : 80,64 %)
- Ratio prêt/emprunt : 1,47 (2019 : 1,46)

18. Comptes inter-institutions

Les comptes inter-institutions représentent les montants à recevoir et à payer à d'autres organisations de la CEDEAO. Ces fonds sont utilisés pour diverses activités pour le compte de l'organisation concernée.

18.1. Comptes inter-institutions débiteurs

	2020	2019
	UC	UC
Compte liaison Organisation internationale de la Francophonie (OIF)	-	62
	-	62

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

18.2. Comptes interinstitutionnels créditeurs

	2020	2019
	UC	UC
Fonds de prévoyance de la CEDEAO	434 318	401 121
Envoyé spécial du Secrétariat exécutif	73 623	73 083
ASSISTANCE FAPA BAD/BIDC	40 410	46 134
Community Computer Centre	810	1 656
Compensation Fund	1 445 153	1 426 298
Projet BIDC/FRAA	952 542	992 108
Organisation internationale de la Francophonie (OIF)	2 538	-
	2 949 394	2 940 400

19. Fonds gérés

Ceci représente la contribution de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO et d'autres institutions de la CEDEAO dans des projets communs au sein de l'espace CEDEAO.

18.1. Contribution dans les fonds gérés

	2020	2019
	UC	UC
Fonds spécial pour les télécommunications	8 507 861	8 507 861
Organisation internationale de la Francophonie (OIF)	560 509	560 509
	9 068 370	9 068 370

18.2. Fonds gérés par contrepartie

	2020	2019
	UC	UC
Fonds spécial pour les télécommunications	21 412 553	19 835 628

20. Autres actifs

	2020	2019
	UC	UC
Charges payées d'avance	-	1 809 022
Frais d'émission d'un emprunt en charges à répartir sur plusieurs exercices.	1 223 623	1 389 324
Débiteurs	251 638	172 080
Créances sur le personnel	250 277	382 158
Fournisseurs	247 805	-
Stock de consommables	85 047	92 947
	2 058 392	3 845 531

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

21. Immobilisations corporelles

Coût	Terrain	Bâtiments	Véhicules à moteur	Équipement et aménagement: bureaux	Équipement de bureau et machines	Installations électriques	Équipement aménagement: résidences	Agencement de bureau	Équipements informatiques	Travaux en cours	Total
	UC	UC	UC	UC	UC	UC	UC	UC	UC	UC	UC
Au 1er Janvier 2020	9 990 925	20 676 490	982 688	1 329 492	1 136 399	2 349 614	234 233	3 918 237	2 092 983	486 922	43 197 983
Ajouts	-	-	555 471	79 973	109 827	431	113 695	132 904	53 178	114 255	1 159 734
Cessions	-	-	(385 144)	(8 218)	-	-	(95 708)	-	-	-	(489 070)
Au 31 décembre 2020	9 990 925	20 676 490	1 153 015	1 401 247	1 246 226	2 350 045	252 220	4 051 141	2 146 161	601 177	43 868 647
Amortissement cumulé											
Au 1er janvier 2020	-	5 871 917	690 235	1 259 380	1 038 881	1 412 565	155 494	2 504 034	1 411 888	-	14 344 394
Charges de l'exercice	-	413 568	116 819	44 626	28 816	285 506	12 511	720 818	257 814	-	1 880 478
Cessions	-	-	(322 612)	(11 118)	(66)	-	(54 856)	-	-	-	(388 654)
Au 31 décembre 2020	-	6 285 485	484 442	1 292 888	1 067 629	1 698 071	113 149	3 224 852	1 669 702	-	15 836 218
Valeur nette comptable au 31 décembre 2020	9 990 925	14 391 005	668 573	108 359	178 597	651 974	139 071	826 289	476 459	601 177	28 032 429

Les travaux en cours concernent les coûts engagés par la Banque pour développer son infrastructure informatique. Aucun des actifs acquis n'est nanti.

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
 POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

Coûts	Terrain	Bâtiments	Véhicules à moteur	Equipements et aménagements: bureaux	Equipements de bureau et machines	Installations électriques	Equipements aménagements: résidences	Agencement de bureau	Equipements informatiques	Travaux en cours	Total
	UC	UC	UC	UC	UC	UC	UC	UC	UC	UC	UC
Au 1er janvier 2019	8 592 188	20 674 446	746 070	1 301 801	1 049 040	2 318 744	216 259	3 743 829	1 427 687	674 370	40 744 434
Ajouts	1 398 737	2 044	236 618	27 691	87 359	30 870	17 974	64 506	544 372	43 379	5 247 785
transferts								109 903	120 924	(230 827)	(2 794 236)
Cessions	-	-	-			-	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2019	9 990 925	20 676 490	982 688	1 329 492	1 136 399	2 349 614	234 233	3 918 237	2 092 983	486 922	43 197 983
Amortissement cumulé											
Au 1er janvier 2019	-	5 458 381	570 828	1 228 071	1 023 082	1 099 963	122 743	1 724 993	1 292 825	-	12 520 886
Charges de l'exercice	-	413 536	119 407	31 309	15 799	312 602	32 751	779 041	119 063	-	1 823 508
Cessions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2019		5 871 917	690 235	1 259 380	1 038 881	1 412 565	155 494	2 504 034	1 411 888		14 344 394
Valeur nette comptable au 31 décembre 2019	9 990 925	14 804 573	292 453	70 112	97 518	937 049	78 739	1 414 203	134 862	486 922	28 853 589

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

21.1. Cession des immobilisations corporelles

	2020	2019
	UC	UC
Valeur comptable	489 070	-
Amortissement cumulé	388 654	-
Valeur nette comptable	100 416	-
Produit de cession	35 470	-
Bénéfice / perte sur cession	(64 946)	-

22. Dettes et charges à payer

	2020	2019
	UC	UC
Fonds gérés	2 543 517	2 528 795
Fournisseurs	-	290 924
Créditeurs divers et provisions	1 029 638	3 134 367
	3 573 155	5 954 086

23. Provision pour régime à prestations définies

L'obligation au titre des prestations définies résulte d'autres avantages à long terme du personnel y compris les congés de longue durée ou les congés sabbatiques, les jubilés ou autres avantages à long terme, les prestations d'invalidité de longue durée et, si elles ne sont pas entièrement payables dans les douze mois suivant la fin de la période, les bonus qui sont comptabilisés comme des rémunérations différées.

Le tableau suivant résume les composantes de la charge au titre des bénéfices nets comptabilisées dans le résultat net et les gains actuariels nets non capitalisés et les montants comptabilisés dans l'état de la situation financière pour les plans respectifs :

Charge nette au titre des avantages (comptabilisée en produit ou charges)	2020	2019
	UC	UC
Coût du service actuel	544 012	(1 250 420)
Intérêts	370 354	750 420
Coût des prestations fournies	(3 070 693)	-
Coût net des prestations	(2 156 693)	(500 000)

Variations de la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies:

	2020	2019
	UC	UC
Solde des prestations au 1er Janvier	9 319 935	9 968 285
Intérêts	544 012	750 420
Coût du service actuel	370 354	(1 250 420)
Reprise d'excédent de provision/obligations au titre de prestations définies	(3 070 693)	-
Paievements effectués	(1 714 441)	(148 350)
Solde des prestations au 31 décembre	5 449 166	9 319 935

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

Les principales hypothèses utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations de retraite et des indemnités médicales postérieures à l'emploi pour les régimes de la Banque sont les suivantes :

	2020	2019
Taux d'actualisation	4,00%	6,5%
Inflation	1,4%	1,7%
Augmentation salaires	1,8%	2,0%
Mortalité	0,0%	0,0%
Départ	2,6%	2,6%
Rotation	-	-
Age de retraite	60	60
Coût moyen billets d'avion	UA 3 939	UA 3 939
Coût moyen de transport maritime	UA 7 429	UA 7 429

La Banque ne dispose pas d'un plan pour le régime à prestations définies, car le paiement est effectué lorsqu'un employé arrive au terme de son contrat et demande à bénéficier de ce régime.

Au 31 décembre 2020

Avantage au Personnel Régime	Base Régime	Variation rate -1%	Variation rate +1%	Taux/ baisse salaire -1%	Taux/aug- mentation salaire -1%	Variation du taux de mortalité -10%	Variation du taux de mortalité +10%	Retrait-1%	Retrait +1%
Dettes actuarielles									
Coût du long service	69 725	74 008	65 857	66 245	73 504	69 700	69 756	74 266	65 576
Régime prestations décès	52 126	54 525	49 933	52 126	52 126	52 540	51 704	54 625	49 808
Système de transport	138 482	147 697	130 255	138 480	138 480	138 401	138 561	127 963	148 345
Indemnité/ réinstallation	159 433	169 245	150 583	151 295	168 271	159 347	159 527	150 459	167 913
Régime/indemn/ cessati emplois	2 097 349	2 229 473	1 979 289	1 987 704	2 217 627	2 096 164	2 098 535	2 054 669	2 137 086
Régime d'allocation de retour au foyer	69 999	74 214	66 174	69 998	69 998	69 998	69 998	69 998	69 998
Indemnités de fin de carrière	137 469	145 643	130 114	130 698	144 837	137 396	137 541	134 532	140 476
Total Régime	2,724,584	2 894 804	2 572 205	2 596 547	2 864 843	2 723 547	2 725 622	2 666 512	2 779 201
Pourcentage/ Variation		6,25%	(5,59%)	(4,70%)	5,15%	(0,04%)	0,04%	(2,13%)	2,00%

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
 POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

24. Emprunts

	2020	2019
	UC	UC
1. Ligne de crédit India Exim	200 260 550	216 271 323
2. Emprunt obligataire 2014 - 2021	4 292 464	12 335 260
3. Emprunt obligataire 2017 - 2027	29 296 069	32 071 677
4. Emprunt obligataire 2019 - 2026	57 948 269	55 508 672
5. Afriexim Bank 2018 - 2024	17 890 812	23 292 451
6. Ligne de crédit Badea	19 763 471	13 453 570
7. Standard chartered- Ligne de crédit	994 777	-
8. Agence Française de Développement	21 117 540	-
9. Emprunt obligataire 2018 - 2023 (SID)	18 048 832	20 228 501
Intérêts courus sur emprunts	4 460 735	4 454 228
	374 073 519	377 615 682

Mouvement sur emprunts

	2020	2019
	UC	UC
Solde au 1er janvier	377 615 682	333 139 245
Prêts additionnels	43 060 640	79 022 179
Remboursement du capital	(46 602 803)	(34 545 742)
Solde de clôture	374 073 519	377 615 682

Conditions des emprunts

1) Ligne de crédit EximBank India

a) Ligne de crédit EximBank India 2006 - 2026

En 2006, la Banque a signé une ligne de crédit de 180 788 673 UA (250 000 000 USD) avec EximBank India à un taux d'intérêt de 1,75% sur une période de 20 ans. Le prêt est destiné au financement des opérations de la Banque. Les coûts de transaction connexes ont été capitalisés et amortis sur la durée du prêt.

b) Ligne de crédit EximBank India 2010 - 2030

En 2010, la Banque a signé une ligne de crédit de 72 315 469 UA (100 000 000 USD) avec EximBank India à un taux d'intérêt de 4% sur une période de 20 ans. Le prêt est destiné au financement des opérations de la Banque. Les coûts de transaction connexes ont été capitalisés et amortis sur la durée du prêt.

c) Ligne de crédit EximBank India 2011 - 2031

En 2011, la Banque a signé une ligne de crédit de 108 473 204 UA (150 000 000 USD) avec EximBank India à un taux d'intérêt de 1,75% sur une période de 20 ans. Le prêt est destiné

au financement des opérations de la Banque. Les coûts de transaction connexes ont été capitalisés et amortis sur la durée du prêt.

Les garanties de la facilité se présentent comme suit:

La garantie de la facilité porte sur une obligataire négative assortie de clauses financières restrictives comme suit:

- a) Ratio de fonds propres: le ratio de fonds propres doit toujours être au moins égal à douze pour cent. (12%).
- b) Ratio des prêts improductifs: à tout moment, le ratio des prêts improductifs sur une base consolidée ne dépasse pas dix pour cent (10%).

2) Emprunt obligataire 2014 - 2021

En février 2014, la Banque a émis un emprunt obligataire d'un montant de 49 341 042 à un taux d'intérêt de 6,50% sur une période de 7 ans. Le prêt est destiné au financement des opérations de la Banque. Les coûts de transaction connexes ont été capitalisés et amortis sur la durée du prêt. La garantie de la facilité est le capital sujet à appel de la Banque.

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

Cet emprunt n'est assorti d'aucun engagement financier.

3) Emprunt obligataire 2017 - 2027

En 2017, la Banque a émis un emprunt obligataire d'un montant de 32 071 677 UA (26 000 000 000 FCFA) à un taux d'intérêt de 6,10% sur une période de 7 ans. Le prêt est destiné au financement des opérations de la Banque. Les coûts de transaction connexes ont été capitalisés et amortis sur la durée du prêt. La garantie de la facilité est le capital sujet à appel de la Banque. Cet emprunt n'est assorti d'aucun engagement financier.

4) Emprunt obligataire 2019 - 2026

En 2019, la Banque a émis un emprunt obligataire d'un montant de 55 508 672 UA (45 000 000 000 FCFA) à un taux d'intérêt de 6,40% sur une période de 7 ans. Le prêt est destiné au financement des opérations de la Banque. Les coûts de transaction connexes ont été capitalisés et amortis sur la durée du prêt. La garantie de la facilité est le capital sujet à appel de la Banque. Cet emprunt n'est assorti d'aucun engagement financier.

5) Afrexim Bank 2018 - 2024

En 2018, la Banque a signé un contrat de consolidation des prêts Afreximbank pour un montant de (31 274 396 UA) 38 651 400 USD à un taux d'intérêt Libor 3 mois + 6,5% pour une période de 6 ans. Ces prêts avaient servi à) financer les opérations de la Banque. Les coûts de transaction connexes ont été capitalisés et amortis sur la durée du prêt. La garantie de l'emprunt se présente comme suit:

- a) un nantissement exclusif de 1er rang sur le capital sujet à appel de l'Emprunteur à concurrence des montants dus au titre du principal et des intérêts;
- b) un dépôt équivalent à deux échéances semestrielles de chaque crédit individuel a été fait dans un compte séquestre au niveau de la succursale d'EximBank à Londres;
- c) EximBank convient que toutes les sommes inscrites au crédit du compte porteront intérêt et que EximBank, à la demande de l'emprunteur, peut lui fournir des relevés périodiques / trimestriels du compte.

6) Ligne de crédit Badea 2010 – 2035

En 2010, la Banque a signé une ligne de crédit de (3 615 773 UA) 5 000 000 USD avec la Badea, à un taux d'intérêt de 4% pour une période de 15 ans. Le prêt est destiné au financement des opérations de la Banque. Les coûts de transaction connexes ont été capitalisés et amortis sur la durée du prêt. La garantie de la facilité est le capital sujet à appel de la Banque. Cet emprunt n'est assorti d'aucun engagement financier.

7) Ligne SID 2018-2023

En 2018, la Banque a signé un accord de prêt de 20 228 501 UA (25 000 000 d'euros) avec la Banque islamique de développement, à un taux d'intérêt Euribor + 3% sur une période de 5 ans. Le prêt est destiné au financement des opérations de la Banque. Les coûts de transaction connexes ont été capitalisés et amortis sur la durée du prêt. La garantie de la facilité est le capital sujet à appel de la Banque. Cet emprunt n'est assorti d'aucun engagement financier.

8) Ligne SID 2018-2023

La Banque a signé un contrat de prêt de 50 millions d'euros avec l'Agence Française de Développement en 2020 pour une durée de 10 ans. Chaque décaissement se fait à un taux d'intérêt fixe. L'objectif du prêt est de financer les opérations de la Banque. La garantie de la facilité est le capital sujet à appel de la Banque. Il existe des engagements financiers à l'égard de cette facilité.

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

25. Capital déclaré

Le capital autorisé de la BIDC est de 1 000 000 000 d'UC dont les membres régionaux ont souscrit 70 % et le solde est réservé aux membres non régionaux pour souscription. Cette portion de 70 % qui s'élève à 700 000 000 UC est entièrement souscrite. À la date de clôture 56 % des 700 000 000 sont appelés. Ci-dessous figurent les détails du capital déclaré en 2020 :

Capital social	2020	2019
	UC	UC
Autorisé :		
1 000 000 d'actions ordinaires à 1 000 UC chacune	1 000 000 000	1 000 000 000
Capital non souscrit	(300 000 000)	(300 000 000)
Capital souscrit	700 000 000	700 000 000
Capital exigible	(307 258 669)	(307 258 669)
Capital appelé	392 741 331	392 741 331
Arriéré de capital	(91 626 647)	(93 359 808)
Au 31 décembre	(301 114 684)	299 381 523

Arriérés de capital	2020	2019
	UC	UC
Cap-Vert	1 454 920	1 454 920
Côte d'Ivoire	14 733 787	14 733 787
Gambie	6 174 475	6 201 337
Guinée-Bissau	4 817 318	4 817 318
Libéria	15 878 546	16 867 433
Nigeria	21 239 219	21 239 219
Sénégal	16 913 898	16 913 898
Sierra Leone	10 414 484	11 131 896
	91 626 647	93 359 808

Mouvement de contribution au capital

	2020	2019
	UC	UC
Solde au 1er janvier	299 381 523	291 618 885
Apport en capital supplémentaire	1 733 161	7 762 638
Solde au 31 décembre	301 114 684	299 381 523

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

Structure du capital par pays actionnaire

Pays Membre	Capital souscrit avec droits de vote attribués	Capital appelé alloué	Solde d'ouverture du capital libéré	Contribution additionnelle	Solde de clôture du capital libéré
	UC	UC	UC	UC	UC
Bénin	20 000 142	11 228 211	11 228 211	-	11 228 211
Burkina Faso	17 333 457	9 734 383	9 734 383	-	9 734 383
Cap-Vert	6 666 713	3 734 570	2 279 650	-	2 279 650
Cote D'Ivoire	103 331 572	57 971 063	35 832 825	-	43 237 276
Gambie	17 333 457	9 734 383	3 533 046	26 862	3 559 908
Ghana	110 000 787	61 706 160	61 706 160	-	61 706 160
Guinée	19 333 472	10 842 504	10 842 504	-	10 842 504
Guinée-Bissau	10 000 073	5 614 106	796 788	-	796 788
Libéria	44 666 984	25 058 371	8 190 938	988 887	9 179 825
Mali	12 666 759	7 107 934	7 107 934	-	7 107 934
Niger	14 000 102	7 854 848	7 854 848	-	7 854 848
Nigeria	218 668 225	122 689 907	101 450 688	-	101 450 688
Sénégal	52 664 542	29 539,328	12 625 430	-	12 625 430
Sierra Leone	29 333 545	16 456 610	5 324 714	717 412	6 042 126
Togo	24 000 170	13 468 953	13 468 953	-	13 468 953
	700 000 000	392 741 331	291 618 885	1 733 161	301 114 684

26. Pertes cumulées / excédent de revenus

Il s'agit du solde des pertes annuelles cumulées. Le détail des bénéfices non répartis est présenté avec l'état de l'évolution des capitaux propres.

27. Autres fonds de réserve

Les autres réserves de capitaux propres se composent des variations de la juste valeur des placements en actions qui sont classés à la juste valeur dans les autres éléments du résultat global et d'un gain de réévaluation provenant de la réévaluation des terrains et immeubles de la Banque. Les mouvements sur les autres réserves sont présentés dans le tableau de variation des capitaux propres.

28. Transactions entre parties liées

Transactions avec les administrateurs et les membres clés de la Haute direction

Il s'agit des administrateurs et membres clés de la Haute direction ayant l'autorité et la responsabilité de planifier, de diriger et de contrôler les activités commerciales de la Banque. Ces personnes constituent la Haute direction de la Banque.

Les produits d'intérêts sur les prêts accordés au personnel sont inclus dans les produits d'intérêts calculés sur la base du taux d'intérêt effectif.

Au cours de la période sous revue, la Banque a constitué des provisions pour dépréciation de prêts consentis aux directeurs et aux principaux membres de la Haute direction.

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

Avances accordées aux parties liées

	2020	2019
	UC	UC
Au 1er janvier	164 504	364 842
Prêts consentis au cours de l'exercice	1 241 632	30 304
Remboursements de prêts reçus	(562 094)	(230 642)
Au 31 décembre	844 042	164 504

Rémunération du personnel clé de direction

La norme IAS 24 « Informations relative aux parties liées » requiert les informations suivantes pour la rémunération des membres clés de la Haute direction. Au nombre des principaux dirigeants de la Haute direction on compte les membres du Comité exécutif et les tous les directeurs exécutifs

	2020	2019
	UC	UC
Salaires	152 331	280 219
Provision pour prestations de retraite	-	-
Autres indemnités	78 487	230 170
	230 818	510 389

(iii) Les transactions avec le personnel de direction et autres employés

Au cours de l'exercice la banque a octroyé des prêts et des avances aux principaux dirigeants.

Les soldes des emprunts des principales parties liées se présentent comme suit:

	2020	2019
	UC	UC
Cadres supérieurs	497 148	164 504
Dirigeants et autres employés	2 471 358	4 554 581
	2 968 506	4 718 088

Conditions

Les prêts et avances au personnel de direction et employés portent sur les avances sur salaire les prêts personnels les prêts automobiles et les prêts immobiliers. Les intérêts sur ces prêts sont de 0 %, 3,2 %, 2 % et 2,8 % et remboursables sur 12 mois, 4 ans, 5 ans et 15 ans respectivement.

Montant dû par les parties liées (hors prêts)

	2020	2019
	UC	UC
Cadres supérieurs	90 888	22 334
Dirigeants et autres employés	75 570	266 653
	176 457	288 987

Il s'agit d'avances comptables accordées au personnel pour diverses tâches à accomplir au nom de la Banque. Le personnel est tenu de rendre compte de l'avance, après avoir accompli la mission qui lui a été confiée.

Performance financière

5.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

29. Événements postérieurs à la période sous revue

Il n'y a aucun événement postérieur à la date de clôture qui nécessite des ajustements dans les états financiers. La direction a évalué l'impact du COVID-19 sur la continuité des activités de la société et a conclu que la continuité des activités n'est pas remise en cause et que la société sera en mesure de recouvrer ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans un avenir prévisible pour au moins les 12 prochains mois. La direction a cependant noté que le COVID-19 présente des risques stratégiques et opérationnels. Ces risques font l'objet d'une surveillance étroite pour s'assurer que leur impact est atténué de façon appropriée.

La Banque étant une institution financière de développement, elle fait la plupart de ses affaires avec les États membres et les promoteurs qui font du commerce et interagissent avec des contreparties du monde entier qui peuvent être touchées par le coronavirus.

Financement et liquidité

La pandémie devrait avoir une incidence sur le risque de liquidité, le risque de change et le risque de taux d'intérêt auxquels la Banque est confrontée. La tendance des flux de capitaux en provenance des marchés émergents devrait exercer une pression sur la monnaie locale et réduire la liquidité des devises étrangères dans l'économie. La Banque dispose d'un solide cadre de gestion de la liquidité et d'un plan de financement d'urgence qui prévoit des fonds de réserve suffisants pour soutenir l'écoulement des liquidités dans un scénario de crise. Le ratio de liquidité de la Banque au 31 décembre était supérieur à 100 % et restera au-dessus de la limite interne de 40 %.

Analyse du bilan

La Banque a procédé à une analyse ligne par ligne du bilan et a évalué si l'incertitude actuelle pouvait avoir une incidence sur les montants présentés au 31 décembre 2020. Elle a évalué que le coronavirus pourrait affecter les activités des clients emprunteurs de la Banque. Elle a également effectué une analyse et examiné le portefeuille et l'impact de la propagation du virus sur son portefeuille de crédit.

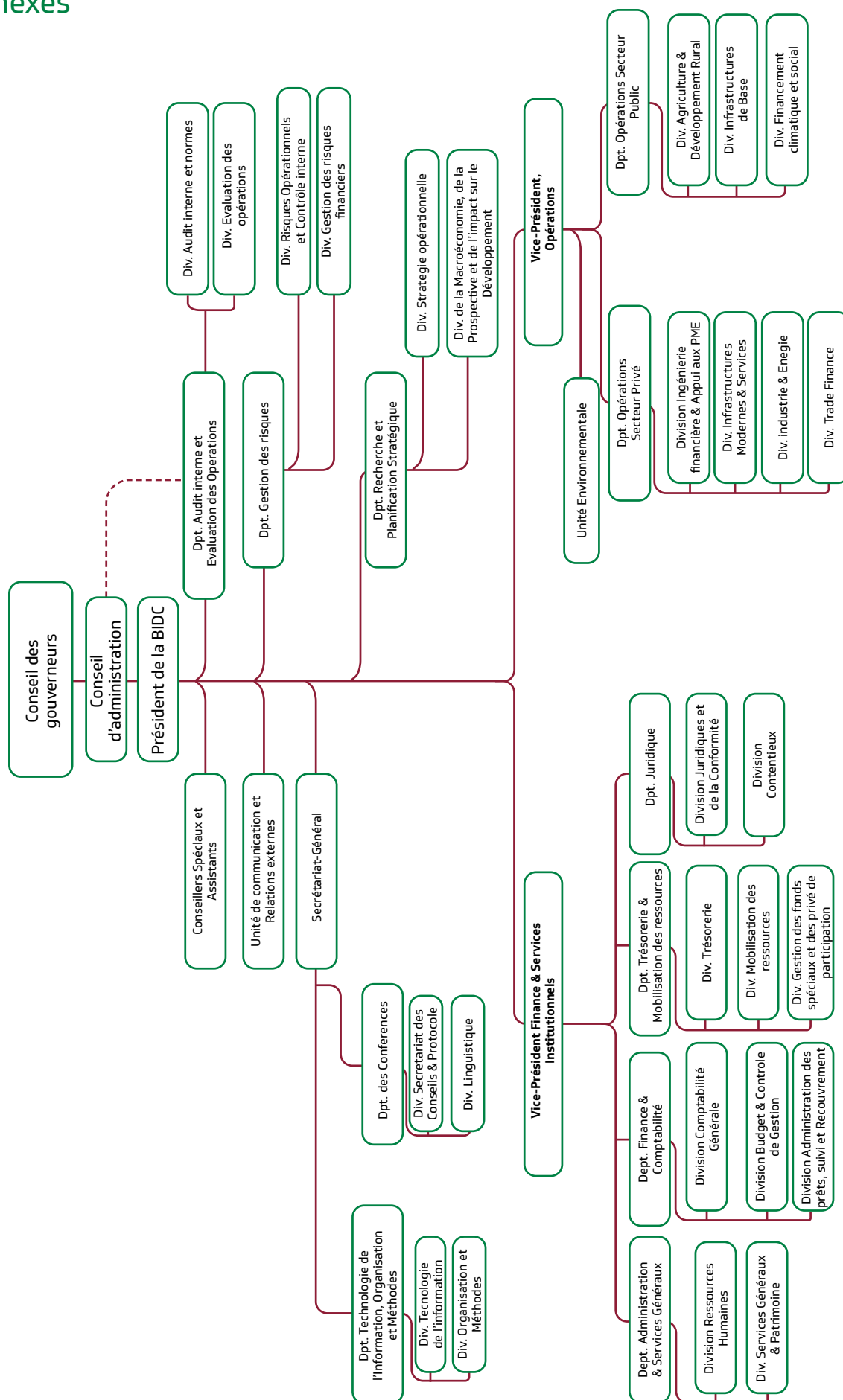
	2020			2019		
	Inférieur à 12 mois	Supérieur à 12 mois	Total	Inférieur à 12 mois	Over 12 Months	Total
	UC	UC	UC	UC	UC	UC
Assets						
Trésorerie et solde bancaire	24 235 929	-	24 235 929	13 796 492	-	13 796 492
Actifs financiers évalués au coût amorti	60 394 229	-	60 394 229	-	90 832 305	90 832 305
Prise de participation	-	30 921 666	30 921 666	-	34 786 111	34 786 111
Prêts et avances	-	550 824 562	550 824 562	-	530 733 395	530 733 395
Contribution aux fonds gérés	9 068 370	-	9 068 370	9 068 370	-	9 068 370
Comptes inter institutions	-	-	-	-	62	62
Autres actifs	2 058 392	-	2,058,392	3 845 531	-	3 845 531
Immobilisations corporelles	-	28 032 429	28 032 429	-	28,853,589	28 853 589
Total assets	95 756 920	609 778 657	705 535 577	26 710 393	685 205 462	711 915 855
Passif						
Créditeurs divers	3 573 155	-	3 573 155	5 954 086	-	5 954 086
Obligations au titre des prestations définies	-	5 449 166	5 449 166	-	9 319 935	9 319 935
Emprunts	-	374 073 519	374 073 519	-	481 913 133	481 913 133
Fonds gérés	-	21 412 553	21 412 553	-	19 835 628	19 835 628
Comptes Inter-institutionnels	-	2 949 394	2 949 394	-	2 940 400	2 940 400
Total du passif	3 573 155	403 884 632	407 457 787	5 954 086	514 009 096	519 963 182



Annexes

DO PHARMA, une entreprise
pharmaceutique, Togo

Annexe 1 : Organigramme de la BIDC



Annexe 2 : Liste des projets évalués au titre de l'année 2020

	N°	Projets	Pays	Secteurs	Instruments	Requête (en UC)
Public	1	Projet de construction de onze (11) points métalliques	Côte d'Ivoire	Infrastructures de transport	Prêt	17 428 161
	2	Projet d'aménagements hydroagricoles des sites de réinstallation du plan d'actions de réinstallation (Phase 2A) du Programme Kandadji	Niger	Energie	Prêt	10 706 772
	3	Projet de construction d'une université des sciences et des technologies dans la ville de Koidu, district de Kono	Sierra Leone	Éducation	Prêt	22 552 523
	4	Projet d'Appui au Développement des PME : Projet Amorçage PME en République de Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	Agriculture et Développement Rural	Prêt	7 703 873
	5	Projet de deux (2) avions King Air 350 ER Equipes pour le projet de surveillance maritime et territoriale à distance en République de Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	Infrastructures de transport	Prêt	10 985 344
	6	Projet de construction du pont de liaison reliant la gare TER AIBD et l'aéroport Blaise Diagne (AIBD)	Sénégal	Infrastructure	Prêt	10 474 300
	7	Projet de réhabilitation des aménagements hydroélectriques de Sélingué et Sotuba	Mali	Energie	Prêt	10 414 714
	8	Projet de construction d'un centre de santé cardiovasculaire et rénale	Sierra Leone	Santé	Prêt	10 414 714
	9	Projet d'électrification rurale de sept (07) townships de district	Sierra Leone	Energie	Prêt	25 342 471
Total Public						126 022 871
Privé	1	Projet d'octroi d'une ligne de crédit pour le financement des PME/PMI en faveur de NSIA Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	Service (Banque)	Prêt	27 979 273
	2	Projet d'octroi d'une ligne de crédit pour le financement des PME/PMI en faveur de BOND Savings and Loans Limited	Ghana	Service (Banque)	Prêt	3 666 703
	3	Projet d'octroi d'une ligne de crédit pour le financement des PME/PMI en faveur de ORAGROUP SA	Togo	Service (Banque)	Prêt	12 472 871
	4	Projet de construction du réseau d'évacuation associé aux centrales thermiques CIPREL 5 et AZITO 4 en faveur de CI-ENERGIES	Côte d'Ivoire	Energie	Prêt	12 472 872
	5	Projet d'octroi d'une ligne de crédit dédiée au financement de projets d'infrastructure prioritaires sous forme de PPP dans le cadre du programme gouvernemental « year of roads » en faveur de PRUDENTIAL Bank Limited	Ghana	Service / Finance	Prêt	36 667 026
	6	Projet d'octroi d'une ligne de crédit dédiée au financement de projets d'infrastructure prioritaires sous forme de PPP dans le cadre du programme gouvernemental « year of roads » en faveur de CONSOLIDATED Bank Ghana Limited	Ghana	Service / Finance	Prêt	36 667 026

Annexes

N°	Projets	Pays	Secteurs	Instruments	Requête (en UC)
7	Opération d'importation et de livraison de 60 000 tonnes d'engrais (40 000 tonnes de NPK 15-15-15 et 20 000 tonnes d'urée 46%) a des producteurs en faveur de Groupe DEC SA	Togo	Agriculture et Développement Rural	Trade Finance	12 393 455
8	Projet de renforcement et d'aménagement de la route Kanawolo-Korhogo par MK construction, en République de Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	Infrastructures routières	Prêt	25 754 786
9	Projet de mise en place d'infrastructures de gaz naturel liquéfié à Tema : TEMA LNG Terminal	Ghana	Energie	Prêt	15 622 071
10	Projet d'octroi d'une ligne de crédit à Vista Bank, en République de Guinée	Guinée	Finances	Prêt	8 447 016
11	Projet de construction de résidences universitaires modernes AMSA REALITY à Dakar et à Diamniakro, en République du Sénégal	Sénégal	Service / Immobilier	Prêt	13 101 460
12	Projet de facilitation de prêt syndiqué de 750 millions USD en faveur de Bank of Industry Limited (BOI), en République Fédérale du Nigeria.	Nigeria	Service / Finance	Prêt	10 456 897
Total Privé					205 244 558
TOTAL PROJETS EVALUES					331 267 429

Annexe 3 : Liste des projets supervisés pour le compte de l'année 2020

	N°	Projets	Pays	Secteurs	Instruments
Privé	1	Projet de construction du centre commercial Garden City Mall à Kumasi en République du Ghana	Ghana	Infrastructure Commerciale	Prêt
	2	Construction d'un hôtel 5 étoiles Cape Sierra à Freetown par la société IDEA	Sierra Leone	Hôtellerie / Tourisme	Prêt
	3	Projet de construction des routes par East International Group, Inc	Libéria	Infrastructures Routières	Prêt
	4	TOGUNA Agro-Industries SA	MALI		Trade Finance
	5	SOYATT SA	MALI		Trade Finance
	6	Programme d'urgence pour le développement intégré des routes et autres réseaux dans le centre urbain de Diamniadio	SENEGAL	Infrastructure	Prêt
	7	CAPE SIERRA Hotel Company Ltd	SIERRA LEONE	Hôtellerie & Tourisme	Prêt
Public	1	Projet d'équipement et de réhabilitation des formations sanitaires au Bénin	Bénin	Santé	
	2	Projets de pavage et d'assainissement des rues de Ouidah et Bohicon (Phase I) et Pobè, Sakété et Dassa-Zoume (Phase II)	Bénin	Infrastructures de transport	

Annexe 4 : Liste des projets approuvés au titre de l'année 2020

	N°	Projets	Pays	Secteurs	Instruments	Requête (en UC)
Public	1	Projet de construction de onze (11) points métalliques	Côte d'Ivoire	Infrastructures de transport	Prêt	17 428 161
	2	Projet d'aménagements hydroagricoles des sites de réinstallation du plan d'actions de réinstallation (Phase 2A) du Programme Kandadji	Niger	Energie	Prêt	10 706 772
	3	Projet de construction d'une université des sciences et des technologies dans la ville de Koidu, district de Kono	Sierra Leone	Education	Prêt	22 552 523
	4	Projet d'Appui au Développement des PME : Projet Amorçage PME en République de Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	Agriculture et Développement Rural	Prêt	7 703 873
	5	Projet de deux (2) avions King Air 350 ER Equipes pour le projet de surveillance maritime et territoriale à distance en République de Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	Infrastructures de transport	Prêt	10 985 344
	6	Projet de construction du pont de liaison reliant la gare TER AIBD et l'aéroport Blaise Diagne (AIBD)	Sénégal	Infrastructure	Prêt	10 474 300
	7	Projet de réhabilitation des aménagements hydroélectriques de Sélingué et Sotuba	Mali	Energie	Prêt	10 414 714
	8	Projet d'électrification rurale de sept (07) townships de district	Sierra Leone	Energie	Prêt	25 342 471
	Total Public					115 608 158
	1	Projet de mise en place d'une facilité sous forme de revolving en faveur de la société SOYATT SA pour l'importation et la commercialisation de produits pétroliers à des marqueteurs installés au Mali	Mali	Energie	Prêt / Trade Finance	7 928 265
Privé	2	Projet de mise en place d'une facilité sous forme de crédit relais de 300 jours en faveur de la société TOGUNA Agro-industries SA dans le cadre de l'importation des intrants agricoles	Mali	Agro-industrie	Prêt / Trade Finance	7 648 013
	3	Projet d'octroi d'une ligne de crédit pour le financement des PME/PMI en faveur de NSIA Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	Service (Banque)	Prêt	27 979 273
	4	Projet de construction du réseau d'évacuation associé aux centrales thermiques CIPREL 5 et AZITO 4 en faveur de CI-ENERGIES	Côte d'Ivoire	Energie	Prêt	12 472 872
	5	Projet d'octroi d'une ligne de crédit pour le financement des PME/PMI en faveur de ORAGROUP SA	Togo	Service (Banque)	Prêt	12 472 871
	6	Projet d'octroi d'une ligne de crédit dédiée au financement de projets d'infrastructure prioritaires sous forme de PPP dans le cadre du programme gouvernemental « year of roads » en faveur de CONSOLIDATED Bank Ghana Limited	Ghana	Service / Finance	Prêt	36 667 026
	7	Projet de facilitation de prêt syndiqué de 750 millions USD en faveur de Bank of Industry Limited (BOI), en République Fédérale du Nigeria.	Nigeria	Service / Finance	Prêt	10 456 897
	8	Projet de construction de résidences universitaires modernes AMSA REALITY à Dakar et à Diamniakro, en République du Sénégal	Sénégal	Service / Immobilier	Prêt	13 101 460
	9	Projet de renforcement et d'aménagement de la route Kanawolo-Korhogo par MK construction, en République de Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	Infrastructure / Route	Prêt	25 754 786
	10	Projet d'octroi d'une ligne de crédit à Vista Bank, en République de Guinée	Guinée	Service / Finance	Prêt	8 447 016
	Total Privé					162 928 479
	TOTAL					278 536 636

Annexe 5 : Liste des projets signés au titre de l'année 2020

	N°	Projets	Pays	Secteurs	Nature	Date signature	Requête (en UC)
Public	1	Financement complémentaire du projet d'électrification par systèmes solaires photovoltaïques de 750 infrastructures communautaires	Bénin	Energie	Prêt	05/03/2020	15 246 546
	2	Financement partiel du projet de construction d'une université des sciences et des technologies dans la ville de Koidu, district de Kono	Sierra Leone	Education	Prêt	11/09/2020	22 552 523
	3	Financement partiel du projet d'Appui au Développement des PME : Projet Amorçage PME en République de Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	Agriculture et Développement Rural	Prêt	18/09/2020	7 703 873
	4	Financement partiel du projet de réalisation de vingt-sept (27) nouveaux systèmes d'adduction d'eau potable dans la zone d'impact du programme de développement intégré de la vallée dev Samendeni, au Burkina Faso	Burkina Faso	Agriculture et Développement Rural / Eau	Prêt	13/10/2020	6 644 659
	5	Financement partiel du projet de construction de onze (11) points métalliques	Côte d'Ivoire	Infrastructure / Pont	Prêt	12/12/2020	17 428 161
	Sous - Total 1						69 575 762
Privé	1	Financement partiel du projet d'acquisition de 40 camions citernes en faveur de SOTRAKA / Cabinet Challenges	Mali	Transport	Prêt	17/02/2020	2 403 850
	2	Financement partiel du projet de mise en place d'une facilité sous forme de revolving en faveur de la société SOYATT SA pour l'importation et la commercialisation de produits pétroliers à des marqueteurs installés au Mali	Mali	Energie	Prêt / Trade Finance	17/02/2020	7 928 265
	3	Financement partiel du projet d'acquisition de 30 camions citernes en faveur de SOYATT SA / Cabinet Challenges	Mali	Transport	Prêt	17/02/2020	3 964 133
	4	Financement partiel du projet de mise en place d'une facilité sous forme de crédit relais de 300 jours en faveur de la société TOGUNA Agro-industries SA dans le cadre de l'importation des intrants agricoles	Mali	Agro-industrie	Prêt / Trade Finance	17/02/2020	7 648 013
	5	Financement partiel du programme d'urgence d'aménagement intégré de la voirie et des réseaux divers du pôle urbain de Diamniadio	Sénégal	Infrastructure	Prêt	09/06/2020	18 752 185

Annexes

	N°	Projets	Pays	Secteurs	Nature	Date signature	Requête (en UC)
Privé	6	Financement partiel du projet de construction du réseau d'évacuation associé aux centrales thermiques CIPREL 5 et AZITO 4 en faveur de CI-ENERGIES	Côte d'Ivoire	Energie	Prêt	22/09/2020	12 472 872
	7	Financement partiel du projet d'octroi d'une ligne de crédit pour le financement des PME/PMI en faveur de ORAGROUP SA	Togo	Service (Banque)	Prêt	23/09/2020	12 472 871
	8	Financement partiel du projet de facilitation de prêt syndiqué de 750 millions USD en faveur de Bank of Industry Limited (BOI), en République Fédérale du Nigeria.	Nigeria	Service (Banque)	Prêt	11/12/2020	10 456 897
		Financement complémentaire du projet de facilitation en faveur de la Bank of Industry Ltd en République Fédérale du Nigeria	Nigeria	Service (Banque)	Prêt	Dec-2020	1 464 596
	Sous - Total 2						77 563 682
	TOTAL						147 139 445

GALERIE DE PROJETS



DIAMOND CEMENT GUINEA, une société de fabrication de ciment, Guinée



NADA OIL, entreprise de raffinage de l'huile de palme, Côte d'Ivoire

GALERIE DE PROJETS



DO PHARMA, une entreprise pharmaceutique, Togo



Le projet MARIA GLETA, partiellement financé par la BIDC, est une centrale thermique au Bénin.

GALERIE DE PROJETS



DO PHARMA, une entreprise pharmaceutique, Togo



GALERIE DE PROJETS



Hotel Kempinski, Accra, Ghana



TONKOLILI IRON ORE LIMITED, une société d'extraction de minerai de fer Tonkolili, Sierra Leone

GALERIE DE PROJETS



La société TOGUNA AGRO-INDUSTRIE, spécialisée dans la fabrication d'engrais, Mali



GALERIE DE PROJETS



La société TOGUNA AGRO-INDUSTRIE, spécialisée dans la fabrication d'engrais, Mali



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA CEDEAO (BIDC)

Transformer les communautés de la CEDEAO

128 Boulevard du 13 janvier, BP: 2704 Lomé Togo

Tél: + 228-22 21 68 64 • Fax: + 228 22 21 86 84

E-mail: bidc@bidc-ebid.org

site Internet : www.bidc-ebid.org